



Tableau de bord des objectifs de croissance et de prospérité du Canada

1re édition
2021



**Century
Initiative | Initiative
du Siècle**

À propos de l'Initiative du Siècle

L'Initiative du Siècle est un organisme caritatif national non partisan qui s'est donné pour mission de soutenir à long terme la prospérité, la résilience et l'influence du Canada par une croissance démographique responsable en vue d'atteindre une population de 100 millions d'habitants en 2100.

À cette fin, l'Initiative du Siècle propose et soutient des initiatives de réflexion et de projection à long terme dans cinq domaines : l'immigration, le développement urbain et les infrastructures, l'emploi et l'entrepreneuriat, l'aide à la petite enfance et l'éducation. En appui à ses objectifs et à ses activités, l'organisme utilise un ensemble d'outils : organisation d'événements et participation à des événements tiers, commande de rapports approfondis, production de documents informatifs éclairés et d'études de cas et, à compter de 2021, préparation d'un tableau de bord national mesurant les progrès accomplis par rapport aux objectifs de croissance et de prospérité. L'Initiative du Siècle croit en un Canada plus fort et prospère pour le bien de tous.

L'Initiative du Siècle a vu le jour en 2015 sous l'impulsion d'un groupe formé par Dominic Barton, Mark Wiseman, Goldy Hyder, Andrew Pickersgill et Willa Black, unis par la conviction qu'une approche responsable de la croissance du pays renforcera son économie, sa résilience et son influence sur la scène internationale. Depuis, l'Initiative du Siècle a étendu son réseau, toujours dans un souci de diversification des points de vue afin de nourrir ses ambitions. L'organisme est le seul à œuvrer pour créer les conditions favorables à la croissance et à la prospérité à long terme du Canada.

www.centuryinitiative.ca | info@centuryinitiative.ca

2, av. Saint Clair E., bureau 300, Toronto (ON) M4T 2T5 Canada
Numéro d'organisme de bienfaisance canadien : BN 843519638 RR0001



L'Initiative du Siècle exprime toute sa reconnaissance au Globe and Mail, partenaire média exclusif du Tableau de bord.



Sara Ditta et Jon Medow, de Medow Consulting, ont effectué les recherches et analyses sur lesquelles se fonde le présent Tableau de bord.



La conception et l'élaboration des versions imprimée et numérique du Tableau de bord ont été réalisées par Sandbox inc.

Remerciements

L'Initiative du Siècle remercie également les personnes suivantes qui ont généreusement accepté de lui apporter leurs commentaires, leurs savoirs et leurs points de vue :

- | Naomi Alboim, chercheuse principale en matière de politique, Chaire d'excellence en recherche du Canada sur la migration et l'intégration, Université Ryerson, et membre émérite, École de politiques publiques, Université Queen's
- | Craig Alexander, économiste en chef, Deloitte Canada
- | Sam Andrey, directeur des politiques et de la recherche au Ryerson Leadership Lab
- | Stephen Atkinson, vice-président principal, Marsh Canada Ltd.
- | Sara Austin, fondatrice et directrice générale, Les enfants d'abord Canada
- | Pedro Barata, Directeur exécutif, Centre des Compétences futures
- | Susan Black, présidente et chef de la direction du Conference Board du Canada
- | Dr Marie Delorme, présidente-directrice générale de l'Imagination Group of Companies
- | Andrea Doucet, titulaire de la Chaire de recherche du Canada sur l'égalité entre les sexes, le travail et les soins, professeure de sociologie et d'études de genre à l'Université Brock, professeure et chercheuse en sociologie à l'Université Carleton
- | Howard Duncan, président émérite, projet Metropolis international, ancien rédacteur en chef d'*International Migration*, Université Carleton
- | Kareem El-Assal, directeur des politiques et de la stratégie numérique, CanadaVisa.com
- | Martha Friendly, fondatrice et directrice générale de Childcare Resource and Research Unit
- | Jack Jedwab, président de l'Institut canadien pour les identités et les migrations et de l'Association d'études canadiennes
- | Jaxson Khan, directeur principal de la croissance, Fable
- | Matthew Mendelsohn, conseiller principal, Boston Consulting Group, professeur invité à l'Université Ryerson
- | Matthias Oschinski, directeur de l'économie de l'innovation, MaRS Discovery District
- | Andrew S. Nevin, associé, Services financiers en Afrique de l'Ouest, et économiste en chef, PwC Nigéria
- | Andrew Parkin, directeur de l'Institut Environics pour la recherche
- | Iain Reeve, directeur adjoint, recherche sur l'immigration, Conference Board du Canada
- | Jennifer Robson, professeure adjointe en gestion politique à l'Université Carleton
- | Mary W. Rowe, présidente et chef de la direction, Institut urbain du Canada
- | Maximillian Seunik, directeur général des Jeunes diplomates du Canada
- | Anna Triandayllidou, Chaire d'excellence en recherche du Canada sur la migration et l'intégration, Université Ryerson
- | Viet Vu, économiste à l'Institut Brookfield pour l'innovation + l'entrepreneuriat
- | Le personnel de Statistique Canada
- | Les bénévoles de McKinsey & Company

Table des matières

Contexte	2	Aide aux enfants et aux familles	36
Méthodes	6	Développement urbain et infrastructures	44
Population de 100 millions d'habitants	8	Croissance responsable	54
Immigration	12	Conclusion	61
Économie, emploi et entrepreneuriat	20	Annexe A : Indicateurs et sources	62
Éducation et formation	29	Notes	67



Contexte

Le Canada se trouve à la croisée des chemins. Sa population vieillit, la croissance de sa main-d'œuvre ralentit et son indice de fécondité reste sous le seuil de renouvellement de la population. D'après les projections, le taux de natalité pourrait même chuter dans le sillage de la pandémie de COVID-19¹. Si ces tendances se maintiennent et si la population active diminue par rapport à la population non active qui en dépend, c'est l'économie qui en fera les frais. Les recettes fiscales ne suffiront plus à maintenir des programmes et services essentiels de qualité, notamment dans le système de santé, la sécurité sociale et les infrastructures fondamentales. Les grandes industries assisteront au déclin de leur taux de croissance, de leur dynamisme et de leur compétitivité. Sans une augmentation de la population, le pays se trouvera à court de ressources, tant humaines qu'économiques, qui sont nécessaires au bien-être social, économique et environnemental.

Tendances démographiques au Canada

En octobre 2020, le Canada comptait environ 38 millions d'habitants². L'Ontario enregistrait la plus forte proportion de la population (39 %), suivie du Québec (23 %), de la Colombie-Britannique (14 %) et de l'Alberta (12 %). Les autres provinces ne dépassaient pas les 5 %³. En 2020, 27,3 millions de Canadiens, soit plus de 70 % de la population totale, vivaient dans une grande ville. Les grands centres urbains détenaient toujours les records de croissance, malgré un ralentissement attribuable à la COVID-19⁴. L'âge moyen des Canadiens poursuit sa lente ascension (41,4 ans en juillet 2020), de même que la proportion de personnes âgées (18 % en juillet 2020)⁵. Le vieillissement démographique est plus marqué dans les régions rurales et éloignées que dans les régions urbaines, qui attirent une population plus jeune⁶.

Autochtones et croissance future

Les tendances démographiques telles que le vieillissement de la population et le ralentissement de la croissance épargnent cependant certains groupes. C'est le cas des Autochtones, qui comptent pour environ 5 % de la population canadienne⁷. Dans ces communautés, l'âge moyen est reculé de près de dix ans et la croissance démographique est plus rapide par rapport au reste de la population⁸. Environ 40 % des Autochtones vivent en région rurale et 20 % habitent un petit centre de population⁹. À l'échelle pancanadienne, ces communautés contribuent de plus en plus à la croissance de la population active. Plusieurs des indicateurs du présent Tableau de bord pointent vers la nécessité d'améliorer l'accès à l'éducation et à l'emploi pour ces communautés et de combler le fossé socioéconomique qui leur est défavorable, afin d'assurer la prospérité du pays.

La croissance démographique est une priorité absolue pour renforcer notre économie, notre diversité et notre influence sur la scène internationale. L'Initiative du Siècle a établi une cible de 100 millions d'habitants en 2100 : un objectif ambitieux, mais qui ne se suffit pas à lui-même. Cette croissance doit en outre être *responsable*, c'est-à-dire qu'il faut répartir équitablement ses avantages dans l'ensemble de la population. La poursuite de cet objectif doit se faire avec l'étroite collaboration des provinces, territoires, régions, villes et communautés autochtones, mais aussi dans le respect des principes de la durabilité de l'environnement.

Le Canada devrait voir la crise de la COVID-19 comme une occasion de faire des changements fondamentaux, de planifier son avenir et de se préparer à relever les défis qui jalonnent ce siècle.

Le Tableau de bord national

L'Initiative du Siècle présente son tout premier Tableau de bord annuel des objectifs de croissance et de prospérité du Canada. Celui-ci fait état des progrès accomplis dans les secteurs essentiels pour la croissance de la population, étroitement liée à la prospérité du pays, en soulignant les réussites, mais également les points à améliorer pour parvenir à une croissance responsable.

Le Tableau de bord intègre les objectifs suivants :

- | Entamer une conversation sur les mesures les plus adéquates pour faire du Canada un pays plus fort et prospère, et évaluer notre efficacité à les appliquer.
- | Aider les décideurs à établir les priorités en vue d'atteindre les objectifs fixés pour 2100 et alimenter les débats concernant les mesures à prendre collectivement pour combler les lacunes et tirer parti des occasions afin de réaliser notre vision.
- | Orienter les activités de recherche, d'information, de promotion et de ralliement de l'Initiative du Siècle dans les cinq domaines clés : immigration, développement urbain et infrastructures, emploi et entrepreneuriat, aide à la petite enfance et éducation. Chaque année, le Tableau de bord rendra compte des progrès accomplis et déterminera la suite des choses.

La structure du Tableau de bord

Le Tableau de bord fait le suivi de 40 indicateurs des progrès dans le sens d'une croissance responsable vers la cible de 100 millions d'habitants en 2100.

Ces indicateurs sont regroupés sous sept sections : une première portant sur les facteurs essentiels à la croissance pour atteindre une population de 100 millions d'habitants, cinq correspondant aux domaines d'action de l'Initiative du Siècle, et une dernière mesurant la capacité du Canada de soutenir une *croissance responsable* et durable :

Population de 100 millions d'habitants

(3 indicateurs) : Ces indicateurs portent sur les facteurs directement liés à notre mission d'atteindre 100 millions d'habitants en 2100.

Immigration (6 indicateurs) : L'immigration est un facteur de poids pour stimuler la croissance démographique. Les indicateurs de cette section s'intéressent aux raisons qui attirent les immigrants au Canada, ainsi qu'à leur expérience et à leur bien-être une fois installés ici.

Économie, emploi et entrepreneuriat

(8 indicateurs) : La croissance du pays est étroitement liée à la santé de son économie, à la compétence de sa main-d'œuvre et à la vitalité de ses entreprises. Les indicateurs de cette section évaluent les principales conditions de réussite dans ces trois secteurs.

Éducation et formation (5 indicateurs) :

Un système d'éducation et de formation efficace assure un bon départ aux générations futures, en plus d'attirer des cerveaux du monde entier au pays. Les indicateurs de cette section font l'état des lieux du système d'éducation et de son financement.

Aide aux enfants et aux familles (5 indicateurs) :

Un système qui soutient véritablement le développement de l'enfant contribue à la croissance démographique, augmente la population active et améliore de bien-être des enfants et de leurs parents. Les indicateurs de cette section se penchent sur les soutiens aux familles canadiennes et sur le bien-être des enfants.

Développement urbain et infrastructures

(7 indicateurs) : La prospérité durable du Canada repose sur le développement urbain et celui des infrastructures pour répondre aux besoins d'une population croissante. Les indicateurs de cette section font le point sur les investissements dans les infrastructures et le paysage urbain, et sur leur qualité.

Croissance responsable (6 indicateurs) :

La prospérité économique durable du Canada repose d'abord sur la croissance démographique, certes. Mais cette croissance doit respecter les principes de durabilité de l'environnement, et ses avantages doivent être répartis équitablement dans l'ensemble de la population. Cette section évalue la capacité du pays à soutenir une *croissance responsable* à long terme. Ses indicateurs constituent à la fois des résultats et des leviers liés à d'autres indicateurs du Tableau de bord.

Pour chacune de ces catégories, l'année 2050 est posée comme jalon afin de déterminer les moyens de mesurer les résultats à l'avenir en fonction des nouvelles tendances. Chaque catégorie comprend également une description des répercussions de la pandémie de COVID-19.

Méthode d'évaluation : Tendances

En tête de file

Pour cet indicateur, le Canada fait bonne figure : soit il se classe parmi les meilleurs pays, soit il a atteint ses propres objectifs.

En bonne voie

Le Canada a atteint la cible associée à l'indicateur ou est en passe de l'atteindre à courte échéance.

À améliorer

Le Canada n'a pas atteint la cible associée à l'indicateur, mais pourrait encore y parvenir dans les prochaines années moyennant une intervention et du soutien.

En retard

Le Canada est mauvais élève par rapport à des pays comparables ou n'a pas atteint la cible associée à l'indicateur et devra déployer des efforts énormes pour l'atteindre dans les prochaines années.

Méthodes

Évaluation des indicateurs

Chaque indicateur est assorti d'une cible déterminant les résultats attendus par rapport à d'autres pays ou aux objectifs définis pour faire du Canada un pays plus fort et prospère en 2100. Les cibles associées à chaque indicateur servent à évaluer les progrès accomplis. Cette évaluation s'appuie sur les critères définis à gauche.

Choix des indicateurs et établissement des cibles

Les cibles assorties à chacun des indicateurs du Tableau de bord sont définies à partir de points de données directs provenant de sources publiques, comme Statistique Canada et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), combinés à des indices et à des données d'opinion publique issus de sources privées. Pour certains indicateurs, les hypothèses et les méthodologies sous-jacentes sont publiques et peuvent faire l'objet de vérifications plus approfondies par rapport à d'autres indicateurs. Pour cette première édition du Tableau de bord, nous avons eu recours à un large éventail de sources dans l'espoir d'alimenter les discussions sur de nombreux thèmes. Certains des indicateurs choisis servent à l'analyse d'un grand nombre d'enjeux liés à des questions complexes. Ces analyses brossent un portrait des enjeux plus étoffé que celui fourni par un indicateur général. Nous entendons perfectionner cette approche au fil des ans. L'annexe A décrit en détail les sources utilisées pour les différents indicateurs.

La plupart du temps, nous avons choisi des indicateurs qui peuvent facilement faire l'objet de comparaisons avec d'autres pays et d'un suivi dans le temps. L'objectif global est que le Canada se classe parmi les 10 premiers pays de l'OCDE ou de tout autre groupe international similaire, ou qu'il se classe dans les 5 premiers pays de l'OCDE en ce qui a trait aux indicateurs particulièrement importants. Dans certains cas, il a été déterminé que la moyenne de l'OCDE était la cible la plus appropriée. Nous avons préféré nous écarter de cette logique de comparaison internationale pour les indicateurs assortis de méthodes d'évaluation des progrès et de cibles à l'échelle nationale, ou pour lesquels il manque de données comparatives. Dans tous les cas, nous puisons les données à même les publications annuelles les plus récentes, qui remontent parfois à 2015. Note : Les données ont été collectées à l'automne 2020 et à l'hiver 2021. Il est possible qu'elles aient été actualisées ou modifiées depuis.

Pour les trois indicateurs de la section « Population de 100 millions d'habitants » (croissance démographique, admissions d'immigrants et indice de fécondité), les cibles s'appuient sur la modélisation démographique réalisée par le Conference Board du Canada à l'automne 2020, à la demande de l'Initiative du Siècle. Cette modélisation tient compte du déclin de l'immigration durant la pandémie de COVID-19, mais aussi de la hausse de l'immigration attendue étant donné que le gouvernement fédéral a relevé sa cible d'immigration pour les trois prochaines années. Ces projections à long terme, bien qu'elles soient utiles à l'établissement des objectifs, nécessiteront une révision continue de nos hypothèses en fonction des circonstances et des facteurs imprévisibles.

Répercussions de la COVID-19

Il est difficile de mesurer les répercussions de la COVID-19 sur la plupart des indicateurs dans cette première édition du Tableau de bord, puisque la majorité des données disponibles sont antérieures à 2020. En revanche, la modélisation démographique du Conference Board du Canada intègre les données de 2020, qui reflètent les répercussions de la COVID-19 sur le taux d'immigration. Pour chaque section, ces répercussions sont brièvement décrites dans un encadré. S'il y a lieu, cette question est également soulevée dans les analyses des indicateurs. La pandémie a eu un effet radical sur bon nombre des indicateurs en 2020, notamment le PIB par habitant et le pourcentage de jeunes qui ne sont ni en emploi, ni aux études, ni en formation (indicateur NEET).

Futurs indicateurs

Dans chacun des cinq domaines, nous proposons un indicateur qui répond à cette question : « Comment mesurer la réussite en 2050? ». En effet, il est important d'adapter la méthode d'évaluation des progrès accomplis en fonction de l'évolution des circonstances.

Questions d'équité

La plupart des indicateurs du Tableau de bord présentent les grandes lignes de la situation ou de la tendance des enjeux qui touchent l'ensemble de la population. Selon l'origine ethnique, le genre, le statut d'Autochtone, le revenu, le handicap ou la catégorie d'immigrant, la différence du vécu est souvent énorme et met en lumière les problèmes criants et les écarts à combler. La question de l'équité est

abordée dans l'analyse des indicateurs pertinents dans chaque section. La situation des Autochtones fait l'objet d'une attention particulière dans l'analyse de certains indicateurs.

Prochaines étapes

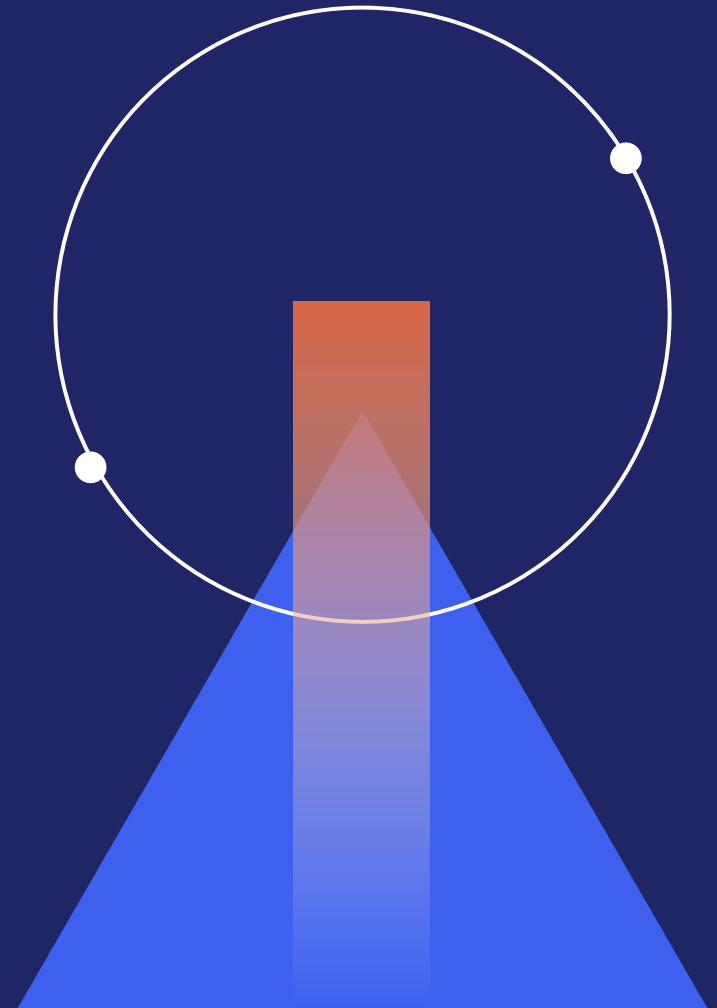
Le Tableau de bord traite d'enjeux complexes et dynamiques. Aux fins de la rédaction de cette première édition, nous avons mobilisé nos ressources internes, collaboré avec des partenaires de recherche et consulté le conseil d'administration et le Groupe national d'experts de l'Initiative du Siècle. Nous entendons poursuivre notre collaboration avec nos partenaires et les experts afin de toujours mieux évaluer les progrès accomplis.

Population de 100 millions d'habitants

Vue d'ensemble

L'immigration et l'indice de fécondité sont les deux facteurs déterminants pour la croissance démographique. Le Canada doit poursuivre son engagement à accroître l'immigration de façon responsable et organisée, tout en faisant la promotion de politiques d'aide aux couples qui souhaitent avoir plus d'enfants. Cette section comporte trois indicateurs :

- | Croissance démographique
- | Admissions d'immigrants
- | Indice de fécondité



Indicateur



Cible

Situation
actuelle

Tendances



Importance de l'enjeu

Croissance
démographique

Pour atteindre l'objectif de 100 millions d'habitants en 2100, la croissance démographique doit maintenir un taux annuel de **1,25 % au cours des 10 prochaines années¹⁰**.

Le Canada affiche un taux annuel de croissance démographique moyen de **1,09 % pour les 10 dernières années**.

À améliorer

La croissance démographique annuelle s'est accélérée ces dernières années, mais pas assez pour atteindre l'objectif de 100 millions d'habitants en 2100.

La croissance démographique responsable en vue d'atteindre 100 millions d'habitants en 2100, conjuguée à la mise en place des infrastructures physiques, numériques et sociales nécessaires, contribuera à la prospérité durable du Canada.

Admissions
d'immigrants

Si le Canada atteint les cibles établies dans son Plan des niveaux d'immigration 2021-2023 et s'il maintient une croissance modérée de 2024 à 2026, il devra maintenir un **taux d'immigration équivalent à 1,14 % de la population canadienne** à compter de 2026-2027 afin d'atteindre la cible de 100 millions d'habitants en 2100¹¹.

En 2018-2019, le Canada a admis **313 601 immigrants**. L'immigration annuelle a représenté en moyenne **0,8 % de la population canadienne** de 2013-2014 à 2018-2019.

En bonne voie

Les niveaux d'immigration ont augmenté ces dernières années. Grâce à l'ambitieux Plan des niveaux d'immigration 2021-2023 du gouvernement fédéral, on peut s'attendre à une hausse de l'immigration. Ainsi, le Canada serait en bonne voie d'atteindre une population de 100 millions d'habitants, à condition de relever progressivement ses cibles.

Alors que la COVID-19 empêchera sans doute le Canada d'atteindre ses cibles d'immigration pour 2021, le pays devra se fixer des cibles plus ambitieuses pour soutenir la croissance démographique et la prospérité à long terme.

Indice de
fécondité

Un indice de fécondité de **1,6 enfant par femme** (qui correspond à la moyenne des pays de l'OCDE) en 2030 favoriserait l'atteinte d'une population de 100 millions d'habitants en 2100¹².

Le Canada enregistrait **1,47 enfant** par femme en 2019.

Il se classait au 24^e rang (à égalité avec quatre autres pays) sur 37 pays de l'OCDE en 2018.

En retard

L'indice de fécondité a suivi une courbe descendante jusqu'à un plancher record.

De meilleures politiques d'aide aux enfants et aux familles pourraient légèrement relever l'indice de fécondité, tout en procurant des avantages socioéconomiques considérables. Si l'indice de fécondité ne remonte pas, il faudra accélérer la croissance du taux d'immigration annuel d'environ 0,1 % de la population pour atteindre la cible de 100 millions d'habitants.

[Sources]

Croissance démographique : Statistique Canada. *Tableau 17-10-0008-01 Estimations des composantes de l'accroissement démographique, annuelles*. Consulté au https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=1710000801&request_locale=fr; projections démographiques du Conference Board du Canada.

Admissions d'immigrants : Statistique Canada. *Tableau 17-10-0008-01 Estimations des composantes de l'accroissement démographique, annuelles*. Consulté au https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=1710000801&request_locale=fr; projections démographiques du Conference Board du Canada.

Indice de fécondité : Statistique Canada (2020), *Le Quotidien – Naissances, 2019*. Consulté au <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/200929/dq200929e-fra.htm>; OCDE (2020), « Taux de fécondité » (indicateur), <https://doi.org/10.1787/cfd1ce95-fr>

Analyse

À l'automne 2020, l'Initiative du Siècle a demandé au Conference Board du Canada d'actualiser la modélisation démographique publiée en 2016¹³. Les indicateurs et les cibles de cette section se fondent donc sur cette modélisation, qui projette des scénarios visant l'atteinte d'une population de 100 millions d'habitants en 2100 et prend en compte divers facteurs, notamment l'immigration, les flux migratoires entrants et sortants, l'indice de fécondité ainsi que les taux de natalité et de mortalité. Cette modélisation actualisée tient compte du déclin de l'immigration durant la pandémie de COVID-19, ainsi que de la hausse de l'immigration attendue étant donné que le gouvernement fédéral a relevé sa cible d'immigration pour les trois prochaines années. Ces projections à long terme seront régulièrement actualisées en fonction des circonstances ou des nouvelles informations.

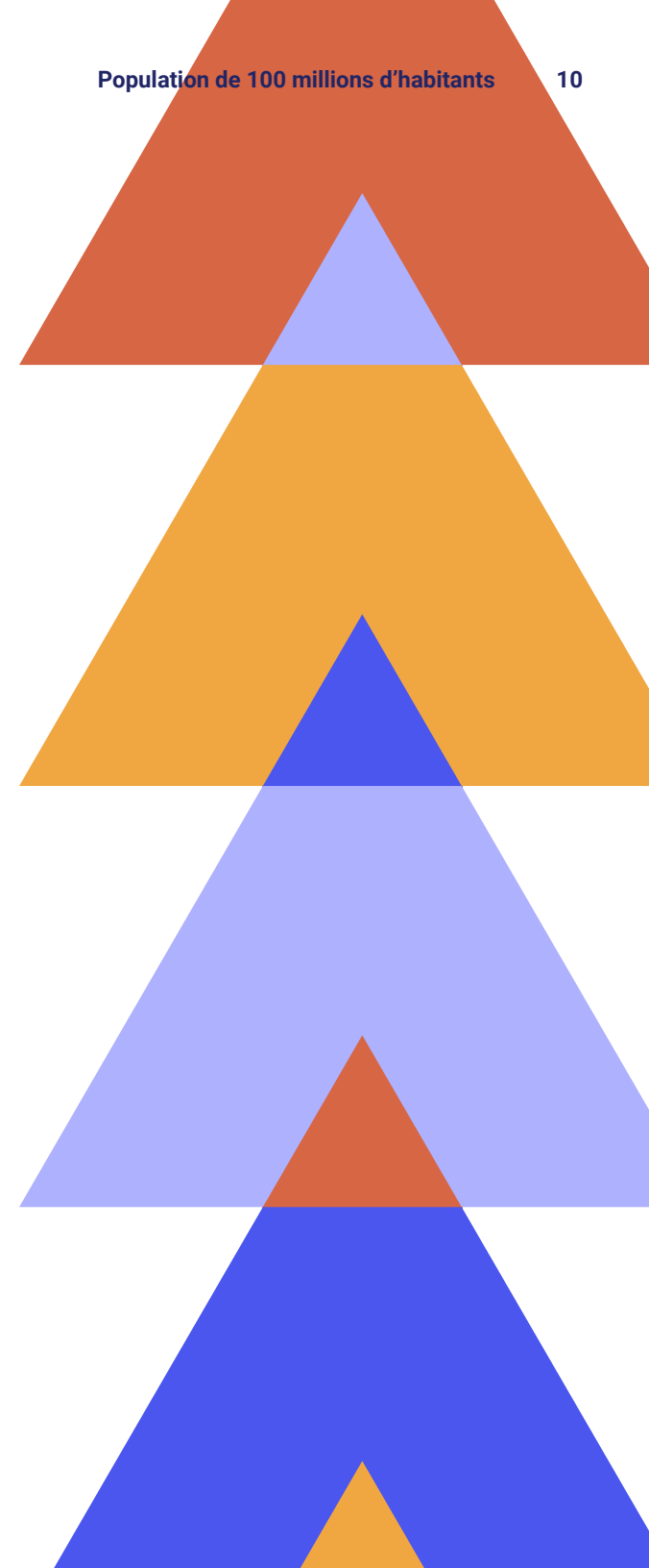
Croissance démographique

D'après la modélisation du Conference Board du Canada, la croissance démographique devra maintenir une moyenne annuelle de 1,25 % au cours des années 2020 (puis une moyenne annuelle de 1,21 % jusqu'à 2100) pour que la population atteigne 100 millions d'habitants en 2100. Or, de 2010 à 2019, le Canada a enregistré une croissance moyenne de 1,09 %, bien en-deçà de la cible.

Il faudra donc donner un sérieux coup d'accélérateur au cours des prochaines années pour atteindre l'objectif fixé pour 2100, en misant surtout sur une politique d'immigration ambitieuse et éventuellement sur une hausse de l'indice de fécondité.

Globalement, le Canada fait assez bonne figure en matière de croissance démographique, puisqu'il se classait au 7^e rang sur 37 pays de l'OCDE en 2018. Nous pouvons faire encore mieux pour construire l'avenir que nous voulons pour notre pays¹⁴.

Comparativement au reste de la population, celle des Autochtones a augmenté plus rapidement ces dernières années. Selon le Recensement de 2016, la population autochtone a enregistré un taux de croissance quatre fois supérieur à celui de la population non autochtone sur une période de 10 ans, soit de 2006 à 2016¹⁵.



Admissions d'immigrants

Les niveaux d'immigration ont généralement augmenté ces dernières années au Canada. En 2018-2019, 313 601 immigrants ont été admis au pays. Le Canada visait un niveau d'immigration de 341 000 pour 2020. Malheureusement, la pandémie de COVID-19 lui a mis des bâtons dans les roues. Le pays n'a admis que 184 370 nouveaux résidents permanents en 2020¹⁶. La délivrance de permis de séjour temporaires, notamment aux étudiants étrangers, a aussi chuté de 35 % (selon les données jusqu'à août 2020)¹⁷.

En octobre 2020, le gouvernement fédéral a annoncé ses cibles de niveau d'immigration pour les trois prochaines années : 401 000 nouveaux résidents permanents en 2021, 411 000 en 2022 et 421 000 en 2023¹⁸. C'est une hausse de 50 000 par an par rapport aux anciennes cibles¹⁹. Ces cibles ambitieuses, établies pour compenser la baisse de l'immigration provoquée par la pandémie, représentent un grand pas vers une population de 100 millions d'habitants en 2100.

Cependant, la cible pour 2021 ne sera peut-être pas atteinte, étant donné que le virus est toujours en circulation. Selon une projection, seuls 275 000 nouveaux résidents permanents seraient admis en 2021, beaucoup moins que les 401 000 espérés²⁰. Ottawa a néanmoins pris des mesures en vue de se rapprocher de la cible, notamment en encourageant les personnes déjà installées ici à obtenir la résidence permanente²¹. Cela montre l'importance de déployer des efforts soutenus pour atteindre des cibles plus ambitieuses à partir des nouvelles bases établies dans le plan actuel.

Selon le scénario de croissance établi par le Conference Board du Canada, en supposant que les nouveaux niveaux d'immigration soient atteints, il faudra admettre 15 000 résidents permanents supplémentaires en 2024 (436 000), en 2025 (451 000) et en 2026 (466 000) pour atteindre 100 millions d'habitants en 2100. Par la suite, il faudra maintenir un taux d'immigration annuel de 1,14 % de la population²².

Les nouveaux arrivants au Canada sont répartis selon trois catégories : immigrant économique, immigrant parrainé par la famille et réfugié. Dans son nouveau plan, le Canada s'est engagé à ce que 60 % des immigrants admis appartiennent à la catégorie économique, de manière à répondre aux besoins du marché de l'emploi, tout en remplissant ses obligations humanitaires²³. Cette approche équilibrée de l'immigration pourrait fournir de solides bases pour construire l'avenir.

Indice de fécondité

L'indice de fécondité est un autre facteur crucial de croissance démographique. De nombreux pays de l'OCDE ont constaté une baisse importante de leur indice de fécondité, baisse explicable par une panoplie de facteurs dont le recul de l'âge auquel les gens décident de fonder une famille. Selon Statistique Canada, l'indice de fécondité au Canada a atteint un plancher record en 2019, soit 1,47 naissance par femme²⁴. Alors qu'il décline dans l'ensemble de la population, cet indice est plus élevé au sein des populations autochtones²⁵.

Certains pays comparables au Canada ont mis en place des politiques de stimulation de l'indice de fécondité avec un certain succès, bien que les résultats ne soient pas garantis²⁶. Selon le scénario du Conference Board du Canada, pour atteindre la cible de 100 millions d'habitants en 2100, l'indice de fécondité devrait augmenter d'environ 0,1 enfant par femme dans la prochaine décennie²⁷, pour le porter à 1,6 (la moyenne des pays de l'OCDE en 2018).

Une révision approfondie des politiques relatives aux services à l'enfance et aux congés parentaux, entre autres, pourrait encourager et mieux soutenir les couples qui désirent agrandir leur famille. De telles politiques ont d'autres avantages, comme ceux d'améliorer le bien-être des familles, de stimuler la croissance économique et de soutenir la reprise post-COVID-19. Une récente étude conclut qu'un programme amélioré de services de garde et d'éducation préscolaire déployé à l'échelle du pays pourrait accroître le PIB annuel de 63 à 107 milliards de dollars grâce à l'effet combiné de l'expansion de ce secteur et de la participation accrue des femmes au marché du travail²⁸.

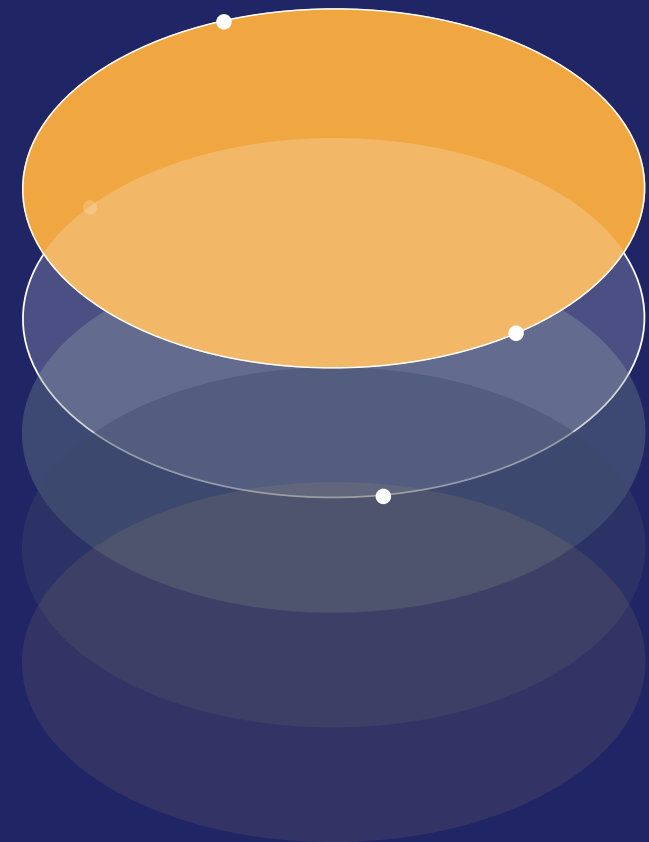
Selon la modélisation du Conference Board du Canada, à défaut de parvenir à faire remonter l'indice de fécondité, il serait toujours possible d'atteindre l'objectif de 100 millions d'habitants en 2100 en augmentant modérément les cibles d'immigration de 20 000 en 2024, en 2025 et en 2026, puis en maintenant par la suite un niveau d'immigration annuel de 1,22 % de la population jusqu'en 2100.

Immigration

Vue d'ensemble

Le Canada devra se fixer des cibles d'immigration ambitieuses pour soutenir sa croissance démographique. La présente section se penche sur les indicateurs liés à l'immigration, en s'intéressant plus particulièrement à la situation des immigrants dans leur pays d'adoption et à la probabilité que le Canada atteigne ses cibles. La section comprend six indicateurs :

- | Écart de revenu
- | Rétention des immigrants par province
- | Établissement permanent des étudiants étrangers
- | Acceptation des immigrants
- | Satisfaction des immigrants
- | Réputation mondiale





Les immigrants contribuent dans une large mesure au tissu social et à l'économie de leur pays d'accueil. Pour les attirer, il faut mettre en place un système d'immigration simple, accueillant et qui les incite à rester. En outre, ce système doit faciliter la sélection d'immigrants qui répondent aux besoins du marché de l'emploi, en plus de respecter les obligations du Canada en matière de réunification familiale et d'aide humanitaire.

Les nouvelles cibles d'immigration qui s'inscrivent dans l'objectif d'une population de 100 millions d'habitants en 2100 doivent s'accompagner d'autres mesures politiques ambitieuses. La satisfaction et le bien-être des personnes qui choisissent de venir étudier, travailler ou s'établir ici sont des conditions essentielles à la prospérité du pays.

Répercussions de la COVID-19 : Contribution et bien-être des immigrants

De nombreux immigrants se sont trouvés en première ligne lors de la pandémie de COVID-19 et comptent parmi les plus durement frappés par la crise.

- | Les immigrants constituent environ le quart de la main-d'œuvre dans le secteur de la santé au Canada²⁹.
- | Ils sont nombreux à travailler dans des services essentiels et à vivre dans des logements surpeuplés, ce qui les expose davantage au virus que la population moyenne³⁰.
- | Les immigrants arrivés récemment sont plus nombreux que les personnes nées au Canada à avoir perdu leur emploi en mars et en avril 2020, en raison de leur forte représentation dans les emplois à court terme ou à bas salaire³¹.

La pandémie a soulevé une vague d'appels à faciliter l'obtention de la résidence permanente aux immigrants qui travaillent dans un secteur essentiel et qui jouent donc un rôle primordial pour la santé et la sécurité des Canadiens³².

Indicateur



Cible

Situation
actuelle

Tendances



Importance de l'enjeu

Écart de
revenu

Rétrécir l'écart de **revenu** entre les immigrants et les non-immigrants ayant un niveau de scolarité comparable.

En 2016, on constatait un **écart de 14 409 \$** du revenu d'emploi médian entre les immigrants et les non-immigrants titulaires d'un certificat ou d'un diplôme universitaire de premier cycle ou de cycle supérieur.

À améliorer

Entre 2011 et 2016, l'écart s'est creusé entre les immigrants et les non-immigrants titulaires d'un diplôme universitaire de premier cycle ou de cycle supérieur. Cet écart fluctue depuis vingt ans.

L'écart de revenu est révélateur de la situation des immigrants sur le marché du travail. C'est la conséquence d'une sous-utilisation de leur capital humain potentiel. Cet écart est notamment attribuable à la surqualification des immigrants (qui occupent des emplois exigeant un niveau de scolarité inférieur au leur). L'écart est encore plus grand pour les immigrants faisant partie d'une minorité visible et les immigrantes de toutes origines.

Rétention des
immigrants
par province

Un taux de rétention plus uniforme au Canada, aligné sur le taux de rétention global, soit, en 2016, **85,9 % des immigrants** admis 5 ans plus tôt.

Le taux moyen de rétention des immigrants admis 5 ans plus tôt était de **52,4 %** en 2016 dans les cinq provinces affichant les taux les plus bas (Île-du-Prince-Édouard, Nouveau-Brunswick, Terre-Neuve et Labrador, Nouvelle-Écosse et Manitoba).

À améliorer

Le Canada peut s'enorgueillir d'un taux de rétention assez élevé. Toutefois, dans les cinq provinces affichant les taux de rétention les plus bas, près de la moitié des immigrants partent dans les cinq ans suivant leur admission, souvent pour s'établir dans une autre province. Bien que le taux de rétention ait remonté dans ces provinces au cours des dernières années, il reste du pain sur la planche pour atteindre un taux de rétention similaire au taux global du pays.

La rétention des immigrants est un important indicateur de réussite. Or, au Canada, on constate d'importants écarts entre provinces. Si les chiffres sont encourageants au niveau national, il n'en demeure pas moins que la prospérité du pays repose sur la capacité des provinces à retenir les immigrants, surtout là où les besoins de main-d'œuvre vont croissant.

Établissement
permanent
des étudiants
étrangers

Viser une **hausse des admissions** de résidents permanents ayant déjà détenu un permis d'études au Canada.

Le Canada a admis en 2019 **58 515 résidents permanents** ayant déjà détenu un permis d'études.

En bonne voie

Le nombre de nouveaux résidents permanents qui avaient auparavant le statut d'étudiant étranger au Canada a considérablement augmenté. Ce nombre a doublé entre 2015 et 2019.

En 20 ans, et particulièrement ces dernières années, des changements politiques ont été apportés pour faciliter l'immigration définitive des étudiants étrangers au Canada. Le nombre d'étudiants étrangers s'est considérablement accru depuis. L'accueil d'étudiants étrangers constituera à l'avenir un important moteur de croissance et de prospérité pour le pays.

Indicateur



Cible

Situation
actuelle

Tendances



Importance de l'enjeu

Acceptation
des
immigrants

Figurer parmi les **5 pays en tête** de l'indice d'acceptation des migrants de Gallup.

Seuil : la Sierra Leone occupait le 5^e rang en 2019 avec une **note de 8,14**.

Le Canada **s'est classé au 1^{er} rang** dans l'édition 2019 de l'indice d'acceptation des migrants de Gallup, avec une note de 8,46 (sur un maximum de 9,0).

En tête de file

Le Canada s'est classé au 1^{er} rang de l'indice d'acceptation des migrants de Gallup en 2019.

L'indice d'acceptation des migrants évalue l'acceptation sociétale selon la perception positive ou négative qu'ont les gens de la présence d'immigrants dans leur pays, de la possibilité d'avoir des immigrants pour voisins ou de l'éventualité qu'un immigrant se marie avec un membre de leur famille. L'acceptation des immigrants est intimement liée à leur bien-être.

Satisfaction
des
immigrants

Figurer parmi les **10 premiers pays** de l'OCDE.

Seuil : les États-Unis occupaient le 10^e rang en 2018 avec une **moyenne de 7,0**.

Le Canada **s'est classé 6^e** sur 37 pays de l'OCDE en ce qui a trait à la satisfaction exprimée par la population d'origine étrangère.

Celle-ci a accordé au Canada une note moyenne de 7,3 sur 10 en 2018.

En tête de file

Le Canada figure actuellement parmi les 10 premiers pays de l'OCDE, selon les données analysées de 2008 à 2015.

La satisfaction des immigrants est un indicateur éloquent de leur réussite dans leur pays d'adoption et influe sur leur rétention, leur intégration et leur bien-être général.

Réputation
mondiale

Figurer parmi les **10 premiers pays** du classement de RepTrak.

Le Canada **s'est classé au 6^e rang** des 55 pays en 2019.

En bonne voie

Le Canada a reculé au classement ces dernières années, mais se maintient parmi les 10 pays ayant la meilleure réputation.

Le classement de la réputation des pays de RepTrak est établi selon des données d'opinion publique et publié chaque année dans le magazine *Forbes*. L'excellente réputation du Canada peut servir de levier pour attirer les immigrants et les investisseurs, et stimuler les exportations et le tourisme.

[Sources]

Écart de revenu : Statistique Canada, *Recensement de la population de 2016*, produit no 98-400-X2016200 au catalogue de Statistique Canada; Statistique Canada, *Enquête nationale auprès des ménages de 2011*, produit no 99-010-X2011039 au catalogue de Statistique Canada; Statistique Canada, *Recensement de la population de 2016*, produit no 97-563-XCB2006059 au catalogue de Statistique Canada.

Rétention des immigrants : Statistique Canada. Tableau 43-10-0012-01, *Mobilité des immigrants déclarants, Canada et provinces*. Consulté au https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=4310001201&request_locale=fr

Établissement permanent des étudiants étrangers : IRCC, Dirigeant principal des données (DPD), données sur les résidents permanents au 31 octobre 2020

Acceptation des immigrants : Gallup (2020), *Migrant Acceptance Index*. Consulté au <https://news.gallup.com/poll/229589/migrants-happiness-tied-whether-accepted.aspx>

Satisfaction des immigrants : OCDE (2018). *Trouver ses marques 2018 : Principaux indicateurs sur l'intégration des immigrés*. Consulté au <https://www.oecd.org/fr/els/mig/principaux-indicateurs-integration-des-immigres.pdf>

Réputation mondiale : Valet, V. (2019). *World's Most Reputable Countries 2019*, *Forbes*. Consulté au <https://www.forbes.com/sites/vickyvalet/2019/10/15/the-worlds-most-reputable-countries-2019/?sh=6948a8024cb8>

Immigration : Comment mesurer la réussite en 2050?



Futurs indicateur : Pourcentage d'immigrants établis dans les régions où le vieillissement de la population est le plus marqué

Le vieillissement de la population et l'augmentation du nombre de personnes âgées en perte d'autonomie touchent certaines régions plus que d'autres, en particulier les régions rurales et nordiques, où ces changements démographiques se produisent plus rapidement qu'ailleurs. Pour contrebalancer le déclin de la population active dans ces régions, le Canada mise de plus en plus sur le parrainage local d'immigrants et a tout intérêt à poursuivre ses efforts en ce sens.

Analyse

Écart de revenu

On observe un important écart de revenu entre les immigrants et les non-immigrants ayant le même niveau de scolarité. Selon les données du Recensement de 2016, l'écart de revenu d'emploi médian entre immigrants et non-immigrants ayant au moins un baccalauréat (ou l'équivalent) dépassait 14 000 \$³³. Bien que l'écart se soit rétréci depuis 2006, il reste supérieur à l'écart de 2001³⁴. On peut en conclure que le capital humain potentiel des immigrants n'est pas utilisé pleinement ou efficacement, et que leurs compétences pourraient mieux servir le marché du travail. En effet, comparativement aux non-immigrants, les immigrants sont près de trois fois plus susceptibles de connaître une surqualification persistante, c'est-à-dire d'occuper un emploi qui exige un niveau de scolarité inférieur au leur³⁵. En 2016, 29 % des immigrants de 25 à 59 ans titulaires d'un diplôme universitaire (baccalauréat ou grade supérieur) étaient surqualifiés pour leur emploi, contre 13 % des non-immigrants³⁶.

Par ailleurs, une analyse de Statistique Canada sur le revenu médian des immigrants, tous niveaux de scolarité confondus, cinq ans après leur admission au pays, révèle un certain resserrement de cet écart depuis dix ans par comparaison avec l'ensemble de la population. Cela dit, l'étendue de l'écart variait selon la catégorie d'admission attribuée à l'arrivée : elle était plus large chez les immigrants n'appartenant pas à la catégorie économique. Par exemple, en 2016, cinq ans après leur admission, cet écart était de 13 200 \$ pour les réfugiés, contre 6 800 \$ pour l'ensemble des immigrants³⁷. Dans toutes les catégories d'admission, l'écart de revenu est plus marqué chez les femmes que chez les hommes³⁸. En outre, les immigrants de minorités visibles gagnent moins que les autres, et l'écart persiste au-delà de la première génération³⁹. Le revenu des immigrants tend à augmenter au fil des ans⁴⁰. Enfin, d'après une analyse de l'OCDE comparant les revenus médians des populations nées à l'étranger et de celles nées au pays, l'écart est plus grand au Canada que dans de nombreux pays membres⁴¹.

Malgré une volonté politique, les barrières de l'« expérience canadienne » et la difficulté à faire reconnaître les diplômes étrangers dans les professions réglementées nuisent au marché de l'emploi canadien. Signalons toutefois qu'une récente évaluation montre un haut niveau de participation à la vie active chez les immigrants qualifiés admis par l'intermédiaire du système Entrée express, dont 83 % occupent un emploi dans leur profession⁴². L'Initiative du Siècle insiste sur l'importance de mettre en place un processus de reconnaissance des diplômes étrangers pour les professions réglementées qui débute dans le pays d'origine de l'aspirant immigrant, l'urgence de s'attaquer aux goulots d'étranglement et les avantages de supprimer les exigences des employeurs relatives à l'expérience canadienne⁴³.

Rétention des immigrants par province

Le taux de rétention des immigrants évalue la capacité du Canada à créer les conditions socioéconomiques propices pour inciter les immigrants à rester. En observant les disparités géographiques de cet indicateur, on peut remédier au manque de main-d'œuvre et de compétences dans certaines régions du pays. Si nous parvenons à répartir les personnes ayant les compétences recherchées dans les régions qui en ont le plus besoin, non seulement ces personnes pourront jouir de leur réussite socioéconomique, mais l'ensemble du pays en récoltera les fruits.

Le Canada affiche un taux de rétention global élevé, soit 85,9 % en 2016 pour les immigrants admis cinq ans plus tôt. C'est un résultat remarquable, mais qui ne suffira pas à combler les besoins démographiques associés au vieillissement de la population si ce taux de rétention fluctue trop entre les régions.

De fait, on observe d'importantes disparités entre provinces en ce qui concerne le taux de rétention. Le taux moyen de rétention des immigrants établis depuis 5 ans était de 52,4 % en 2016 dans les cinq provinces affichant les taux les plus bas. De la même manière, on observe un écart notable entre les provinces affichant les plus hauts taux de rétention, soit l'Ontario (91 %), l'Alberta (90 %) et la Colombie-Britannique (87 %), et les autres provinces. En bas du classement figurent l'Île-du-Prince-Édouard (16 %), le Nouveau-Brunswick (48 %), Terre-Neuve-et-Labrador (51 %), la Nouvelle-Écosse (69 %) et le Manitoba (78 %)⁴⁴. Ces disparités soulignent l'importance pour les provinces d'établir leur propre stratégie de rétention. En 2016, on recensait plus de la moitié (51 %) de la population d'immigrants en Ontario (qui compte pour 38 % de la population du Canada), contre seulement 1,5 % en Saskatchewan (qui compte pour 3 % de la population canadienne)⁴⁵.

Cependant, le taux de rétention s'est amélioré ces dernières années dans certaines des provinces où il est bas. Ainsi, la Nouvelle-Écosse a vu remonter son taux de rétention des immigrants cinq ans après leur admission, qui est passé de 56 % en 2006 à 69 % en 2016. Ce n'est pas le cas d'autres provinces qui ont plutôt vu leur taux baisser sur la même période, notamment l'Île-du-Prince-Édouard, avec un déclin de 41 % à 16 %. En revanche, le

Programme des candidats des provinces et le Programme pilote d'immigration au Canada atlantique ont eu un certain effet sur la rétention des immigrants. Le Canada mise de plus en plus sur les programmes d'immigration ciblés dans l'espace, comme le nouveau Programme des candidats des municipalités.

Établissement permanent des étudiants étrangers

Les changements apportés à la politique canadienne d'immigration au cours des 20 dernières années se sont traduits par une expansion considérable de la « sélection en deux étapes », processus par lequel les étudiants étrangers détenteurs d'un visa séjournent au pays, obtiennent un permis de travail une fois leur diplôme en poche, puis obtiennent plus tard la résidence permanente selon leur réussite sur le marché du travail dans le cadre de programmes tels que la « Catégorie de l'expérience canadienne »⁴⁶. Ces changements ont l'avantage d'offrir aux étudiants étrangers un parcours attractif pour l'obtention de la résidence permanente. En effet, depuis 2016, l'établissement au pays des étudiants étrangers est considéré comme un facteur crucial de croissance démographique⁴⁷. Par conséquent, le nombre de résidents non permanents a augmenté, de même que la proportion d'étudiants étrangers qui obtiennent la résidence permanente.

D'après les données d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC), on dénombrait 58 515 résidents permanents admis en 2019 qui détenaient auparavant un permis d'études. La majorité d'entre eux (80 %) appartenaient la catégorie Immigrant économique. C'est une hausse importante par

rapport à 2015, où on comptait 29 180 admissions. C'est entre 2016 et 2017 que l'augmentation annuelle a été la plus marquée : ce nombre est passé de 31 050 à 45 045⁴⁸. La courbe fléchit en 2020, sans doute à cause de la COVID-19. En effet, la pandémie a entravé les efforts de certains étudiants étrangers désireux d'obtenir la résidence permanente au Canada, en raison du manque de perspectives d'emploi. Ils n'ont donc pas pu remplir l'exigence d'« expérience canadienne » avant l'échéance de leur permis de travail⁴⁹.

IRCC signale également que le nombre d'étudiants étrangers détenteurs d'un permis d'études au Canada a plus que doublé entre 2015 et 2019 pour passer à 827 586⁵⁰. Le nombre d'admissions n'a cessé d'augmenter au Canada, élevant du même coup son rang parmi les autres pays de l'OCDE en ce qui concerne l'afflux d'étudiants étrangers⁵¹. IRCC indique par ailleurs que les droits de scolarité et autres dépenses des étudiants étrangers totalisaient en 2018 environ 21,6 milliards de dollars⁵².

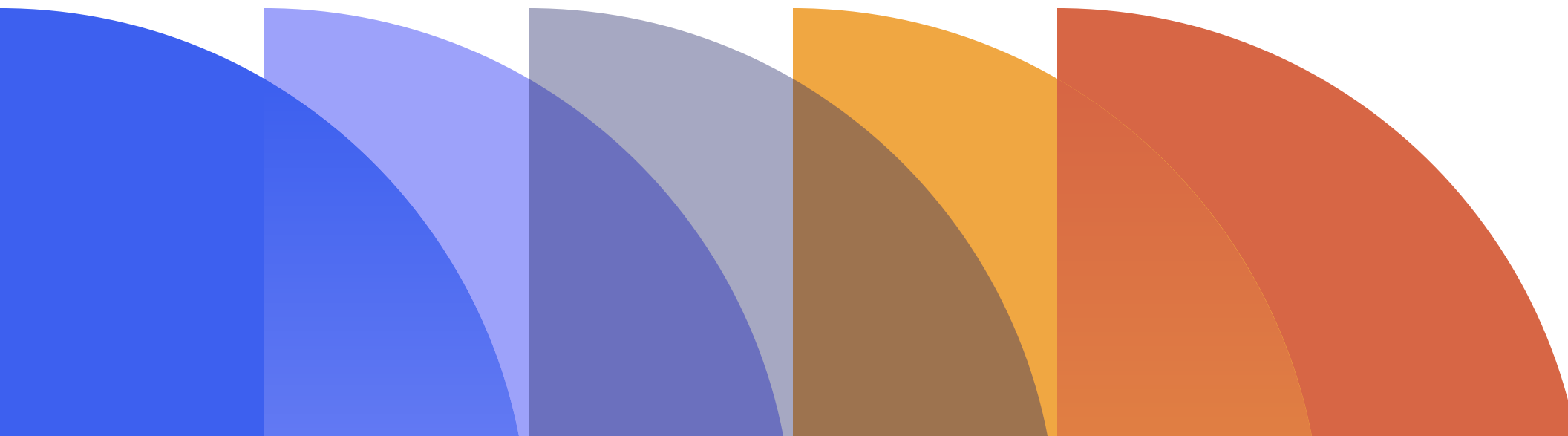
Si l'augmentation du nombre d'étudiants étrangers au Canada reste un objectif important, le gouvernement doit toutefois veiller à ce que les systèmes et les établissements d'enseignement supérieur ne deviennent pas dépendants de ces droits de scolarité – une vulnérabilité qu'a révélée la crise de la COVID-19. En outre, tous les types d'études n'ouvrent pas forcément la voie à la résidence permanente. Il est essentiel de faire preuve de transparence et de clarté à cet égard envers les aspirants étudiants étrangers.

Acceptation des immigrants

L'indice d'acceptation des migrants de Gallup jette un éclairage sur les attitudes des Canadiens envers les immigrants, un facteur déterminant du pouvoir d'attraction du Canada comme pays d'accueil. Gallup constate que dans les pays où ils sont les mieux acceptés, les immigrants voient leur vie d'un meilleur œil⁵³. Le Canada s'est hissé du quatrième rang en 2016, avec une note de 8,14, au premier

rang dans l'édition 2019 du classement. Dans l'intervalle, les Canadiens se sont montrés plus accueillants envers les immigrants alors même que ce sentiment a décliné légèrement ailleurs dans le monde⁵⁴. Selon Gallup, les politiques d'immigration du gouvernement fédéral ont favorisé cette montée de l'acceptation au sein de la population⁵⁵. Dans une enquête menée en 2020 par l'Initiative du Siècle en partenariat avec l'Institut Environics, les deux tiers des Canadiens ne considèrent pas trop élevés les niveaux d'immigration, et plus de la moitié estiment qu'il faut accueillir plus d'immigrants pour grossir la population du pays⁵⁶.

Malgré ces chiffres encourageants, il ne faut pas oublier que la discrimination et le racisme systémique demeurent bien présents au Canada. À titre d'exemple, Statistique Canada a observé une hausse de l'animosité et des agressions à l'encontre des Asiatiques depuis le début de la pandémie⁵⁷. Et les immigrants de minorités visibles éprouvent toujours des difficultés sur le marché de l'emploi.



De toute évidence, il faudra encore beaucoup de travail pour faire de la société canadienne une société véritablement inclusive.

Satisfaction des immigrants

La satisfaction déclarée des immigrants indique dans quelle mesure ils se sentent acceptés et heureux dans leur pays d'adoption. Au Canada, cet indicateur était supérieur à la moyenne des pays de l'OCDE en 2018, de même qu'aux résultats de pays comparables comme le Royaume-Uni et les États-Unis. C'est la Finlande qui se classe au premier rang, avec une note de 7,6. Il est probable qu'un taux de satisfaction élevé favorise la rétention des immigrants. Malgré le résultat élevé du Canada en 2018, il y subsiste un écart entre le niveau de satisfaction des personnes nées à l'étranger (7,26) et des personnes nées au pays (7,5)⁵⁸.

Ce niveau de satisfaction peut influencer sur la proportion d'immigrants qui demandent la citoyenneté canadienne. Selon les données récentes, alors que le taux d'acquisition de la citoyenneté

a augmenté parmi les immigrants répondant aux exigences (de 81,6 % en 1991 à 86,2 % en 2016), ce même taux a chuté chez les nouveaux immigrants. Le pays n'en affiche pas moins l'un des taux d'acquisition de la citoyenneté les plus élevés au sein des pays de l'OCDE⁵⁹. De plus, le Canada se classe quatrième sur 52 pays au Migrant Integration Policy Index de 2020. Cet indice souligne l'amélioration des politiques d'intégration du pays ces dernières années et son efficacité à traiter équitablement les immigrants et à leur offrir de l'aide à l'intégration⁶⁰.

Réputation mondiale

Le classement de la réputation des pays de RepTrak est établi selon des données d'opinion publique récoltées dans huit pays (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon, Royaume-Uni et Russie) et publié chaque année dans le magazine Forbes. Selon ce classement, la réputation d'un pays est directement liée à sa popularité comme destination touristique et à ses exportations. La réputation mondiale peut également servir de levier pour attirer les immigrants et les investisseurs.

Le Canada se classe habituellement dans les dix premiers pays, mais a perdu quelques rangs ces dernières années, passant du premier en 2017 au septième en 2018 avant de remonter au sixième en 2019. RepTrak explique ce léger déclin par la perception de son gouvernement à l'étranger et par l'impression qu'il est moins compétitif sur la scène internationale⁶¹. Le Canada conserve néanmoins une excellente réputation mondiale qui pourra servir sa croissance démographique et économique.

Économie, emploi et entrepreneuriat

Vue d'ensemble

La santé de l'économie et du marché du travail est une condition essentielle à la croissance du Canada. Dans un monde en rapide mutation, qui fait vaciller bon nombre de nos bases dans le système économique mondial, la sécurité économique est un impératif. Pour soutenir une croissance durable jusqu'à la fin du siècle, le Canada doit stimuler la capacité d'innovation de son économie et relever la qualité de ses emplois. Cette section se penche sur huit indicateurs :

- | PIB par habitant
- | Écosystème d'entrepreneuriat
- | Croissance des entreprises
- | Productivité
- | Investissements des entreprises dans la recherche et le développement
- | Taux d'activité
- | Pourcentage de travailleurs participant à un régime de pension agréé
- | Dette des ménages



La croissance économique seule ne suffira pas à garantir la prospérité future du pays : cette croissance doit être inclusive et durable. Par exemple, la Banque du Canada a signalé que les changements climatiques représentaient un risque pour l'économie du pays et estimé que l'inaction face à ce phénomène pouvait engendrer des coûts de 21 à 43 milliards de dollars d'ici les années 2050⁶².

Par ailleurs, la prospérité du Canada est intimement liée à sa capacité de mettre le capital humain à pleine contribution. Il faut donc soutenir l'emploi et l'entrepreneuriat, certes, mais de manière équitable. Selon une enquête menée en 2014, les petites et moyennes entreprises appartiennent bien plus souvent à des hommes (64,6 %) qu'à des femmes (15,7 %) ou qu'à des hommes et des femmes ensemble (19,7 %)⁶³. Il faut renforcer le marché du travail ainsi que sa capacité de production et d'innovation de manière à offrir à tous les Canadiens un emploi décent⁶⁴. Il est également crucial d'augmenter le taux d'emploi, qui peut varier considérablement d'un groupe démographique à un autre. On observe par exemple un écart persistant entre le taux d'emploi des Autochtones et celui des non-Autochtones, qui se chiffrait à 8,4 points de pourcentage en 2016⁶⁵.

Répercussions de la COVID-19 : l'économie durement frappée

La COVID-19 a considérablement plombé l'économie, l'emploi et l'entrepreneuriat au Canada.

- | Le choc immédiat a été brutal : le taux de chômage a plus que doublé, passant de 5,6 % en février 2020 à un record de 13,7 % en mai⁶⁶. Parallèlement, le nombre d'heures travaillées a chuté de 22,7 % au cours des trois premiers mois de la crise, une baisse beaucoup plus marquée que dans la plupart des autres pays de l'OCDE⁶⁷.
- | Selon le Conference Board du Canada, dans bon nombre des secteurs de l'économie, la reprise n'aura pas lieu avant le deuxième semestre 2021, et cette reprise sera fonction de l'avancement de la campagne de vaccination⁶⁸.
- | Le Forum économique mondial estime que 70 % des jeunes entreprises ont dû se séparer d'employés à temps plein depuis le début de la pandémie. À l'inverse, certaines entreprises ont su se réinventer pour tirer profit des lacunes mises en lumière par la pandémie⁶⁹.
- | Les jeunes, les travailleurs à faible salaire et les femmes ont souffert davantage des bouleversements économiques⁷⁰. Selon l'OCDE, 47 % des Canadiens se situant dans le quartile inférieur des salaires se sont retrouvés au chômage, contre seulement 14 % des personnes appartenant au quartile supérieur, dont l'emploi, bien souvent, se prêtait au télétravail⁷¹. La reprise du travail a été beaucoup plus lente au sein des minorités visibles.

L'éclosion de nouvelles vagues serait plus dévastatrice encore pour l'économie et l'emploi. En dépit des mesures de soutien du gouvernement, les secteurs les plus durement touchés (arts, divertissement, loisirs, hôtellerie et restauration) risquent de mettre plusieurs années à se relever⁷².



Indicateur



Cible



Situation actuelle



Tendances



Importance de l'enjeu

PIB par habitant

Figurer parmi les **10 premiers pays** de l'OCDE.

Seuil : l'Allemagne occupait le 10^e rang en 2019 avec un **PIB par habitant de 55 891,16 \$ US**.

Le Canada se classait au **15^e rang** sur 37 pays de l'OCDE en 2019.

Il affichait un **PIB par habitant de 50 666,14 \$ US**.

À améliorer

Bien que le Canada ne se classe pas dans les 10 premiers pays de l'OCDE, son PIB par habitant a augmenté ces dernières années. Le pays se situait en 2019 au-dessus de la moyenne des pays de l'OCDE, qui toutefois s'est accrue plus rapidement que le PIB par habitant du Canada depuis une décennie. En 2010, le Canada occupait le 11^e rang, avant de reculer au classement.

Le PIB par habitant témoigne du niveau de vie, mesuré par le revenu moyen par personne. C'est un important indicateur de la prospérité globale du pays, qui ne tient cependant pas compte de sa répartition. La croissance économique par habitant est l'un des objectifs de développement durable des Nations Unies.

Écosystème d'entrepreneuriat

Se classer parmi les **5 premiers rangs** de l'indice mondial de l'entrepreneuriat.

Seuil : l'Australie figurait au 5^e rang en 2018 avec une **note de 75,5**.

Le Canada se classait au **3^e rang** parmi 137 pays en 2018.

Il affichait une **note de 79,2** sur 100.

En tête de file

Le Canada se classe depuis plusieurs années parmi les 5 premiers pays pour son écosystème d'entrepreneuriat.

L'écosystème d'entrepreneuriat englobe les conditions et la santé de l'environnement nécessaires à la croissance des entreprises (attitudes, ressources et infrastructures), et non la croissance en tant que telle. L'entrepreneuriat est un important moteur de croissance économique.

Croissance des entreprises

Atteindre l'objectif du gouvernement fédéral, soit **doubler le nombre d'entreprises canadiennes à forte croissance** entre 2015 et 2025.

Le Canada comptait **11 920 entreprises à forte croissance** en 2018.

À améliorer

Le pays a vu le nombre de ses entreprises à forte croissance passer de 11 140 en 2016 à 11 920 en 2018, un taux de croissance qui ne suffit malheureusement pas à atteindre l'objectif de doubler leur nombre.

Selon la définition de Statistique Canada, une entreprise à forte croissance enregistre une augmentation de son revenu annualisé moyen supérieure à 20 % par an sur une période de trois ans, compte au moins 10 employés au début de cette période et exerce ses activités depuis au moins quatre ans. Le nombre d'entreprises à forte croissance est un indicateur de l'innovation, de la productivité et de la compétitivité du pays.

Indicateur



Cible



Situation actuelle



Tendances



Importance de l'enjeu

Productivité

Figurer parmi les **10 premiers** pays de l'OCDE.

Seuil : au 10^e rang en 2019, les Pays-Bas affichaient un PIB par heure travaillée de **67,63 \$ US**.

Le Canada se classait au 18^e rang sur 36 pays de l'OCDE en 2019.

Il affichait un PIB par heure travaillée de **52,68 \$ US**.

En retard

Malgré une amélioration modérée de sa productivité ces 20 dernières années, le Canada reste bien en deçà de son objectif. En matière de productivité, le Canada est en retard par rapport à d'autres pays comparables.

On mesure la productivité en PIB par heure travaillée. Il s'agit d'un important moteur de croissance, mais aussi de bien-être. Les investissements des entreprises dans la technologie et le développement du capital humain peuvent entraîner la productivité à la hausse.

Investissements des entreprises dans la recherche et le développement

Atteindre l'objectif du gouvernement fédéral de se maintenir dans la **moyenne des pays de l'OCDE**.

Seuil : la moyenne des pays de l'OCDE était de **1,68 %** en 2018.

Le Canada se classait au 21^e rang sur 34 pays de l'OCDE en 2018.

Les entreprises canadiennes investissaient **0,79 % du PIB** en recherche et développement en 2019.

En retard

Les investissements des entreprises dans la recherche et le développement, exprimés en pourcentage du PIB, connaissent un déclin depuis plusieurs années, alors qu'ils ont augmenté dans d'autres pays de l'OCDE. Le Canada se situe bien en deçà de la moyenne des pays de l'OCDE.

Les investissements des entreprises dans la recherche et le développement traduisent le soutien du secteur privé à l'innovation, un moteur essentiel de croissance.

Taux d'activité

Figurer parmi les **10 premiers pays** de l'OCDE.

Seuil : l'Estonie occupait le 10^e rang en 2019 avec un taux de **78,83 %**.

Le Canada se classait au **9^e rang** sur 37 pays de l'OCDE en 2019.

Le taux d'activité chez les 15 à 64 ans était de **78,97 %**.

En bonne voie

Le pourcentage de la population canadienne en âge de travailler qui participe à la vie active va croissant depuis quelques années. Le Canada se classe maintenant parmi les 10 premiers pays de l'OCDE, malgré un récent recul. Il faudra déployer des efforts importants pour faire remonter le taux d'activité après la pandémie.

Le taux d'activité est un indicateur de la vigueur du marché du travail et de la proportion de Canadiens qui travaillent ou cherchent un emploi. Le pays doit maintenir un taux d'activité élevé pour assurer sa prospérité.

Indicateur



Cible



Situation actuelle



Tendances



Importance de l'enjeu

Pourcentage de travailleurs participant à un régime de pension agréé

Faire augmenter le taux de travailleurs participant à un régime de pension agréé.

Le taux de participation des travailleurs rémunérés à un régime de pension agréé était de **37,5 %** en 2018.

À améliorer

La proportion de travailleurs rémunérés participant à un régime de pension agréé au Canada a suivi une courbe descendante de 1998 à 2018, passant de 40,6 % à 37,5 %. Le déclin est plus marqué en ce qui a trait aux régimes de pension à prestations déterminées : de 34,7 % à 25,2 %. Malgré une légère hausse ces dernières années, ce taux reste très bas comparativement aux décennies antérieures.

Le pourcentage de travailleurs participant à un régime de pension agréé constitue l'un des indicateurs de la qualité des emplois. Les personnes occupant des emplois atypiques sont moins susceptibles que les employés à temps plein de bénéficier d'un régime de pension agréé.

Dette des ménages

Figurer parmi les **10 premiers pays** de l'OCDE.

Seuil : l'Estonie se classait au 10^e rang avec un taux de **79,1 %**.

Le Canada se classait au **26^e rang** sur 33 pays de l'OCDE en 2018.

La dette des ménages canadiens s'élevait à **185,76 %** de leur revenu net disponible en 2018.

En retard

Le Canada affiche une dette des ménages très élevée par rapport aux autres pays de l'OCDE. Le pourcentage du revenu net disponible des ménages n'a cessé de croître ces vingt dernières années, passant de 117 % en 2000 à 186 % en 2019.

La dette des ménages témoigne de la vulnérabilité des secteurs de la finance et du logement. C'est un indicateur du bien-être futur et de la capacité des revenus des ménages (généralement tirés de l'emploi) à couvrir leurs dépenses.

[Sources]

PIB par habitant : OCDE (2021). « Produit intérieur brut (PIB) » (indicateur), <https://doi.org/10.1787/dddb17ae-fr>
Écosystème d'entrepreneuriat : Global Entrepreneurship and Development Institute (2020). *Global Entrepreneurship Index*. Consulté au <https://thegedi.org/global-entrepreneurship-and-development-index/>

Croissance des entreprises : Statistique Canada (2020). Centre des projets spéciaux sur les entreprises, Base de données des indicateurs d'entrepreneuriat.

Productivité : OCDE (2020), « PIB par heure travaillée » (indicateur), <https://doi.org/10.1787/3d624297-fr>

Investissements des entreprises dans la recherche et le développement : OCDE (2020) *Principaux indicateurs*

de la science et de la technologie, DIRD en pourcentage du PIB. Consulté au https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=MSTL_PUB

Taux d'activité : OCDE (2020). « Taux d'activité » (indicateur), <https://doi.org/10.1787/05025ae1-fr>

Pourcentage de travailleurs participant à un régime de pension agréé : Statistique Canada (2020). *Proportion de travailleurs rémunérés qui participent à un régime de pension agréé*. Consulté au <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/200813/t002b-fra.htm>

Dette des ménages : OCDE (2020). Dette des ménages (indicateur). Consulté au <https://data.oecd.org/fr/hha/dette-des-menages.htm>

Économie, emploi et entrepreneuriat : Comment mesurer la réussite en 2050?



Futurs indicateur : pourcentage de travailleurs indépendants participant à un régime de pension et d'avantages sociaux

L'augmentation du nombre de travailleurs indépendants nécessitera de nouvelles solutions en remplacement des régimes de retraite et d'avantages sociaux offerts par les employeurs. Alors que les relations d'emploi se transforment, de tels régimes soutenus notamment par un financement public et une réglementation seront essentiels au maintien du niveau de vie et de la qualité des emplois.

Analyse

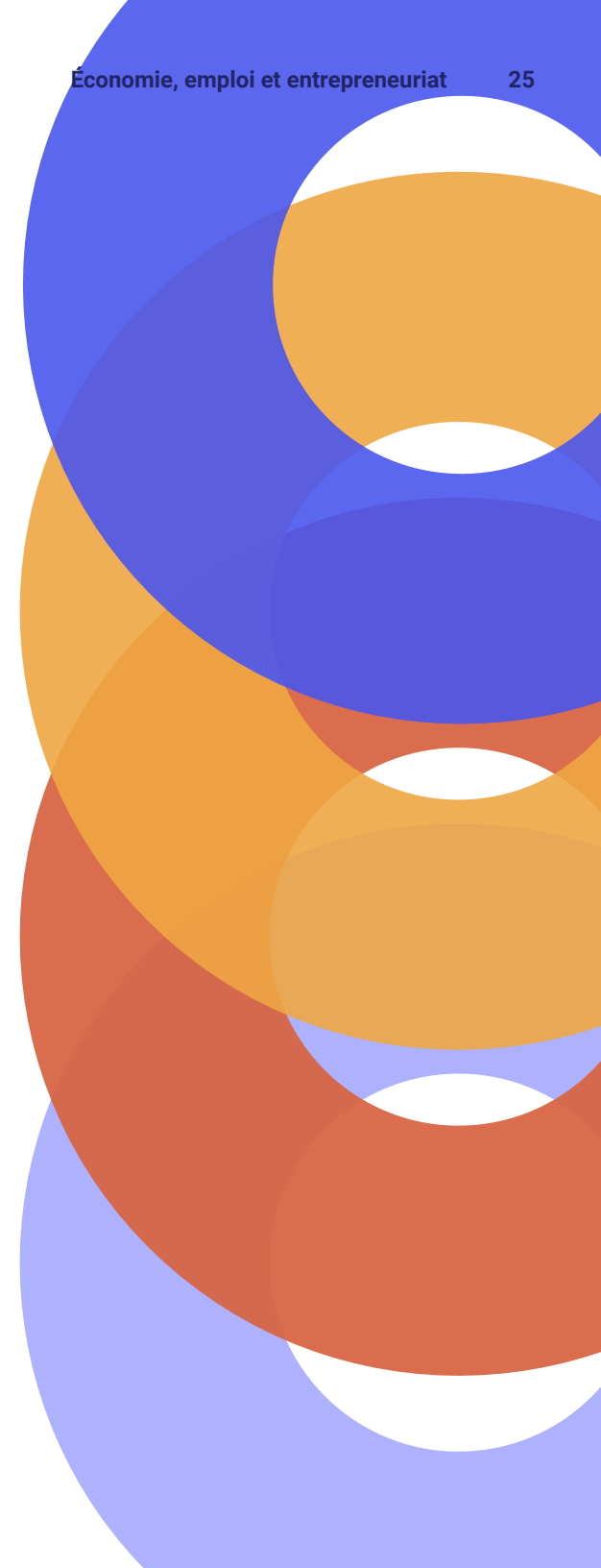
PIB par habitant

Le PIB par habitant est un indicateur du niveau de vie, mesuré par le revenu moyen par personne. Le PIB par habitant du Canada suit généralement une courbe ascendante. Si le Canada ne se classe pas parmi les 10 premiers pays de l'OCDE pour son PIB par habitant (50 666 \$ US), celui-ci demeurerait néanmoins au-dessus de la moyenne de 46 483 \$ US en 2019. Ces dix dernières années, le PIB par habitant moyen des pays de l'OCDE a enregistré une croissance plus rapide que celui du Canada. C'est le Luxembourg qui affichait en 2019 le PIB par habitant le plus élevé (120 671 \$ US) parmi les pays de l'OCDE.

Malgré une hausse constante de son PIB par habitant, le Canada devrait voir ralentir la croissance de son PIB réel au cours des prochaines années. Ce déclin s'explique notamment par le

ralentissement de la croissance de la population en âge de travailler. Avant même la pandémie de COVID-19, on s'attendait à une croissance moyenne du PIB réel de 1,7 % par an de 2024 à 2055⁷³.

En plus du choc qu'elle a causé, la COVID-19 continuera de miner le PIB du Canada pendant plusieurs années. La fermeture des entreprises a entraîné une contraction considérable du PIB (jusqu'à 11 % en avril 2020). Depuis, celui-ci a entrepris une lente remontée⁷⁴. Au-delà de la crise et de ses répercussions immédiates et à long terme, la croissance du Canada dépendra dans une large mesure de la qualité de son capital humain et de sa capacité d'innover, d'attirer les investissements et d'accroître sa population active, notamment par l'immigration.



Écosystème d'entrepreneuriat

L'entrepreneuriat stimule la création d'emplois et l'innovation, lesquelles produisent à leur tour des gains économiques. Le Canada se classait en 2018 au 3e rang de l'Indice mondial de l'entrepreneuriat (GEI), qui évalue l'écosystème d'entrepreneuriat des pays. Les États-Unis occupaient la première position, suivis de la Suisse.

Le Canada attire de plus en plus de travailleurs des secteurs de la technologie et de l'innovation et a tout intérêt à veiller à leur croissance. Sur ce plan, la stabilité du pays, les services publics et la qualité de vie sont des facteurs de taille. On a vu par exemple les États-Unis perdre de leur attrait ces dernières années à cause du climat politique. Une récente enquête de l'Institut Environics en association avec l'Initiative du Siècle révèle que plus de 70 % des Canadiens estiment que leur pays devrait encourager l'immigration de travailleurs qualifiés qui se sont vu refuser l'entrée aux États-Unis⁷⁵.

Les possibilités sont nombreuses de renforcer l'écosystème d'entrepreneuriat dans des secteurs de croissance ciblés. Un rapport de la Chambre de commerce noire du Canada en 2021 indique que les entrepreneurs noirs accèdent difficilement au capital et pointe le racisme institutionnel comme possible obstacle à la création d'entreprises⁷⁶. De plus, dans un récent rapport, l'OCDE énonce ses recommandations pour soutenir l'entrepreneuriat dans les populations autochtones, notamment en améliorant l'accès au capital, la connectivité à large bande, l'approvisionnement des entreprises et l'aide aux entrepreneurs par l'intermédiaire des agences de développement régional⁷⁷. Selon le

Conseil canadien pour le commerce autochtone, les Autochtones créent des entreprises à un rythme neuf fois supérieur à la moyenne canadienne⁷⁸.

Le Conference Board du Canada estime quant à lui que l'entrepreneuriat jouit d'un bon appui au pays, mais qu'il y aurait lieu d'abaisser les barrières à la concurrence⁷⁹. Le potentiel de l'écosystème d'entrepreneuriat n'est pas pleinement réalisé, comme l'illustrent d'autres indicateurs tels que l'investissement dans la recherche et le développement, la croissance des entreprises et la productivité. Enfin, le Canada fait piètre figure en matière d'innovation par rapport à d'autres pays comparables⁸⁰.

Croissance des entreprises

Pour le gouvernement fédéral, le nombre d'entreprises à forte croissance est un indicateur clé de la compétitivité du Canada⁸¹. Bien que celles-ci ne représentent qu'une petite proportion des entreprises, elles contribuent beaucoup plus à la création d'emplois. L'OCDE souligne que malgré son soutien à l'entrepreneuriat, le Canada est loin d'être un modèle en matière de création d'entreprises à forte croissance⁸².

Le gouvernement fédéral s'est donné pour objectif de doubler le nombre d'entreprises canadiennes à forte croissance en 10 ans⁸³. Il est toutefois sur le point d'adopter une nouvelle définition de l'entreprise à forte croissance et n'utilise pas les chiffres de Statistique Canada sur lesquels s'appuie le présent rapport, mais plutôt les chiffres de 2015, calculés selon une autre méthode. Le pays a vu le nombre de ses entreprises à forte croissance passer de 11 140

en 2016 à 11 920 en 2018, un taux de croissance qui ne suffit malheureusement pas à atteindre l'objectif de doubler leur nombre. À partir des chiffres de 2016, il faudrait porter le nombre de ces entreprises à 22 000 en 2026.

Productivité

Une faible productivité mine la croissance et la prospérité. À ce chapitre, le Canada s'est toujours classé sous la moyenne des pays de l'OCDE pour son PIB par heure travaillée et n'a observé qu'une très faible augmentation de sa productivité ces 20 dernières années. Il a néanmoins remonté au classement en 2019 : il figurait au 18e rang sur 36 pays de l'OCDE, avec un PIB par heure travaillée de 52,68 \$ US, alors qu'il occupait le 19e rang les deux années précédentes. C'est l'Irlande qui se classait en tête en 2019, avec un PIB par heure travaillée de 102,69 \$ US.

En matière de productivité, le Canada est en retard par rapport à d'autres pays comparables. L'OCDE signale en effet un écart important entre les entreprises canadiennes et les entreprises américaines, en insistant sur l'importance pour le Canada de renforcer la productivité de ses petites entreprises⁸⁴. Manufacturiers et Exportateurs du Canada attribue dans un récent rapport la baisse de productivité au faible niveau d'investissement dans les technologies⁸⁵. On peut donc en conclure que notre écosystème d'innovation, relativement en bonne santé, manque cependant d'investissements pour stimuler la productivité et la croissance d'entreprises concurrentielles sur la scène internationale.

Investissements des entreprises dans la recherche et le développement

Le gouvernement fédéral reconnaît que les entreprises doivent investir davantage dans la recherche et le développement, jusqu'au niveau de pays comparables, pour stimuler l'innovation au Canada⁸⁶. De façon générale, les dépenses dans ce domaine vont croissant dans les autres pays de l'OCDE, alors qu'elles diminuent au Canada. En effet, on observe un déclin régulier des investissements des entreprises en recherche et développement, exprimées en pourcentage du PIB, entre 2016 (0,92 %) et 2019 (0,79 %).

Pour ce qui est de la collaboration en la matière entre les universités et l'industrie, le Canada se classe un peu mieux depuis quelques années, soit au-dessus de la moyenne des pays de l'OCDE, selon des données d'enquête du Forum économique mondial⁸⁷. En revanche, le total des dépenses en recherche et développement engagées par les entreprises, les établissements de recherche, les universités et les laboratoires publics se situe bien en deçà de la moyenne des pays de l'OCDE⁸⁸. Au regard des indicateurs communément utilisés pour évaluer la valeur des investissements dans la recherche et le développement, le Canada se révèle mauvais élève et montre peu de signes d'amélioration.

Taux d'activité

Le taux d'activité du Canada reste stable depuis une vingtaine d'années, oscillant entre 76 % et 79 %. S'il s'est élevé depuis 2014, le Canada n'en a pas moins reculé au classement des pays de l'OCDE, du 6e rang en 2016 au 9e rang en 2018 et en 2019. C'est l'Islande qui affiche le plus haut taux d'activité chez les 15 à 64 ans, soit 87 %. La propagation de la COVID-19 en 2020 a fait chuter le taux d'activité partout dans le monde.

L'augmentation du taux canadien d'activité va de pair avec le maintien de variations de ce taux dans la population. Il subsiste des barrières à la participation à la vie active en fonction de l'origine ethnique, du genre et du statut d'Autochtone. Au sein de la population autochtone, le taux d'activité se situe à 70 %, sous la moyenne nationale⁸⁹. Les barrières à l'emploi signalées sont le manque d'emplois, le manque d'expérience de travail et l'accès difficile à l'enseignement supérieur⁹⁰. Dans un rapport de 2020, le Centre des compétences futures indique que 350 000 jeunes Autochtones atteindront l'âge de travailler entre 2016 et 2026 et souligne l'urgence de s'attaquer au sous-emploi des travailleurs autochtones qualifiés⁹¹. Par ailleurs, le Conseil national de développement économique des Autochtones estime qu'en leur facilitant l'accès à une éducation de qualité et en leur ouvrant des perspectives intéressantes, le Canada pourrait enrichir son économie d'environ 27,7 milliards de dollars par an⁹². La prospérité du pays passera par l'abattement des barrières et l'augmentation du taux d'activité au sein de la population.

Pourcentage de travailleurs participant à un régime de pension agréé

La situation de l'emploi au Canada a considérablement changé au cours des dernières décennies. On note par exemple une diminution des emplois permanents à temps plein et syndiqués qui offrent un régime de pension agréé⁹³, une baisse qui traduit l'évolution du monde du travail. Entre 1981 et 2018, la proportion de travailleurs participant à un régime de pension agréé a reculé de 45 % à 37,5 %. Ce déclin est particulièrement marqué chez les hommes. Parallèlement, on observe une baisse prononcée du pourcentage de travailleurs participant à un régime de pension à prestations déterminées, de 34,7 % en 1998 à 25,2 % en 2018. En dépit d'un recul général ces dernières décennies, le taux de travailleurs participant à un régime de pension s'est quelque peu accru récemment⁹⁴. Par ailleurs, la participation à des régimes de retraite par capitalisation est beaucoup moins élevée au Canada que dans la plupart des autres pays de l'OCDE. Cet écart est en grande partie attribuable au manque de systèmes de pension obligatoires au Canada, pour lesquels le taux de participation est beaucoup plus élevé que dans les systèmes volontaires, par rapport à d'autres pays de l'OCDE⁹⁵. De nombreux facteurs influent sur la qualité des emplois, de sorte qu'aucun indicateur ne peut à lui seul en rendre compte. Les régimes de pension fournissent néanmoins de précieux renseignements sur l'évolution de l'emploi au pays.

Statistique Canada constate des changements dans les régimes de travail, notamment l'apparition de nouvelles formes d'emploi comme le travail

à la demande, généralement exécuté par des indépendants qui n'entretiennent pas de relation avec un employeur et sont embauchés à court terme, souvent par l'intermédiaire de plateformes en ligne⁹⁶. Les travailleurs à la demande forment une part croissante de la main-d'œuvre, qui est passée de 5,5 % de l'ensemble des travailleurs en 2005 à 8,2 % en 2016⁹⁷. La COVID-19 pourrait bien accélérer cette tendance. Comparativement aux employés permanents, les travailleurs temporaires et à temps partiel sont peu nombreux à participer à un régime de pension. Il est essentiel que la croissance du Canada s'accompagne d'emplois de qualité, productifs et bien rémunérés, qui offrent en outre un bon filet social.

Dettes des ménages

L'OCDE classe le Canada dans le « tiers inférieur des pays de l'OCDE » en ce qui a trait à la dette des ménages⁹⁸. Le pays se classait en effet au 26e rang sur 33 pays de l'OCDE en 2018. La dette du pays, exprimée en pourcentage du revenu net disponible des ménages, n'a cessé de croître ces vingt dernières années, passant de 117 % en 2000 à 186 % en 2019. Certes, bon nombre d'économies avancées affichent un endettement élevé des ménages, mais il ressort d'une étude de l'OCDE que le Canada enregistrait en 2017 la plus haute dette à la consommation par rapport au PIB : elle y était supérieure à 100 %⁹⁹. Le coût élevé du logement en serait l'une des principales causes. Statistique Canada indique que la dette des ménages par rapport au PIB a poursuivi son ascension depuis et atteint un pic en 2020¹⁰⁰.

En dehors des conséquences économiques, la dette des ménages influe aussi sur le bien-être des individus. C'est ce que confirme une étude récente, qui établit un lien entre l'endettement élevé des personnes âgées et le risque de souffrir de problèmes mentaux et d'un faible bien-être¹⁰¹.



Éducation et formation

Vue d'ensemble

Le Canada a de quoi être fier de son système d'éducation, qui compte parmi les meilleurs au monde. Il attire des cerveaux du monde entier, renforce le dynamisme du pays et donne aux personnes de tous les milieux la chance de réussir. Le caractère accessible et la qualité de l'éducation sont des conditions essentielles à la croissance du pays. La présente section se penche sur huit indicateurs :

- | Dépenses publiques en éducation
- | Dépenses publiques en formation
- | Proportion de diplômés de l'enseignement supérieur
- | Compétences des élèves de 15 ans à l'écrit, en sciences et en mathématiques
- | Jeunes qui ne sont ni en emploi, ni aux études, ni en formation (indicateur NEET)



Malgré les forces du système d'éducation canadien, certaines inégalités subsistent. Trop d'enfants des Premières Nations, ayant un handicap, appartenant à une minorité visible ou pris en charge tirent de l'arrière dans le système d'éducation¹⁰².

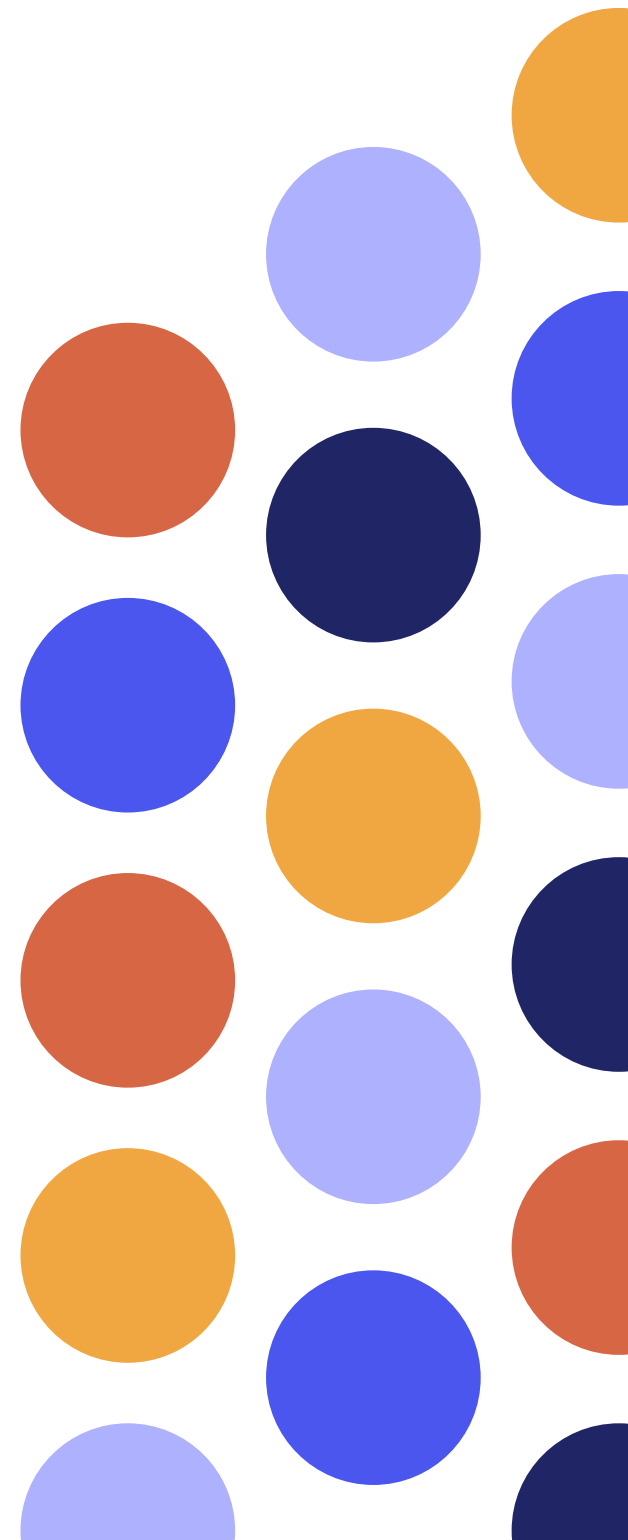
On relève également des disparités quant au degré (développemental, social et comportemental) de préparation à l'école selon la situation économique de l'enfant¹⁰³.

Le Canada a fort à faire pour répondre aux besoins des enfants qui éprouvent des difficultés dans le système d'éducation et pour améliorer son système de formation, qui manque de soutien par rapport à ceux d'autres pays comparables. L'éducation permanente et la formation continue sont certaines des clés de la vigueur économique et de la croissance démographique.

Répercussions de la COVID-19 : nouvelles barrières et craintes pour le système d'éducation

Du primaire jusqu'à l'enseignement supérieur, c'est tout le système d'éducation canadien que la crise de la COVID-19 a bouleversé.

- | Les Nations Unies craignent une « catastrophe générationnelle » dans le sillage de la pandémie, à cause des perturbations scolaires qu'elle entraîne¹⁰⁴. Des études confirment que la fermeture des écoles en 2020 a causé chez les jeunes enfants un retard à l'écrit pouvant atteindre huit mois, voire plus pour ceux qui éprouvaient déjà des difficultés d'apprentissage¹⁰⁵.
- | On estime qu'au moins 200 000 enfants canadiens ont quitté le système scolaire durant la pandémie¹⁰⁶.
- | Ces perturbations ont pesé plus lourd sur les épaules des parents d'enfants ayant un handicap et des parents ayant un faible niveau de scolarité, qui manquaient de ressources pour accompagner leur enfant dans leur apprentissage¹⁰⁷. En outre, parmi les ménages au bas de l'échelle des revenus, 4,2 % n'ont pas d'accès Internet à la maison¹⁰⁸.
- | Statistique Canada constate qu'en mars et en avril 2020, le nombre de jeunes qui n'étaient ni en emploi, ni aux études, ni en formation (indicateur NEET) a atteint un niveau record¹⁰⁹.
- | Selon les prévisions de Statistique Canada, les universités canadiennes pourraient essuyer des pertes de 377 millions de dollars à 3,4 milliards de dollars pour l'année scolaire 2020-2021¹¹⁰, ce qui ne manquerait pas de mettre à mal le réseau d'enseignement supérieur qui bénéficie pourtant d'un excellent soutien public.



Indicateur



Cible



Situation actuelle



Tendances



Importance de l'enjeu

Dépenses publiques en éducation (niveaux primaire et secondaire)¹¹¹

Se classer parmi les **10 premiers pays** faisant l'objet d'un suivi de l'OCDE.

Seuil : la France occupait le 10^e rang en 2015 avec des dépenses équivalant à **3,4 % de son PIB**.

Le Canada se classait au **18^e rang** sur 36 pays de l'OCDE en 2015.

Le pays consacrait à l'éducation **3,2 % de son PIB**.

À améliorer

Les dépenses du Canada ont légèrement augmenté selon les données de la dernière année, mais poursuivent leur baisse après un pic enregistré en 2009. Le pays remonte au classement des pays de l'OCDE si on inclut les dépenses dans l'enseignement postsecondaire.

Les dépenses publiques en éducation traduisent l'importance accordée à ce secteur, en comparaison avec d'autres. Le Canada possède un très bon système d'éducation, mais a tout intérêt à y investir davantage pour favoriser le bien-être et le développement du capital humain dans l'avenir. Le pays doit également remédier à la répartition inégale des dépenses dans son système d'éducation, notamment mieux financer les écoles autochtones.

Dépenses publiques en formation

Figurer parmi les **10 premiers pays** de l'OCDE.

Seuil : l'Irlande se classait au 10^e rang en 2018, avec **0,12 % de ses dépenses publiques** consacrées à la formation.

Le Canada se classait au **18^e rang** sur 32 pays de l'OCDE en 2018.

Le pays consacrait à la formation **0,06 % de ses dépenses publiques**.

En retard

Ces dernières décennies, le Canada a diminué la part de ses dépenses publiques allouée à la formation. Cette part a atteint en 2018 un plancher record depuis 1985, année où l'OCDE a commencé à analyser ces données.

La formation de la main-d'œuvre est cruciale pour doter le pays des compétences requises pour répondre aux besoins du marché du travail et tirer pleinement parti du capital humain potentiel, surtout à une époque où la technologie évolue sans cesse. Il y a lieu d'accroître le financement public et privé du système de formation du Canada.

Proportion de diplômés de l'enseignement supérieur (postsecondaire)

Figurer parmi les **5 premiers pays** de l'OCDE.

Seuil : la Lituanie occupait le 5^e rang en 2019 avec un taux de **55,2 %**.

Le Canada se classait au **2^e rang** sur 36 pays de l'OCDE en 2019.

63 % des Canadiens de 25 à 34 ans avaient un diplôme d'études supérieures.

En tête de file

La proportion de diplômés de l'enseignement supérieur dans la population canadienne poursuit sa progression depuis une trentaine d'années. Le Canada est passé du 3^e au 2^e rang des pays de l'OCDE en 2016 et conserve son rang depuis.

La proportion de diplômés de l'enseignement supérieur est un indicateur du niveau de compétence global de la population et de sa capacité à participer à la vie active. Un niveau d'études postsecondaires est requis pour la plupart des emplois de haute qualité, les plus résilients et en forte croissance.

Indicateur



Cible



Situation actuelle



Tendances



Importance de l'enjeu

Compétences des élèves de 15 ans à l'écrit, en sciences et en mathématiques

Figurer parmi les **10 premiers pays** de l'OCDE.

Seuil : la Nouvelle-Zélande se classait au 10^e rang en 2018, avec une **note moyenne de 502,7**.

Le Canada se classait au **4^e rang** sur 36 pays de l'OCDE en 2018.

Le pays a obtenu la **note moyenne de 516,7** pour l'écrit, les sciences et les mathématiques.

En tête de file

Le Canada figure parmi les meilleurs pays de l'OCDE en ce qui concerne les compétences des élèves de 15 ans à l'écrit, en sciences et en mathématiques, selon l'évaluation du Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA).

Les compétences des élèves du secondaire témoignent de la qualité de l'enseignement au Canada. L'excellence de son système d'éducation saura attirer des étudiants étrangers et inspire confiance que les futurs besoins du pays en capital humain seront comblés.

Jeunes qui ne sont ni en emploi, ni aux études, ni en formation (indicateur NEET)

Figurer parmi les **10 premiers pays** de l'OCDE.

Seuil : l'Autriche occupait le 10^e rang en 2019, avec un **taux NEET de 10,9 %**.

Le Canada se classait au **13^e rang** sur 33 pays de l'OCDE en 2019.

Le pays affichait un **taux NEET de 12,6 %** de la population âgée de 20 à 24 ans.

En bonne voie

La proportion de jeunes ni en emploi, ni aux études, ni en formation est en baisse depuis vingt ans au Canada, malgré de légères hausses au début des années 2010. Bien qu'il ne figure pas parmi les 10 premiers pays de l'OCDE, le Canada est sur la bonne voie et se rapproche de sa cible. Cependant, la COVID-19 a porté le taux NEET à des sommets en 2020, et le Canada devra redoubler d'efforts pour maintenir le cap.

L'indicateur NEET est le reflet notamment du taux de chômage, du niveau d'études ou de formation atteint et des barrières à l'emploi. Il mesure le degré de préparation des jeunes à participer pleinement à la société et à l'économie. La réduction de ce taux est l'un des Objectifs de développement durable des Nations Unies.

[Sources]

Dépenses publiques en éducation : OCDE (2020). « Dépenses publiques d'éducation » (indicateur), <https://doi.org/10.1787/89d5a431-fr>

Dépenses publiques en formation : OCDE (2020). « Dépenses publiques consacrées aux marchés du travail » (indicateur), <https://doi.org/10.1787/6b1fe55b-fr>

Proportion de diplômés de l'enseignement supérieur : OCDE (2020). « Diplômés de l'enseignement supérieur » (indicateur), <https://doi.org/10.1787/31b10e14-fr>

Compétences des élèves de 15 ans à l'écrit, en sciences et en mathématiques : OCDE (2020). « Compétences en mathématiques (PISA) » (indicateur), <https://doi.org/10.1787/6d1f74ca-fr>

Jeunes qui ne sont ni en emploi, ni aux études, ni en formation : OCDE (2020). « Jeunes déscolarisés sans emploi (NEET) » (indicateur), <https://doi.org/10.1787/a7da6fc2-fr>

Éducation et formation : Comment mesurer la réussite en 2050?



Futurs indicateur : Pourcentage de la population en âge de travailler qui détient une microcertification reconnue

Une microcertification atteste de l'acquisition d'une compétence particulière. Elle s'obtient en un court laps de temps et vient compléter l'enseignement traditionnel postsecondaire. Au Canada et ailleurs dans le monde, on s'intéresse de plus en plus aux microcertifications, qu'on croit plus efficaces pour la formation des travailleurs en vue de répondre aux nouveaux besoins du marché, souvent liés à l'évolution de la technologie. Ce nouveau type de formation pourrait bien ouvrir toutes sortes de possibilités à l'avenir et enrichir les compétences de la main-d'œuvre.

Analyse

Dépenses publiques en éducation

Cet indicateur est révélateur de l'importance que le gouvernement accorde à l'éducation par rapport à d'autres postes de dépenses. Ainsi, les dépenses en éducation, exprimées en pourcentage du PIB, classent le Canada derrière bon nombre d'autres pays de l'OCDE. Le pays est cependant remonté au classement, passant du 21^e rang en 2014 au 18^e en 2015, avec 3,17 % de son PIB investi dans l'enseignement primaire et secondaire. Bonne première, la Norvège consacrait à l'éducation 4,6 % de son PIB en 2015. Bien que le Canada remonte au classement si on inclut les dépenses dans l'enseignement postsecondaire, il ne parvient toujours pas au 10^e rang¹¹³. En revanche, il fait bonne figure en ce qui concerne d'autres indicateurs liés à l'éducation.

Le Canada est réputé pour son très bon système d'éducation, mais devrait y investir davantage s'il veut se tailler une place en tête de file pour l'ensemble des indicateurs. À titre d'exemple, malgré la qualité de l'enseignement supérieur, aucune université canadienne ne figure parmi les 10 premières du classement mondial du Times Higher Education. Parmi les établissements du Canada, c'est l'Université de Toronto qui s'y classe le mieux, soit au 18^e rang¹¹⁴. En outre, les dépenses ne sont pas réparties également dans le système d'éducation canadien. Une étude révèle que les écoles autochtones reçoivent 30 % moins de financement que les autres¹¹⁵.

Dépenses publiques en formation

Avec le vieillissement de la main-d'œuvre et les changements technologiques, il est essentiel de former des travailleurs ayant les compétences requises pour suivre l'évolution des besoins. Les suppressions d'emplois dans le sillage de la pandémie en poussent plus d'un vers la réorientation professionnelle. Or, les dépenses en formation du Canada ne dépassent pas la moyenne des dépenses des pays de l'OCDE. Ces 30 dernières années, le pays a diminué le pourcentage de ses dépenses publiques en formation, qui a chuté de 0,35 % en 1991 à 0,06 % en 2018. C'est l'Autriche qui consacrait la plus grande part de son PIB à la formation en 2018, soit 0,43 %.

Il y a lieu d'accroître également le financement privé du système de formation canadien. En effet, l'International Institute for Management Development constate que les entreprises canadiennes accordent moins d'importance à la formation de leurs employés que celles d'autres pays : le Canada se classait 20e sur 63 pays en 2019¹¹⁶. Selon le Conference Board du Canada, les

employeurs canadiens ont dépensé en moyenne 889 \$ par employé pour leur formation et leur développement en 2016-2017, un chiffre en hausse par rapport aux années précédentes, qui indique un certain progrès à ce chapitre. Bien que l'écart se resserre, les employeurs canadiens ont dépensé en moyenne 81 cents dans la formation pour chaque dollar dépensé par leurs homologues américains¹¹⁷.

Proportion de diplômés de l'enseignement supérieur

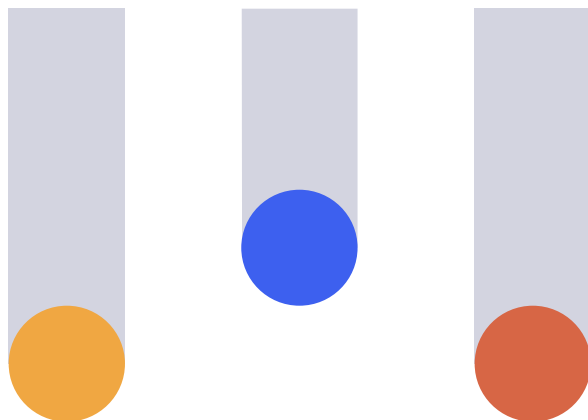
Au Canada, la proportion d'emplois exigeant des études supérieures va croissant. Dans ce domaine, le pays est bon élève : il est passé du 3e au 2e rang des pays de l'OCDE en 2016 et conserve son rang depuis, avec 63 % de diplômés de l'enseignement supérieur chez les 25 à 34 ans. Seule la Corée du Sud le devançait en 2019, avec une proportion de 70 %.

La demande de travailleurs ayant acquis des compétences spécialisées et transférables au terme d'études supérieures continuera d'augmenter. Dans de nombreux secteurs, l'évolution des technologies

stimule la demande en nouvelles aptitudes, notamment la pensée analytique et l'innovation, l'écoute active, la littératie numérique, le sens critique, la résolution de problèmes complexes et le leadership¹¹⁸. De telles aptitudes essentielles à la croissance économique et à la compétitivité du pays sont souvent acquises dans les programmes d'enseignement supérieur, malheureusement inaccessibles pour de nombreux Canadiens. Le revenu familial et le niveau de scolarité des parents sont étroitement liés à la probabilité que les jeunes poursuivent des études postsecondaires.

On observe également un large écart entre les Autochtones et les non-Autochtones en ce qui concerne le taux d'obtention d'un diplôme universitaire : en 2016, ce taux était de 18,8 points de pourcentage inférieur chez les premiers par rapport aux seconds, ce qui représente un accroissement de l'écart de 1,7 point de pourcentage par rapport à 2006¹¹⁹.

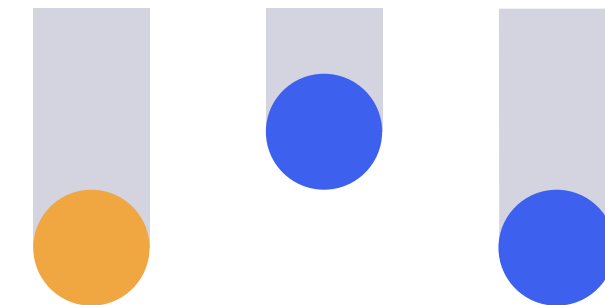




Compétences des élèves de 15 ans à l'écrit, en sciences et en mathématiques

Le Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) de l'OCDE analyse les compétences des élèves du secondaire de nombreux pays et produit un indicateur comparatif de la qualité de leurs systèmes d'éducation. Un résultat élevé augure de la réussite professionnelle. En effet, les élèves présentant de bons résultats à l'écrit avaient plus de chances d'occuper un emploi qualifié à 25 ans¹²⁰. Dans ce domaine, le Canada se classe assez bien. Il reste parmi les meilleurs pays de l'OCDE malgré un léger déclin de sa note PISA moyenne, qui est passée de 529,3 en 2006 à 516,7 en 2018.

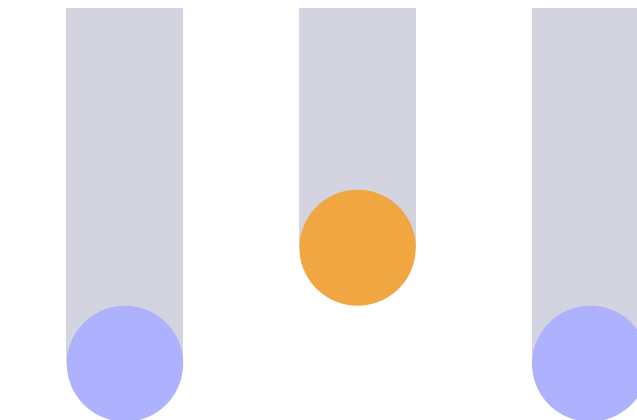
Pour ce qui est des compétences à l'écrit, le Canada se classe parmi les meilleurs pays de l'OCDE, sans écarts notables entre élèves de différents statuts socioéconomiques¹²¹. Des tels écarts sont observables en sciences, mais ils portent moins à conséquence que dans d'autres pays de l'OCDE¹²². La répartition assez homogène des bons résultats



scolaires au Canada lui confère un atout appréciable. Les résultats PISA du Canada le classaient au 4e rang des pays de l'OCDE en 2018 (derrière l'Estonie, le Japon et la Corée du Sud), et au 8e rang des 77 pays évalués dans le cadre du programme. Au sein de l'OCDE, le Canada arrive deuxième pour les compétences à l'écrit.

Jeunes qui ne sont ni en emploi, ni aux études, ni en formation (indicateur NEET)

L'indicateur NEET renseigne sur la proportion de jeunes sans emploi qui ne sont ni aux études, ni en formation. Au Canada, le taux NEET chez les 20 à 24 ans a diminué en cinq ans, passant de 14,8 % en 2014 à 12,6 % en 2019. Malgré cette amélioration, le Canada n'a pratiquement pas bougé au classement des pays de l'OCDE durant cette période : du 14e rang en 2018, il est passé au 13e en 2019. Néanmoins, il se maintenait au-dessus de la moyenne des pays de l'OCDE en 2019 (14,9 %). L'Islande dominait le classement cette même année, avec seulement 6,1 % de jeunes ni en



emploi, ni aux études, ni en formation. La réduction considérable du taux NEET figure parmi les Objectifs de développement durable des Nations Unies¹²³.

Les groupes les plus à risque d'être ni en emploi, ni aux études, ni en formation sont les jeunes mères, immigrants et Autochtones¹²⁴. Ces personnes sont donc plus à risque de vivre dans la pauvreté et de se maintenir dans une situation socioéconomique défavorable à long terme. Statistique Canada révèle que les jeunes NEET sont plus susceptibles d'être en mauvaise santé physique et mentale¹²⁵. Entre février et avril 2020, en pleine pandémie de COVID-19, le taux NEET chez les jeunes Canadiens de 15 à 29 ans a doublé, passant de 12 % à 24 %, sous l'effet de la chute brutale du taux d'emploi et de la fréquentation scolaire. Les jeunes Autochtones vivant hors réserve ont aussi souffert de cette crise sans précédent : le taux NEET y est passé de 22 % à 31 % au cours de la même période¹²⁶. Le Canada devra déployer des efforts énormes pour atténuer les répercussions de la pandémie sur les jeunes.

Aide aux enfants et aux familles

Vue d'ensemble

Il est essentiel de mettre en place un système efficace d'aide aux enfants et aux familles pour favoriser le bien-être des enfants et la participation des femmes à la vie active. Pour soutenir la croissance démographique, il faut des politiques ambitieuses en la matière afin de rehausser l'indice de fécondité. La présente section s'intéresse à cinq indicateurs :

- | Pauvreté infantile
- | Services de garde
- | Congé parental
- | Bien-être des enfants et des jeunes
- | Dépenses publiques destinées aux enfants et aux familles



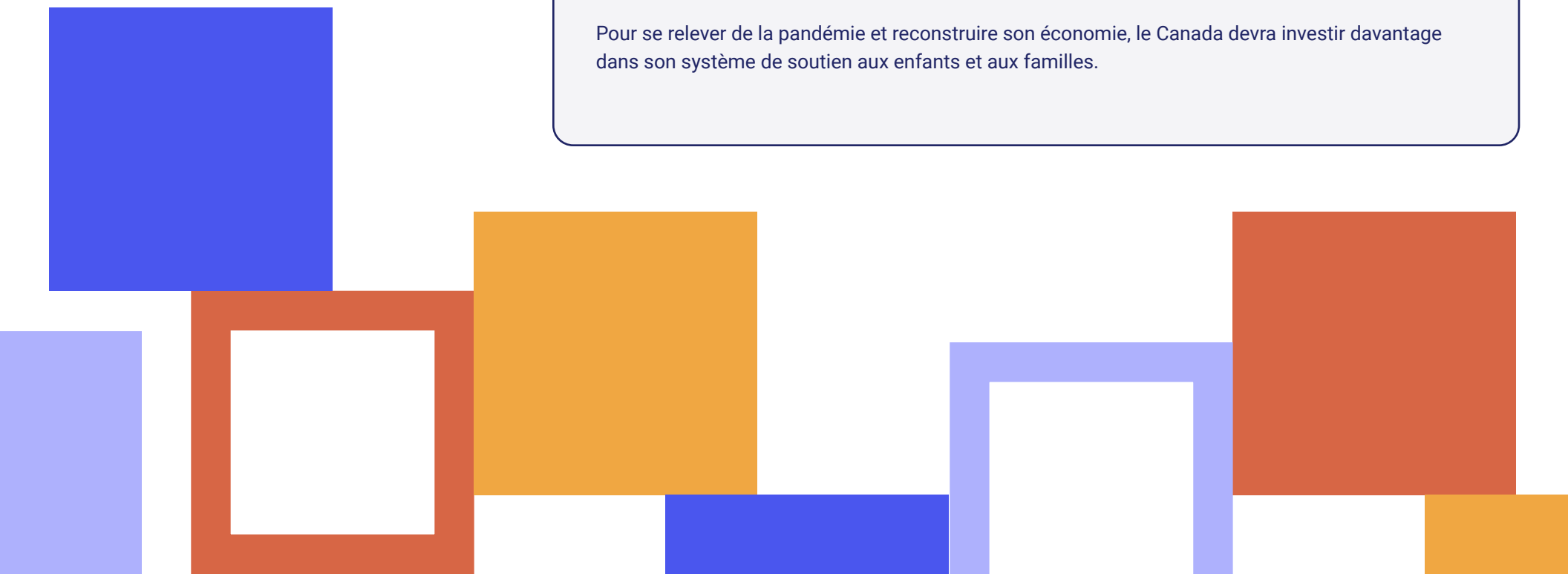
S'ils savent qu'ils peuvent compter sur un bon système d'aide aux enfants et aux familles, qui offre des services de garde et d'éducation abordables, les couples seront plus enclins à fonder une famille nombreuse. De telles politiques ont des retombées considérables sur l'économie. De plus, un système d'éducation préscolaire de haute qualité profite aux tout-petits, et un bon réseau de soutien aux enfants contribue à les maintenir au-dessus du seuil de pauvreté tout en favorisant leur développement. Un environnement propice au bien-être des enfants améliore leur qualité de vie à long terme, alors que le manque de sécurité dans l'enfance peut nuire à l'épanouissement personnel et économique d'une personne sa vie durant¹²⁷.

Répercussions de la COVID-19 : les manques des systèmes d'aide aux enfants et aux familles

La crise de la COVID-19 a mis en évidence les besoins des familles et les nombreuses lacunes du système canadien d'aide aux enfants et aux familles.

- | Les parents ont subi le contrecoup de la fermeture des écoles et de nombreux services de garde pendant le confinement. Les femmes en ont payé le prix fort : leur participation à la vie active a chuté à 55 %, une première depuis le milieu des années 80¹²⁸.
- | Le bien-être physique et mental des enfants a souffert de la fermeture des écoles, de l'annulation des activités récréatives et de la perte de revenu des ménages, entre autres effets de la pandémie¹²⁹. Près des trois quarts des parents disent s'être inquiétés pour la vie sociale et le développement de leurs enfants durant la crise¹³⁰.
- | La capacité d'accueil des services de garde s'est trouvée fortement réduite. Ainsi, en septembre 2020, on estimait que 54 % des services de garde étaient ouverts en Ontario, avec une capacité inférieure à 25 % des places¹³¹. Les nouvelles mesures sanitaires, la baisse de fréquentation et la difficulté à recruter du personnel compliquent la réouverture de nombreux services de garde¹³².

Pour se relever de la pandémie et reconstruire son économie, le Canada devra investir davantage dans son système de soutien aux enfants et aux familles.



Indicateur

Pauvreté infantile



Cible

Réduire progressivement la pauvreté infantile au Canada jusqu'à l'éradiquer.



Situation actuelle

Canada had **10.8%** of children in low income in 2018.



Tendances

En bonne voie

Selon la mesure fondée sur un panier de consommation, qui fixe le seuil de pauvreté officiel, le taux de pauvreté infantile a diminué de 16,4 % en 2015 à 10,8 % en 2018. D'après la mesure de faible revenu, aussi utilisée pour mesurer la pauvreté, les progrès sont cependant plus modestes. La réduction du taux de pauvreté infantile est un premier pas vers le but ultime de l'éradiquer. Il reste du chemin à faire. Sans compter que les répercussions de la COVID-19 sur l'économie risquent d'anéantir les progrès accomplis récemment.



Importance de l'enjeu

Les enfants vivant dans la pauvreté sont plus à risque de souffrir de problèmes de santé physique ou mentale et de se maintenir dans la pauvreté toute leur vie. L'investissement public dans les transferts directs aux familles a poussé cet indicateur dans la bonne direction, c'est-à-dire vers l'abaissement du niveau de pauvreté infantile au Canada. La réduction de la pauvreté dans le monde est l'un des Objectifs de développement durable des Nations Unies.

Services de garde

Figurer parmi les **10 premiers pays** de l'OCDE.

Seuil : la Nouvelle-Zélande était 10^e au classement en 2017, avec un taux de fréquentation de **72,3 %** parmi les enfants de 0 à 5 ans. Cependant, la méthode utilisée par l'OCDE pour mesurer la fréquentation d'un service d'éducation préscolaire ou de garde n'est pas directement applicable aux données canadiennes. Bien que le Canada soit exclu des données de l'OCDE pour cette mesure, celle-ci fournit néanmoins un point de référence utile pour comparer la situation du Canada à celle d'autres pays.

Le Canada recensait en 2019 **59,9 % des enfants** de 0 à 5 ans fréquentant un quelconque service de garde extérieur à la famille (à l'exclusion de l'école maternelle).

En retard

D'après les données disponibles, qui n'englobent pas tous les types de services d'éducation préscolaire ou de garde, le taux de fréquentation des enfants est inférieur à la moyenne des pays de l'OCDE. Faute de données internationales comparables, il est difficile d'évaluer le retard du Canada à cet égard. On peut cependant l'attribuer à l'absence de politique uniforme en la matière, mais Ottawa pourrait y remédier s'il tient sa promesse de créer un système national de services de garde.

Les services d'éducation préscolaire et de garde favorisent le développement et le bien-être des enfants. Un bon système de garde d'enfants encourage les parents, surtout les mères, à participer à la vie active, et on sait que ce facteur est essentiel à la reprise économique post-COVID et à la prospérité durable du pays. Un système efficace de garde d'enfants pèse également dans la décision de fonder une famille. On relève des disparités entre les régions du Canada quant à la fréquentation d'un service de garde. L'accès à une éducation de qualité pour tous les enfants est l'un des Objectifs de développement durable des Nations Unies.

Indicateur



Cible

Situation
actuelle

Tendances



Importance de l'enjeu

Congé
parental

Figurer parmi les
10 premiers pays de
l'OCDE.

Seuil : l'Allemagne
occupait le 10^e rang en
2018, avec un congé de
48,3 semaines.

Le Canada se
classait au **20^e rang**
sur 35 pays de
l'OCDE en 2018.

Le Canada offrait
en 2018 un congé
parental équivalent
à **26,6 semaines**
au plein taux de
rémunération (ce
qui correspond à la
durée du congé si
les prestations sont
égales à 100 % des
gains antérieurs).

À améliorer

Bien qu'il soit avantageux pour de nombreux parents, le programme de congé parental gagnerait à être amélioré. La durée du congé tient la comparaison avec bien d'autres pays, mais le taux de rémunération laisse à désirer, sans compter que bon nombre de nouveaux parents n'ont pas droit aux prestations. En outre, la politique du Canada en la matière consent des prestations limitées aux conjoints de nouvelles mères, malgré une révision des politiques en ce sens en 2019.

Le congé parental rémunéré aide les nouveaux parents, et surtout les mères, à mettre leur carrière entre parenthèses pour se consacrer entièrement à leur enfant, tout en bénéficiant de la sécurité d'emploi et d'une aide financière. Le système actuel élève toutefois plusieurs barrières, notamment en ce qui concerne l'admissibilité et le taux de rémunération. Le Régime québécois d'assurance parentale (RQAP), distinct de celui du Canada, est plus généreux. Les politiques de congé parental influent sur la décision de fonder ou non une famille.

Bien-être
des enfants
et des
jeunes

Figurer parmi les
10 premiers pays dans les
prochains Bilans Innocenti
de l'UNICEF sur le bien-être
des enfants et des jeunes.

Le Canada s'est
classé au **30^e rang**
des 38 pays les plus
riches dans le Bilan
Innocenti 2020 de
l'UNICEF sur le bien-
être des enfants et
des jeunes.

En retard

Les résultats du Canada affichent une baisse marquée depuis dix ans et le classent loin derrière de nombreux pays riches dans le dernier Bilan Innocenti de l'UNICEF.

Le Bilan Innocenti 2020 de l'UNICEF comprend 22 indicateurs dans différentes catégories, notamment environnement, compétences, économie, relations, société, éducation, santé, budget, bien-être mental et santé physique, autant de facteurs essentiels au développement de l'enfant. Un niveau élevé de bien-être des enfants incite les couples à fonder une famille. Le Bilan intègre des cibles alignées sur les Objectifs de développement durable des Nations Unies.

Indicateur



Cible

Situation
actuelle

Tendances



Importance de l'enjeu

Dépenses publiques destinées aux enfants et aux familles

Se maintenir dans la **moyenne des pays de l'OCDE**.

Seuil : la moyenne des pays de l'OCDE était de **2,4 % du PIB** en 2015.

Le Canada se classait au **29^e rang** sur 37 pays de l'OCDE en 2015.

Le pays a dépensé **1,68 % de son PIB** au profit des enfants et des familles en 2015.

En retard

Malgré une hausse générale du pourcentage de son PIB consacré aux enfants et aux familles, le Canada reste loin derrière de nombreux pays comparables.

Cet indicateur révèle l'importance que le gouvernement accorde aux investissements destinés aux enfants et aux familles. Il comprend les transferts aux familles qui comptent des enfants, les dépenses publiques dans les services aux familles et l'aide fiscale aux parents.

[Sources]

Pauvreté infantile : Statistique Canada. *Tableau 11-10-0135-01 : Statistiques du faible revenu selon l'âge, le sexe et le type de famille économique*. Consulté au https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=1110013501&request_locale=fr

Services de garde : Statistique Canada. *Tableau 42-10-0004-01 : Recours aux services d'apprentissage et de garde des jeunes enfants, population à domicile âgée de 0 à 5 ans*. Consulté au https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=4210000401&request_locale=fr; OCDE (2020). *Base de données de l'OCDE sur la famille, Fréquentation des services de garde et d'éducation préscolaire*. Consulté au <http://www.oecd.org/fr/els/famille/basededonnees.htm>

Congé parental : OCDE (2019). *Base de données de l'OCDE sur la famille, PF2.1. Principales caractéristiques des dispositifs de congé destinés aux parents*. Consulté au https://www.oecd.org/els/soc/PF2_1_Parental_leave_systems.pdf

Bien-être des enfants et des jeunes : UNICEF (2020). *Aux antipodes : document canadien d'accompagnement du Bilan Innocenti 16 de l'UNICEF*. Consulté au <https://oneyouth.unicef.ca/sites/default/files/2020-09/UNICEF%20RC16%20Canadian%20Summary%20FR.pdf>

Dépenses publiques destinées aux enfants et aux familles : OCDE (2019). *Base de données de l'OCDE sur la famille, PF1.1. Dépenses publiques afférentes aux prestations familiales*. Consulté au http://www.oecd.org/els/soc/PF1_1_Public_spending_on_family_benefits.pdf

Aide aux enfants et aux familles : Comment mesurer la réussite en 2050?



Futurs indicateur : pourcentage de parents n'ayant pas donné naissance qui prennent un congé parental maximal

Le Canada a introduit en 2019 un régime de congé parental de cinq à huit semaines « à prendre ou à laisser » à l'intention des parents n'ayant pas donné naissance, dans le but de promouvoir l'égalité des sexes quant aux congés parentaux, de soutenir le rôle parental auprès du nourrisson et d'inciter les pères, en particulier, à profiter davantage du congé parental¹³³. Ce régime s'inspire du congé de paternité offert au Québec. Il devrait se bonifier avec les années, et son efficacité pourra se mesurer à l'aune de sa popularité.

Analyse

Pauvreté infantile

Les enfants vivant dans la pauvreté sont plus à risque de se maintenir dans cette situation à l'âge adulte. On observe un recul de la pauvreté chez les jeunes Canadiens de moins de 18 ans, comme en témoigne la mesure fondée sur un panier de consommation, qui sert d'indicateur officiel : celle-ci est passée de 16,4 % en 2015 à 10,8 % en 2018. Certains préfèrent calculer le taux de pauvreté au moyen de la mesure de faible revenu, qui montre cependant des progrès plus modestes¹³⁴. Les données sur la pauvreté infantile de l'OCDE, qui se sert d'une autre méthode encore, classaient le Canada au 15^e rang sur 29 pays de l'OCDE en 2017¹³⁵. Malgré les progrès accomplis dans ce domaine, le Canada devra déployer des efforts soutenus pour garder le cap, surtout avec les bouleversements économiques post-COVID qui risquent de renverser la tendance. Conformément

aux Objectifs de développement durable des Nations Unies, le Canada vise une réduction de la pauvreté de 50 % d'ici 2030, par rapport au niveau de 2015¹³⁶.

L'Allocation canadienne pour enfants (ACE), instaurée en 2016, a largement contribué à réduire la pauvreté infantile¹³⁷. Celle-ci reste malheureusement bien présente chez les enfants autochtones vivant en réserve (53 %) et hors réserve (41 %), selon un récent rapport de Campagne 2000. Le taux de pauvreté infantile est également élevé chez les minorités visibles et les nouveaux immigrants, tout comme chez les résidents permanents (35 %)¹³⁸. Le Recensement de 2016 met en lumière un écart important de la prévalence des faibles revenus entre les immigrants (32,2 %) et les non-immigrants (15,4 %) de 0 à 17 ans¹³⁹.

Services de garde

Des systèmes d'éducation préscolaire et de garde de grande qualité contribuent à améliorer le développement des compétences, le bien-être et l'apprentissage de l'enfant tandis qu'il grandit¹⁴⁰. L'accès à des services d'éducation préscolaire et de garde de qualité pour tous les enfants est l'un des Objectifs de développement durable des Nations Unies.

Le Canada récolte peu de données sur la disponibilité et l'accessibilité des services de garde et ne dispose pas de données d'autres pays comparables. Il peut donc difficilement se comparer à d'autres pays, mais on sait d'après de récentes études qu'il accuse un retard à ce chapitre. Le taux de fréquentation d'un service de garde extérieur à la famille chez les enfants de 0 à 5 ans s'élevait à 59,9 % en 2019. Ces données excluent les écoles maternelles, mais comprennent les services de garde non réglementés que l'OCDE ne classe pas parmi les services d'éducation préscolaire et de garde. L'absence d'unité à cet égard n'aide pas le Canada à rattraper son retard, mais l'engagement du fédéral à créer un programme national de services de garde pourrait changer la donne¹⁴¹.

Les points faibles du système canadien de services de garde pèsent lourdement sur la participation des femmes à la vie active, un problème exacerbé par la pandémie. La récession qui en découle a été baptisée « she-cession », récession des femmes, car elles étaient plus nombreuses que les hommes à travailler dans les secteurs les plus durement touchés par les pertes d'emploi¹⁴². La réduction draconienne de la capacité d'accueil des services de garde durant la crise a entraîné un grave problème

macroéconomique¹⁴³. Pour faciliter le retour des femmes au travail, condition essentielle de la reprise économique, il faudra augmenter la fréquentation des services de garde. La hausse de la participation des femmes à la vie active ces 40 dernières années représente environ le tiers de la croissance du PIB réel par habitant, soit plus de 9 000 \$ par personne¹⁴⁴.

Avant la COVID-19, la fréquentation d'un service de garde extérieur à la famille était plus élevée au Québec (78,2 %), grâce à son système public, et à l'Île-du-Prince-Édouard (65,6%). Le Manitoba (50,5 %), la Saskatchewan (53 %) et l'Ontario (53,6 %) affichaient les taux les plus faibles¹⁴⁵. Plus du tiers des parents canadiens disaient avoir de la difficulté à trouver un service de garde, principalement à cause du manque de places disponibles et du coût¹⁴⁶. En 2019, le Canada comptait des places en service de garde réglementé pour seulement 26,9 % des enfants de 0 à 5 ans, places en outre inégalement réparties entre provinces et territoires¹⁴⁷. Les coûts de ces services étaient aussi très variables : les frais mensuels médians allaient de 179 \$ au Québec à 1 774 \$ à Toronto¹⁴⁸. Les frais de garde d'enfant au Canada sont parmi les plus élevés des pays de l'OCDE¹⁴⁹.

Congé parental

Le congé parental protège la santé de la mère et de son enfant, permet au parent de prendre soin de son enfant pendant les premiers mois de sa vie et favorise l'égalité des sexes en emploi. Si on considère le nombre de semaines de congé parental à l'équivalent du plein taux de rémunération, le Canada se classe en dessous de la moyenne des pays de l'OCDE. Plus généreux, le Régime québécois d'assurance parentale (RQAP) offre plus de

semaines, des prestations plus élevées et des critères d'admissibilité plus souples que le Régime d'assurance-emploi canadien¹⁵⁰. Par conséquent, les parents québécois sont plus nombreux à s'en prévaloir.

Dans bien des cas, les personnes qui voudraient toucher des prestations parentales au titre du Régime d'assurance-emploi du Canada n'y ont pas droit en raison des critères d'admissibilité relativement stricts, fondés sur le dernier emploi occupé. Cette barrière est particulièrement haute pour les travailleurs autonomes et ceux qui ont un emploi précaire. En 2018, environ les deux tiers des mères d'un enfant de 12 mois ou moins ont perçu des prestations de maternité ou parentales¹⁵¹. Le faible taux de prestations décourage bon nombre de parents à faible revenu de prendre un congé parental. Une récente enquête menée dans quatre provinces conclut que les mères dont le ménage a un revenu inférieur à 60 000 \$ sont moins susceptibles de prendre un congé parental que celles dont le revenu du ménage est supérieur à ce seuil¹⁵². En plus d'améliorer le bien-être de l'enfant et l'égalité en emploi, de meilleures politiques relatives au congé parental et aux services de garde pourraient encourager les couples qui le désirent à agrandir leur famille, contribuant ainsi à la hausse de l'indice de fécondité et à la croissance démographique.

Bien-être des enfants et des jeunes

L'UNICEF relève que le Canada n'a pas montré d'amélioration quant au bien-être des enfants et des jeunes depuis plus de dix ans, contrairement au tiers des pays comparables. En effet, il a chuté du 10e au 30e rang au Bilan Innocenti entre 2010 et 2020¹⁵³. Pour plus de la moitié des indicateurs de

l'UNICEF en la matière, le Canada se situait sous la moyenne en 2020¹⁵⁴. L'organisme souligne que les faibles résultats du pays en ce qui concerne la santé physique et les relations de soutien des enfants nuit au bien-être de ces derniers. De plus, le Canada affiche l'un des taux de suicide les plus élevés chez les jeunes. En revanche, il se classe dans le tiers supérieur pour deux indicateurs : la réussite scolaire et la faible exposition des enfants à la pollution atmosphérique. La Norvège dominait le classement du Bilan Innocenti en 2020.

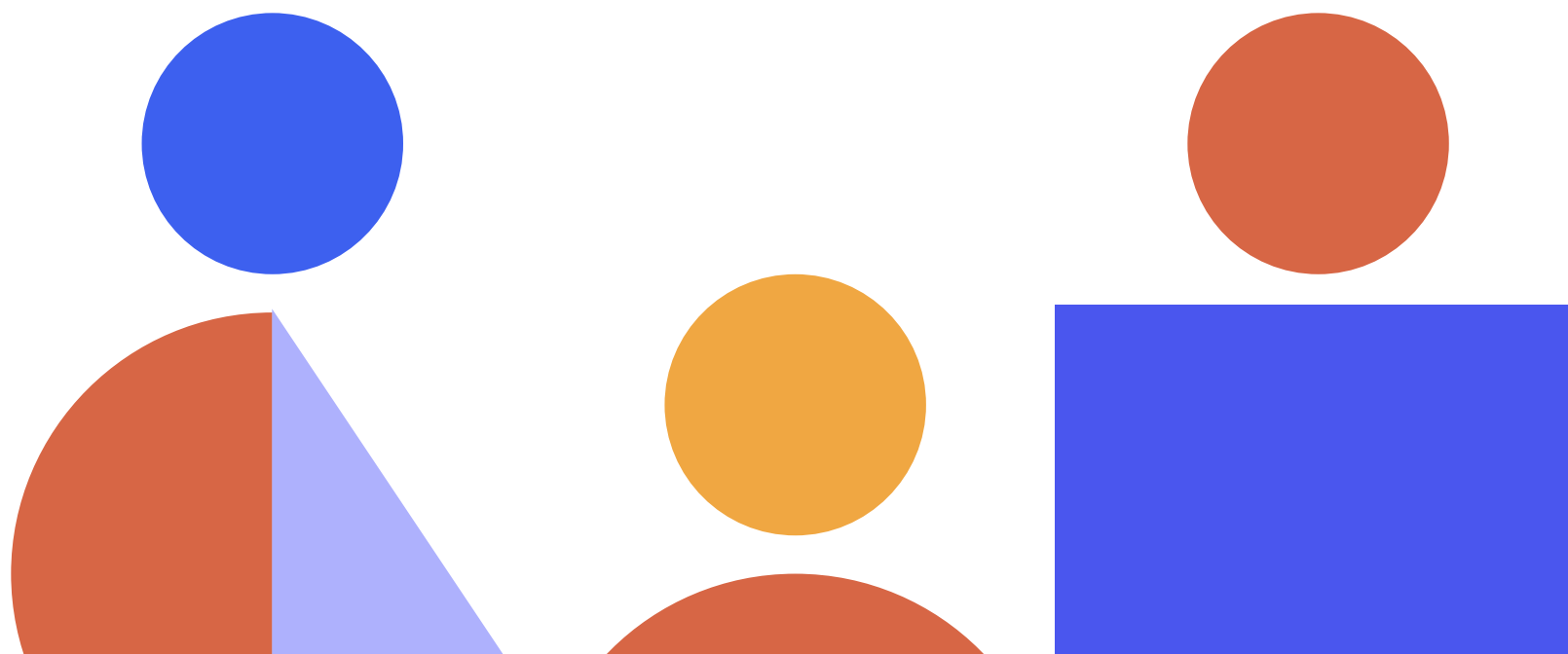
D'après Les enfants d'abord Canada, le tiers des petits Canadiens souffrent d'insécurité et de problèmes de santé au cours de leur enfance. L'organisme classe en tête des menaces les problèmes de santé mentale, les abus, le manque d'activité physique, l'insécurité alimentaire, le racisme systémique et la discrimination¹⁵⁵. Et la COVID-19 pourrait bien aggraver la situation;

en effet, de récentes études confirment que la pandémie a exacerbé les problèmes mentaux chez les jeunes, comme en témoigne l'augmentation de 35 % des dépressions dans ce groupe¹⁵⁶.

Dépenses publiques destinées aux enfants et aux familles

Un système efficace de soutien aux enfants et aux familles favorise leur bien-être, la croissance économique et la croissance démographique. Malgré une légère hausse du pourcentage de son PIB consacré aux enfants et aux familles, le Canada reste au bas du classement des pays de l'OCDE pour cet indicateur, soit au 29e rang sur 37 pays en 2015, avec seulement 1,68 % de son PIB. La France se classait en tête avec 3,68 % de son PIB. Le programme national de services de garde annoncé pourrait cependant faire remonter les dépenses publiques dans ce domaine.

L'aide aux enfants et aux familles procure de nets avantages socioéconomiques. Pourtant, il subsiste au Canada des lacunes importantes, notamment pour les enfants et les familles autochtones¹⁵⁷, que le pays devra impérativement combler pour offrir à tous les enfants des conditions optimales à leur développement et ainsi en faire plus tard des adultes épanouis.

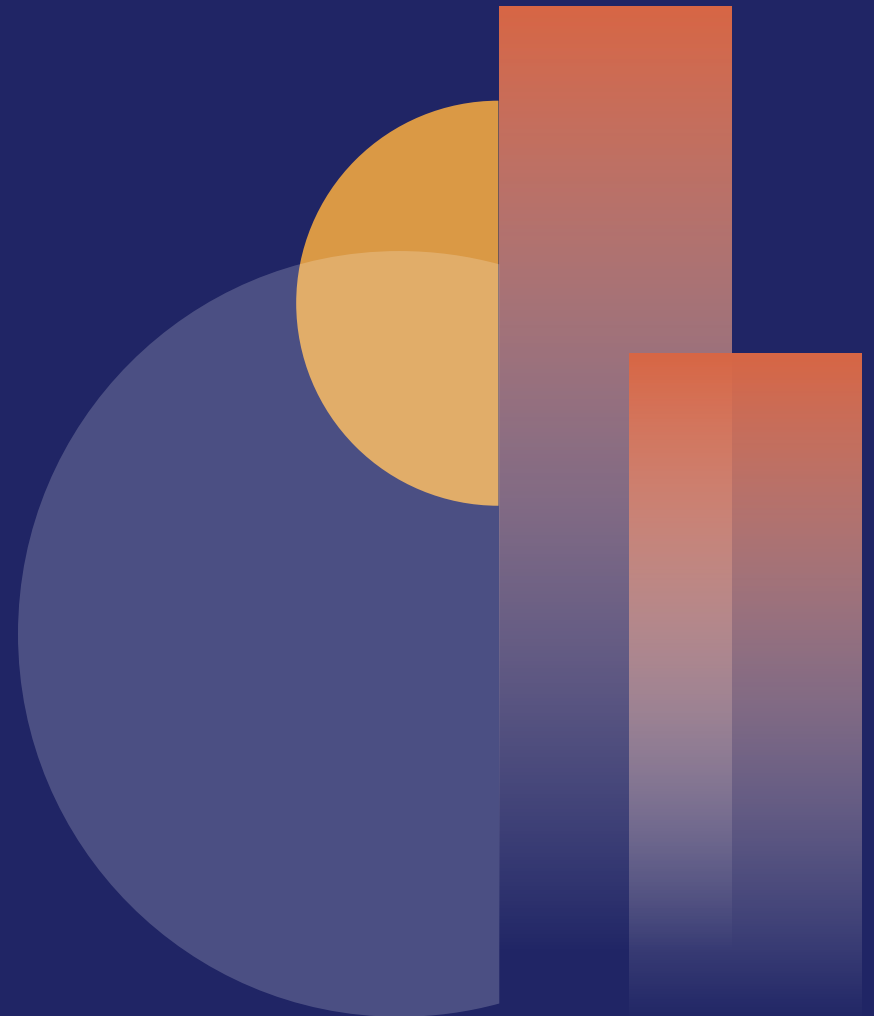


Développement urbain et infrastructures

Vue d'ensemble

Une croissance démographique durable doit s'accompagner d'investissements dans les infrastructures et les centres urbains. L'offre de logements abordables, les infrastructures numériques et les réseaux de transports en commun, entre autres, doivent évoluer pour répondre aux besoins d'une population de plus en plus nombreuse. La présente section s'intéresse à sept indicateurs :

- | Investissements dans les infrastructures
- | État des infrastructures
- | Coût du logement
- | Accès aux services Internet à large bande
- | Qualité des services Internet à large bande
- | Densité de la population dans les régions métropolitaines
- | Inégalité des revenus dans les régions métropolitaines



Soulignons que les besoins relatifs aux infrastructures diffèrent d'une région à l'autre. Par exemple, le Nunavut accuse un net retard sur le reste du pays selon un récent rapport sur ses infrastructures¹⁵⁸. Les Premières Nations n'ont pas toutes accès aux infrastructures essentielles, notamment celles qui approvisionnent les réserves en eau potable.

De plus, les changements climatiques exigeront des infrastructures qu'elles s'adaptent aux conditions extrêmes. La résilience des infrastructures sera fondamentale pour protéger la vie, les biens et la vitalité de l'économie.

Répercussions de la COVID-19 : la pandémie fait ressortir les besoins d'infrastructures essentielles

La crise a mis en lumière les lacunes des infrastructures essentielles.

- | La Fédération canadienne des municipalités a constaté une exacerbation de la crise du logement au Canada¹⁵⁹. Il faudra étendre l'offre de logements abordables pour soutenir la reprise post-COVID.
- | La pandémie a accentué l'urgence de s'attaquer au problème de l'itinérance. Partout au pays, des refuges et autres lieux d'accueil ont dû fermer leurs portes ou encore réduire leur capacité pour respecter les mesures de distanciation physique¹⁶⁰.
- | Les transports en commun ont vu leur fréquentation diminuer de façon draconienne en raison du télétravail obligatoire et de la fermeture des écoles. Ces services ont essuyé des pertes énormes, et la reprise s'annonce lente. On estime entre 70 % et 90 % la baisse de la fréquentation au cours des premiers mois de la pandémie¹⁶¹.
- | Le télétravail et l'enseignement à distance ont également souligné l'importance des infrastructures numériques et de l'accès à Internet à large bande. La pandémie a creusé le fossé numérique au détriment des personnes à faible revenu ou vivant en région éloignée.
- | Enfin, le gouvernement fédéral a indiqué que la pandémie entravera les efforts pour lever définitivement les avis de faire bouillir l'eau dans les réserves¹⁶².

Indicateur



Cible



Situation actuelle



Tendances



Importance de l'enjeu

Investissements dans les infrastructures

Augmenter le **taux d'investissement dans les infrastructures** pour combler les lacunes.

Les investissements dans les infrastructures équivalaient à **3,9 % du PIB** en 2019.

À améliorer

Le taux d'investissement dans les infrastructures stagne autour de 4 % du PIB depuis quelques années. Il faudra investir davantage les prochaines années : les experts estiment qu'il faut porter à plus de 5 % du PIB le taux d'investissement pour combler le déficit. L'annonce récente d'investissements du fédéral, notamment dans les transports en commun, constitue un pas dans la bonne direction.

L'investissement dans les infrastructures est étroitement lié à la compétitivité et à la productivité. Le Canada devra investir massivement pour compenser les décennies de sous-investissement dans les infrastructures, qui ont creusé le déficit. C'est une condition essentielle pour soutenir la croissance démographique durable.

État des infrastructures

Compter parmi les **10 premiers pays** de l'Indice mondial de compétitivité du Forum économique mondial pour les infrastructures.

Le Canada **se classait au 26^e rang** sur 141 pays pour le pilier Infrastructures de l'Indice mondial de compétitivité en 2019.

À améliorer

Ces dernières années, le Canada a reculé au classement selon l'Indice mondial de compétitivité du Forum économique mondial pour le pilier Infrastructures. Bien qu'il se classe derrière de nombreux pays, il reste néanmoins dans le quartile supérieur.

Le pilier Infrastructures de l'Indice évalue l'état des services publics et des réseaux de transport d'un pays en comparaison avec les autres pays. L'état des infrastructures influe sur la qualité de vie, la résilience et la prospérité économique. Le Canada évalue de mieux en mieux ses besoins d'infrastructures, mais il faut encore des investissements prévisibles, durables et stratégiques dans les infrastructures physiques, sociales, économiques et numériques. L'enquête sur les infrastructures publiques essentielles du Canada fournit désormais des données importantes aux fins de planification.

Indicateur



Cible



Situation actuelle



Tendances



Importance de l'enjeu

Coût du logement

Atteindre l'objectif de la Société canadienne d'hypothèque et de logement (SCHL) de **fournir à tous un logement abordable** d'ici 2030.

La fréquence des besoins impérieux en matière de logement en milieu urbain au Canada était de **12,4 %** en 2018.

À améliorer

Le Canada a du pain sur la planche pour garantir à tous les ménages l'accès à un logement abordable et adéquat, surtout dans les centres urbains. La disponibilité de logements abordables dans les régions urbaines s'est très peu améliorée depuis 2012. Les investissements engagés récemment dans le cadre de la Stratégie nationale sur le logement pourraient améliorer la situation, de même que l'Initiative pour la création rapide de logements et les mesures prises au fédéral pour enrayer l'itinérance chronique.

Le coût du logement est un facteur déterminant de bien-être. La fréquence des besoins impérieux en matière de logement est un indicateur de la disponibilité de logements convenables, sains et abordables selon le revenu et la composition du ménage. Le manque de logements abordables au Canada se répercute sur tous les secteurs, en particulier sur la santé socioéconomique des centres urbains. Il faudra étendre l'offre pour soutenir la croissance du pays. L'un des Objectifs de développement durable des Nations Unies vise l'accès à un logement convenable, sûr et abordable pour tous.

Accès aux services Internet à large bande

Atteindre l'objectif du gouvernement fédéral de garantir l'accès à **98 % des ménages canadiens** d'ici 2026 et à 100 % à l'horizon 2030 ¹⁶³.

85,7 % des ménages canadiens avaient un service Internet d'une vitesse de 50/10 Mbps en 2018.

En bonne voie

On note une amélioration de la disponibilité de services Internet à large bande d'une vitesse de 50/10 Mbps, mais il subsiste des disparités entre les régions. Cependant, les investissements annoncés récemment pourraient aider le pays à atteindre l'objectif de servir 98 % des ménages en 2026.

L'accès Internet est un service essentiel pour tous les pans de la société. Bon nombre de Canadiens n'ayant pas un service adéquat en ont subi les conséquences pendant la pandémie. L'amélioration de l'accès à prix abordable aux technologies de l'information et des communications figure parmi les Objectifs de développement durable des Nations Unies.

Indicateur



Cible



Situation actuelle



Tendances



Importance de l'enjeu

Qualité des services Internet à large bande

Se maintenir dans la **moyenne des pays de l'OCDE**.

Seuil : la moyenne des pays de l'OCDE était de **28,03 %** en 2019.

Le Canada se classait au **27^e rang** sur 37 pays de l'OCDE en 2018.

17,18 % de l'infrastructure fixe à large bande au Canada entrain dans la catégorie Desserte par fibre de l'abonné (DFA) en 2019.

En retard

Le Canada se situe loin derrière d'autres pays comparables et bien en deçà de la moyenne des pays de l'OCDE.

Cet indicateur rend compte de la qualité et de la vitesse du service à large bande. La connexion par fibre optique est beaucoup plus rapide que la connexion 50/10 Mbps : elle peut atteindre une vitesse de 1 Gbps. La très haute vitesse est importante dans le contexte du virage numérique des services essentiels, mais aussi pour les réseaux sociaux, l'éducation et la croissance économique. À l'heure actuelle, seul un petit pourcentage des réseaux fixes à large bande répond à cette norme de haute vitesse au Canada.

Densité de la population dans les régions métropolitaines

Se maintenir dans la **moyenne des pays de l'OCDE**.

Seuil : la densité moyenne de la population dans les centres urbains des zones métropolitaines des pays de l'OCDE était de **1 374 habitants par kilomètre carré** en 2018.

La densité moyenne de la population dans les centres urbains des zones métropolitaines comptant au moins 250 000 habitants (16 villes) était de **1 196 habitants par kilomètre carré** au Canada en 2018.

À améliorer

La densité de la population dans les centres urbains des zones métropolitaines du Canada a augmenté plus rapidement que dans les autres pays de l'OCDE, mais se maintient sous la moyenne. En général, les populations des villes canadiennes se sont densifiées depuis 20 ans. En 2018, la densité de leur population allait de 72 habitants par kilomètre carré à Halifax jusqu'à 2 097 à Montréal.

La densité de la population est la mesure du rapport entre la population et la superficie d'une ville. Les centres urbains du Canada figurent parmi les moins denses des pays de l'OCDE, et on observe de larges écarts entre eux. La croissance démographique du Canada devra s'appuyer sur une augmentation de la densité de la population.

Indicateur



Cible



Situation actuelle



Tendances



Importance de l'enjeu

Inégalité des revenus dans les régions métropolitaines

Réduire les inégalités entre les régions urbaines et rurales du Canada.

Le coefficient de Gini moyen entre les trois régions métropolitaines les plus peuplées du Canada était de **0,39** en 2015.

À améliorer

Selon le coefficient de Gini, les villes les plus peuplées du Canada sont aussi les plus inégalitaires. Le Canada affichait en 2015 un coefficient global de 0,32. L'inégalité était plus marquée à Toronto (0,41), à Vancouver (0,41) et à Montréal (0,35).

Une inégalité prononcée des revenus nuit à la croissance durable dans les villes et mine leur capacité à élargir et à diversifier leur bassin de main-d'œuvre, comme l'exigent les sociétés et les économies urbaines.

[Sources]

Investissements dans les infrastructures : Statistique Canada (2020). *Tableau 36-10-0608-01 : Compte économique d'infrastructure, investissement et stock net par actif, par industrie et par fonction de l'actif (x 1 000 000)*. Consulté au https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=3610060801&request_locale=fr; Statistique Canada. *Tableau 36-10-0103-01 : Produit intérieur brut, en termes de revenus, trimestriel (x 1 000 000)*. Consulté au https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=3610010301&request_locale=fr

État des infrastructures : Forum économique mondial (2019). *Global Competitiveness Report: Infrastructure Pillar*. Consulté au http://www3.weforum.org/docs/WEF_GlobalCompetitivenessReport2019.pdf

Coût du logement : SCHL (2020). *Fréquence (%) des besoins impérieux en matière de logement en milieu urbain 2012 – 2018 : Canada, provinces, régions métropolitaines de recensement et agglomérations de recensement*. Consulté au <https://www.cmhc-schl.gc.ca/fr/data-and-research/data-tables/incidence-urban-households-core-housing-need>

Accès aux services Internet à large bande : Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (2019). *Rapport de surveillance des communications 2019*. Consulté au <https://crtc.gc.ca/pubs/cmr2019-fr.pdf>

Qualité des services Internet à large bande : OCDE (2020). *Broadband Portal, Percentage of fibre connections in total fixed broadband (Dec. 2019)*. Consulté au <https://www.oecd.org/sti/broadband/broadband-statistics/>

Densité de la population dans les régions métropolitaines : OCDE (2020). *Aires métropolitaines, Population du centre urbain de la zone métropolitaine*. Consulté au <https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=CITIES>

Inégalité des revenus dans les régions métropolitaines : OCDE (2020). *Aires métropolitaines : Revenus, Gini (du revenu disponible, après impôts et transferts)*. Consulté au <https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=CITIES>

Développement urbain et infrastructures : Comment mesurer la réussite en 2050?



Futurs indicateur : investissements dans les infrastructures au nord du 55e parallèle

Les investissements dans les infrastructures dans le nord sont essentiels à la prospérité du pays. Il sera primordial d'investir dans les réseaux de transport pour mieux relier les régions nordiques au reste du Canada et aux marchés internationaux, mais aussi dans des mesures de promotion de la qualité de vie et du bien-être de ces populations éloignées. Les infrastructures de recherche et d'enseignement supérieur seront fondamentales pour étudier les effets des changements climatiques dans le Nord, lesquels auront des répercussions sur l'ensemble du Canada et le reste du monde.

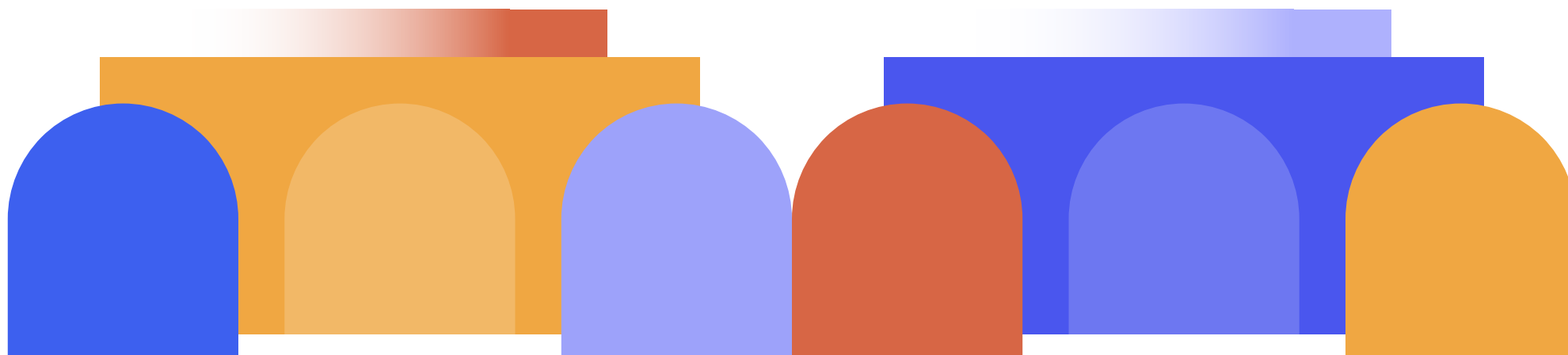
Analyse

Investissements dans les infrastructures

Les investissements dans les infrastructures seront déterminants pour la croissance économique et démographique du Canada, mais aussi pour sa compétitivité et sa productivité. Or, ces investissements ont peu augmenté ces dernières années, stagnant autour de 4 % du PIB entre 2015 et 2018 avant de s'abaisser à 3,9 % en 2019. Le gouvernement fédéral a cependant fait un pas dans la bonne direction en annonçant récemment des investissements dans les infrastructures et dans leur planification. Ainsi, en février 2021, Ottawa a annoncé l'octroi de 14,9 milliards de dollars pour des projets de transport en commun au cours des huit prochaines années, qui comprend un financement permanent de 3 milliards de dollars par année à compter de 2026-2027¹⁶⁴.

Les municipalités, qui réclament depuis longtemps un financement permanent du fédéral pour les transports en commun, applaudissent cette initiative historique.

Il faudra investir massivement pour compenser les décennies de sous-investissement au Canada. On estime entre 110 et 270 milliards de dollars le déficit des infrastructures¹⁶⁵. Selon les projections de McKinsey, entre 2016 et 2030, tous les pays devront investir en moyenne 3,8 % de leur PIB pour soutenir les objectifs de croissance économique. L'institut souligne toutefois que ce taux devrait être plus élevé en raison du sous-investissement, et plus encore si on veut atteindre les Objectifs de développement durable des Nations Unies¹⁶⁶.



L'Alliance de la construction civile et résidentielle de l'Ontario estime à 5,4 % du PIB le taux d'investissement requis dans les infrastructures de la province pour maximiser la croissance à long terme¹⁶⁷.

État des infrastructures

Le Canada doit pouvoir compter sur des infrastructures de premier ordre pour soutenir sa croissance démographique et sa prospérité. Or, la qualité de ses infrastructures s'est dégradée ces dernières années. Selon l'indice sur la compétitivité du Forum économique mondial, le Canada occupait le 26^e rang sur 141 pays en 2019 pour cet indicateur. Cet indice évalue l'état des services publics (accessibilité et qualité) et des réseaux de transport (connectivité, qualité, densité et efficacité).

Le pays doit s'attaquer sans tarder au vieillissement de ses infrastructures. Le Bulletin de rendement des infrastructures canadiennes de 2019, issu de la collaboration de plusieurs organisations, a lancé un signal d'alerte au sujet du nombre préoccupant d'infrastructures municipales jugées en

« mauvais » ou en « très mauvais » état¹⁶⁸. Il souligne également que la majorité des infrastructures du Canada ont plus de 20 ans. Avec l'accroissement de la population, il sera impératif d'améliorer les infrastructures sociales, économiques et numériques par des investissements stratégiques et durables.

Coût du logement

Pouvoir se loger à coût abordable est une condition essentielle au bien-être et à la croissance de la population. Malheureusement, on constate peu d'amélioration à ce chapitre dans les centres urbains du pays depuis 2012 : de 12,8 %, la fréquence des besoins impérieux en matière de logement est passée à 12,4 % en 2018. Cette même année, certaines provinces affichaient même une fréquence particulièrement élevée : 15,4 % en Colombie-Britannique, suivie par l'Ontario (14,7 %), la Saskatchewan (13,7 %) et la Nouvelle-Écosse (13,2 %). Les investissements prévus dans la Stratégie nationale sur le logement devraient améliorer la situation, sans toutefois répondre entièrement aux besoins.

Selon l'OCDE, le coût du logement et l'endettement qui en découle sont élevés au Canada, particulièrement à Toronto et à Vancouver. Le manque de logements abordables s'accroît et pose un risque global pour l'économie¹⁶⁹. Entre 2005 et 2018, le Canada a enregistré la plus forte hausse du coût du logement parmi les pays de l'OCDE¹⁷⁰. La crise du logement touche surtout les personnes à revenu faible ou modeste, les nouveaux arrivants et les étudiants¹⁷¹. Le manque de logements abordables exacerbe les effets de l'inégalité des revenus.

L'offre de logements disponibles à la location laisse aussi à désirer¹⁷². Pour enrayer le phénomène de l'itinérance aggravé par la COVID-19, Ottawa a mis sur pied l'Initiative pour la création rapide de logements, qui prévoit jusqu'à 3 000 nouveaux logements abordables permanents¹⁷³.

Accès aux services Internet à large bande

Dans le contexte du virage numérique des services, du travail et de l'enseignement, le service Internet à large bande est devenu essentiel. La COVID-19 a souligné le besoin impératif d'une connexion fiable et abordable à des fins professionnelles et éducatives, mais aussi pour maintenir les liens sociaux et familiaux. La connexion à haute vitesse gagne du terrain au Canada : 85,7 % des ménages avaient accès à une vitesse de téléchargement de 50 Mbps et à une vitesse de téléversement de 10 Mbps en 2018, par rapport à 84,1 % l'année précédente.

Si la majorité des ménages ont accès aux services à large bande, celui-ci est plus limité dans les régions rurales et les communautés autochtones. On entend par « accès » la disponibilité à l'achat. Cela signifie donc que même si le service est offert dans une région, certains ménages ne peuvent s'y abonner pour des raisons financières ou autres. En 2018, seuls 80,9 % des personnes de plus de 15 ans vivant dans un ménage ayant un revenu dans le quartile inférieur avaient une connexion Internet à la maison, contre 99,6 % des ménages du quartile supérieur¹⁷⁴. Le gouvernement fédéral a annoncé en novembre 2020 être en bonne voie de pouvoir connecter 98 % de la population à Internet haute vitesse en 2026¹⁷⁵. Il faut toutefois rester vigilant pour maintenir un service abordable et de qualité.

Qualité des services Internet à large bande

La fibre assure un service haute vitesse à large bande de grande qualité. Une telle qualité de connexion est cruciale pour les entreprises et les services essentiels en ligne, comme l'enseignement et les services publics. Le pourcentage de connexions par fibre a fait un bond de géant ces quatre dernières années au Canada : il a presque doublé, passant de 9,97 % en 2016 à 17,18 % en 2019, mais le pays reste parmi les derniers au classement de l'OCDE. Soulignons que, selon les données du CRTC, les infrastructures de fibre optique pourraient être accessibles à un plus grand nombre de ménages. En effet, même si la fibre est disponible à l'achat, il subsiste des obstacles à la connexion par fibre, de nature financière ou autre.

Le gouvernement fédéral s'est engagé à améliorer l'accès à Internet haute vitesse (soit une vitesse de téléchargement de 50 Mbps et une vitesse de téléversement de 10 Mbps), mais cet engagement n'intègre pas la DFA, qui atteint des vitesses supérieures à 1 Gbps. Reconnaisant qu'une telle vitesse est indispensable pour assurer la qualité des services de santé et éducatifs, Ottawa est prêt à envisager des investissements dans la fibre¹⁷⁶. Les investissements dans les infrastructures Internet à long terme doivent tenir compte non seulement des besoins actuels, mais des capacités évolutives des solutions pour suivre le rythme de l'évolution technologique. Le Canada doit adopter une stratégie ambitieuse dans ce domaine pour stimuler son économie et sa productivité, et pour améliorer les liens sociaux et l'accès à l'enseignement.

Densité de la population dans les régions métropolitaines

L'atteinte d'une population de 100 millions d'habitants en 2100 passera par une densification urbaine responsable. En effet, si elle est bien planifiée, l'augmentation de la densité de la population favorisera une économie durable en réduisant les émissions de gaz à effet de serre et le temps de navettage, tout en contribuant à la vitalité des centres urbains. Les Nations Unies estiment que le taux mondial d'urbanisation, de l'ordre de 55 % en 2018, atteindra 68 % en 2050¹⁷⁷. Ce taux est particulièrement élevé au Canada : 71,8 % de la population vivait dans une région métropolitaine de recensement en 2020¹⁷⁸. Le pays devra poursuivre une stratégie de densification soucieuse du développement durable et de la qualité de vie de la population, pour éviter de tomber dans le piège d'une croissance marquée par des engorgements, l'étalement urbain et la destruction de l'environnement.

Bien qu'elle soit en hausse, la densité moyenne des régions urbaines de plus de 250 000 habitants reste moins élevée au Canada (1 196 habitants par kilomètre carré) que dans l'ensemble des pays de l'OCDE (1 374 habitants par kilomètre carré). En 2018, la densité de la population des villes du pays allait de 72 habitants par kilomètre carré à Halifax jusqu'à 2 097 à Montréal¹⁷⁹. La densification des villes de petite et de moyenne tailles aura aussi son importance pour nourrir une croissance favorable à l'économie et à la qualité de vie.

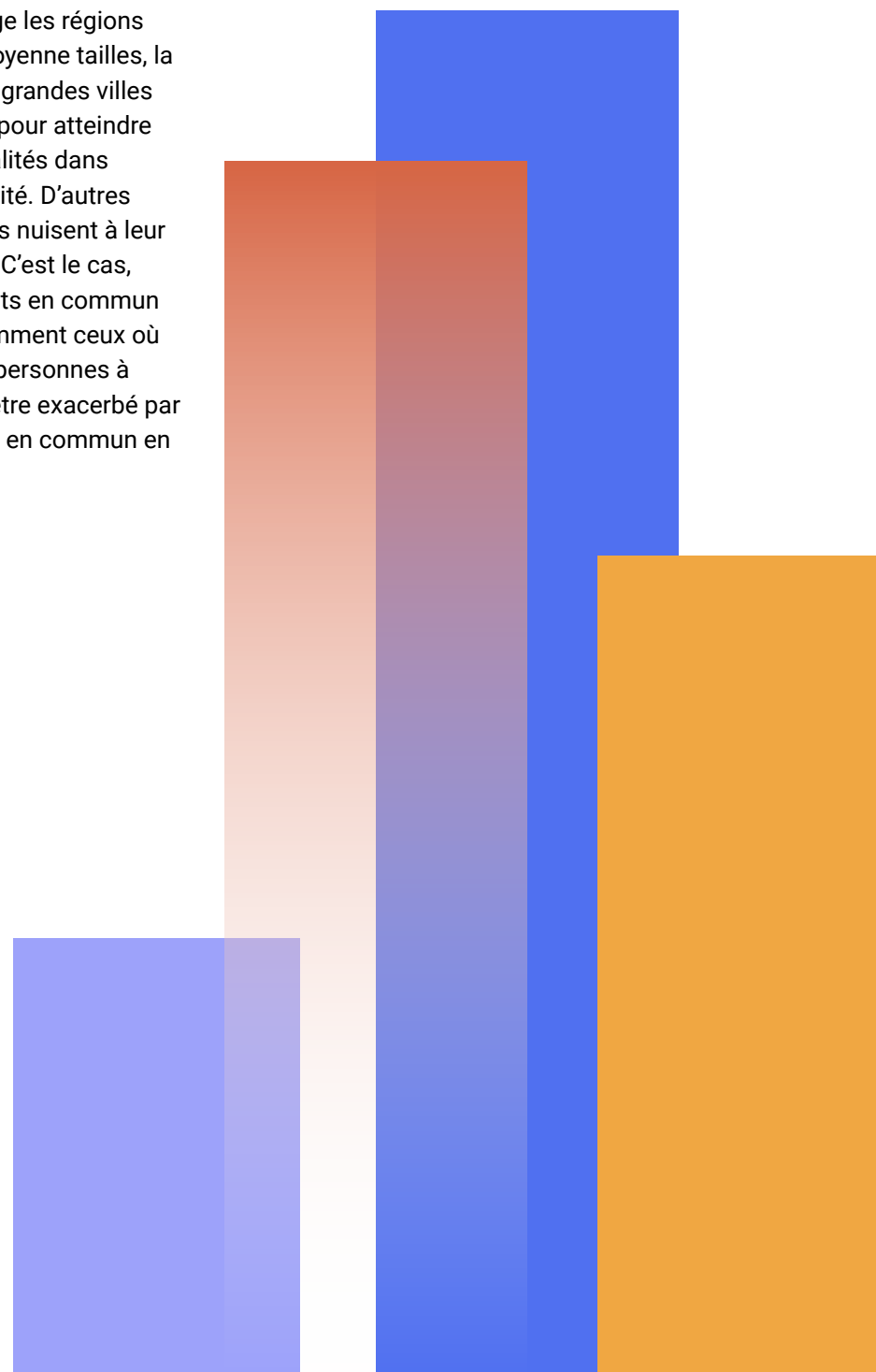
La capacité fiscale des villes canadiennes sera déterminante pour la gestion efficace de la croissance et des services essentiels que requiert une population plus dense. Bien qu'elles aient plus de responsabilités, les municipalités canadiennes n'en ont pas plus de moyens financiers pour autant. Outre les transferts fédéraux et provinciaux, leurs revenus proviennent essentiellement de l'impôt foncier, des droits d'aménagement et des redevances. Selon une enquête, pour chaque dollar perçu en impôts en Ontario, les municipalités ne récoltent que 9 cents¹⁸⁰.

Inégalité des revenus dans les régions métropolitaines

L'inégalité des revenus est plus prononcée dans les régions urbaines qu'ailleurs au pays. Cette disparité nuit à la croissance saine et durable des grandes villes et contribue à la fragmentation sociale, à l'allongement du temps de navettage et à la dégradation de l'environnement.

L'OCDE relève un écart important entre les grandes villes et le reste du pays en ce qui a trait à l'inégalité des revenus. Le coefficient de Gini moyen dans les plus grands centres urbains du Canada (Toronto, Montréal et Vancouver) était de 0,39 en 2015, contre 0,32 pour l'ensemble du pays. L'inégalité des revenus est particulièrement marquée à Calgary, qui affiche un coefficient de Gini de 0,45. Ces quatre régions métropolitaines comptent pour environ 40 % de la population canadienne¹⁸¹. L'inégalité des revenus s'est considérablement creusée dans les villes ces dernières décennies. Ainsi, entre 1980 et 2005, elle a augmenté de 31 % à Toronto, de 28 % à Calgary, de 17 % à Vancouver et de 15 % à Montréal¹⁸².

S'il est essentiel de peupler davantage les régions rurales et les villes de petite et de moyenne tailles, la croissance démographique dans les grandes villes n'en demeure pas moins nécessaire pour atteindre nos objectifs. La réduction des inégalités dans les grands centres doit être une priorité. D'autres inégalités dans les villes canadiennes nuisent à leur développement et à leur croissance. C'est le cas, par exemple, si le réseau de transports en commun dessert mal certains quartiers, notamment ceux où vivent des minorités visibles ou des personnes à faible revenu. Ce problème pourrait être exacerbé par la baisse des revenus des transports en commun en raison de la COVID-19¹⁸³.



Croissance responsable

Vue d'ensemble

L'objectif d'une population de 100 millions d'habitants en 2100 est réalisable, moyennant des efforts soutenus. Mais par-dessus tout, cette croissance démographique doit se faire de manière *responsable*. Une croissance mal organisée nuirait à la prospérité du Canada en accentuant la pression sur les services publics, les problèmes écologiques et les tensions sociales.

La présente section s'intéresse à six indicateurs :

- | Compétitivité mondiale
- | Inégalité des revenus
- | Espérance de vie
- | Durabilité de l'environnement
- | Liberté
- | Progrès social

Ces indicateurs constituent à la fois des résultats et des leviers liés à d'autres indicateurs du Tableau de bord.



Indicateur



Cible



Situation actuelle



Tendances



Importance de l'enjeu

Compétitivité mondiale

Figurer parmi les **10 premiers pays** de l'indice mondial de compétitivité.

Le Canada occupait en 2019 le **14^e rang** sur 141 pays de l'indice mondial de compétitivité du Forum économique mondial.

À améliorer

Très compétitif, le Canada occupe certes un rang enviable au classement, mais il y a lieu d'améliorer encore sa compétitivité sur la scène mondiale, qui a décliné ces dernières années. En effet, le Canada a reculé à l'indice, passant du 12^e rang en 2018 au 14^e en 2019. Le pays figurait pourtant parmi les 10 premiers en 2010.

L'indice mondial de compétitivité donne une idée du potentiel de croissance économique et de la productivité des pays. En 2019, il comportait 12 piliers : institutions, infrastructures, adoption des TIC, stabilité macroéconomique, santé, compétences, marché de produits, marché du travail, système financier, taille du marché, dynamisme des entreprises et capacité d'innovation.

Inégalité des revenus

Figurer parmi les **10 pays** de l'OCDE les plus égalitaires.

Seuil : la Suède occupait le 10^e rang en 2017 avec un **coefficient de Gini de 0,28**.

Le Canada se classait au **17^e rang** sur 29 pays de l'OCDE en 2017.

L'inégalité des revenus, exprimée par le **coefficient de Gini, était de 0,31** en 2017 (0 représentant l'égalité absolue et 1, l'inégalité absolue).

À améliorer

Le Canada se classe loin derrière les 10 premiers pays de l'OCDE en la matière. L'inégalité des revenus s'est creusée entre 1990 (0,289) et 2017 (0,31).

Le coefficient de Gini mesure le degré d'égalité de la répartition des revenus dans l'ensemble de la population. L'inégalité des revenus pose des risques économiques et politiques pour les pays de l'OCDE, y compris le Canada. La croissance inclusive est la clé pour réduire l'inégalité des revenus, qui est l'un des Objectifs de développement durable des Nations Unies.

Espérance de vie

Figurer parmi les **10 premiers pays** de l'OCDE.

Seuil : la Suède se classait 10^e en 2018 avec une espérance de vie de **82,6 ans**.

Le Canada se classait au **13^e rang** sur 36 pays de l'OCDE en 2018.

L'espérance de vie s'élevait à **82 ans**.

À améliorer

Ces dernières années, l'espérance de vie a moins augmenté au Canada que dans d'autres pays de l'OCDE. Bien que le Canada se rapproche de sa cible, il a légèrement reculé au classement et reste derrière les 10 premiers.

L'espérance de vie est intimement liée au niveau de vie, au mode de vie et à la qualité des systèmes d'éducation et de santé. Le Canada a tout intérêt à se pencher sur les facteurs qui freinent l'augmentation de l'espérance de vie, en particulier chez les populations à faible revenu ou marginalisées.

Indicateur

Durabilité de l'environnement



Cible

Atteindre la cible de réduction des émissions de GES à **511 millions de tonnes d'équivalent CO₂**.



Situation actuelle

Le Canada émettait **729 millions de tonnes d'équivalent CO₂** en 2018. Il se classait au **29^e rang** sur 32 pays de l'OCDE.



Tendances

En retard

Les émissions de GES ont augmenté ces dernières années, éloignant le Canada de son objectif. Le Canada figure parmi les pays les plus pollueurs et doit donc redoubler d'efforts dans la lutte contre les changements climatiques.



Importance de l'enjeu

L'avenir du Canada et du monde entier repose sur la réduction des émissions de GES et la transition vers une économie sobre en carbone. Il reste beaucoup de chemin à faire pour atteindre cet objectif. Les récentes mesures législatives assorties de cibles de réduction pourraient faire avancer les choses. La lutte contre les changements climatiques est l'un des Objectifs de développement durable des Nations Unies.

Liberté

Se classer parmi les **5 premiers pays** de l'indice de liberté dans le monde de Freedom House.

Le Canada occupait le **4^e rang** (ex æquo avec deux autres pays) de l'indice en 2020, avec une note totale de 98 sur 100.

En tête de file

Le Canada compte parmi les pays exemplaires pour son niveau de liberté. En 2020, il a obtenu 40 sur 40 pour les droits politiques et 58 sur 60 pour les libertés civiles, soit une note totale de 98 sur 100.

Son haut niveau de liberté et sa démocratie fondée sur l'État de droit et le respect des droits de la personne font du Canada un pays de choix pour y vivre ou s'y établir. L'indice de liberté dans le monde de Freedom House évalue l'état des droits civils et politiques dans 210 pays depuis 1973. Bien qu'il soit exemplaire à ce chapitre, le Canada doit maintenir sa vigilance pour protéger et renforcer ses institutions face aux défis mondiaux de la démocratie.

Indicateur



Cible



Situation actuelle



Tendances



Importance de l'enjeu

Progrès social

Figurer au **niveau 1** de l'indice de progrès social de Social Progress Imperative. L'organisme classe les pays par niveau en fonction de leur résultat.

Seuil : le Japon occupait le **13^e rang**, soit le dernier du niveau 1, avec une **note de 90,14**.

Le Canada se classait au **niveau 1** de l'indice de progrès social en 2020.

Il était **7^e** sur 163 pays avec une note de **91,4**.

En tête de file

Le Canada a remonté à l'indice de progrès social ces dernières années.

L'indice de progrès social est complémentaire aux mesures de prospérité généralement utilisées, comme le PIB. Un niveau élevé de progrès social contribue au bien-être, à l'inclusion sociale et à la tolérance. Ces facteurs renforcent à leur tour la résilience du pays en temps de crise, pour assurer sa prospérité à long terme. Les excellents résultats du Canada lui procurent un atout stratégique, bien qu'il subsiste des inégalités importantes au détriment de certaines populations.

[Sources]

Compétitivité mondiale : Forum économique mondial (2019). *Global Competitiveness Report*. Consulté au http://www3.weforum.org/docs/WEF_TheGlobalCompetitivenessReport2019.pdf

Inégalité des revenus : OCDE (2020). « Inégalité de revenu » (indicateur), <https://doi.org/10.1787/37e2ea85-fr>

Espérance de vie : OCDE (2020). « Espérance de vie à la naissance » (indicateur), <https://doi.org/10.1787/10e83f21-fr>

Durabilité de l'environnement : OCDE (2020). *Émissions de gaz à effet de serre*. Consulté au https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=AIR_GHG

Liberté : Freedom House (2020). *Freedom in the World 2020*. Consulté au <https://freedomhouse.org/report/freedom-world/2020/leaderless-struggle-democracy>

Progrès social : Social Progress Imperative (2020). *2020 Social Progress Index*. Consulté au <https://www.socialprogress.org/>

Analyse

Compétitivité mondiale

La compétitivité d'un pays traduit sa capacité d'attirer les investissements, d'innover et de stimuler sa croissance démographique et sa prospérité. Le Forum économique mondial estime que le Canada est un pays stable ayant une économie compétitive. En effet, il fait bonne figure au classement mondial : 14^e sur 141 pays en 2019, malgré un recul ces dernières années. Toujours selon le Forum économique mondial, plusieurs facteurs assombrissent cependant le contexte économique du pays. Par exemple, sur le plan de la mobilité intérieure de la main-d'œuvre, le Canada a reculé de 25 rangs en 2019 par rapport à 2018, et comme les autres pays du G7, il a perdu de sa compétitivité ces dernières décennies¹⁸⁴. Dans un récent rapport, Deloitte a estimé que la capacité d'innovation, le fardeau fiscal et la réglementation portaient atteinte à la compétitivité du Canada¹⁸⁵.

Inégalité des revenus

Il est difficile d'évaluer l'inégalité des revenus. La mesure la plus simple et la plus communément utilisée est le coefficient de Gini. Cela dit, cet indicateur n'englobe pas tous les éléments contribuant à l'inégalité. Il ne tient pas compte, par exemple, de la répartition inégale de la richesse ni des changements en haut et en bas de l'échelle de distribution des revenus. Il fournit néanmoins de précieuses indications sur le degré d'inégalité au Canada en comparaison avec d'autres pays.

Au sein des pays de l'OCDE, l'inégalité a atteint un sommet par rapport aux 30 dernières années et poursuit son ascension. La COVID-19 contribue certainement à creuser les écarts. En comparaison avec la moyenne des pays de l'OCDE, le degré d'inégalité des revenus est plus élevé au Canada¹⁸⁶. Celui-ci se classe loin derrière les 10 premiers pays pour cet indicateur. En 2017, le pays le plus égalitaire (ayant le plus faible niveau d'inégalité) était la République slovaque, avec un coefficient de Gini de 0,22¹⁸⁷. Le Canada, lui, affichait un coefficient de 0,31. L'accroissement de l'inégalité des revenus a des conséquences sociales, politiques et économiques : il freine la croissance du PIB et compromet la prospérité à long terme.

D'après les données de Statistique Canada sur le revenu après impôt rajusté en 2018, les 10 % des Canadiens qui occupaient le haut de l'échelle des revenus ont empoché 23 % du total des revenus du pays, alors que les 40 % au bas de l'échelle n'en ont touché que 20,8 %¹⁸⁸. L'inégalité désavantage surtout les populations autochtones, les minorités visibles, les nouveaux immigrants et les personnes ayant un handicap, c'est-à-dire les groupes généralement victimes des barrières à l'emploi et de la sous-utilisation du capital humain. Ainsi, le revenu total des Autochtones en 2015 ne dépassait pas 75 % de celui des non-Autochtones¹⁸⁹. Les Nations Unies ont inscrit la réduction de l'inégalité des revenus dans leurs Objectifs de développement durable, en vue d'atteindre et de maintenir une croissance des revenus à un taux supérieur à la moyenne nationale pour les 40 % de la population qui gagnent le moins¹⁹⁰.

Le Canada est également à la traîne par rapport à d'autres pays de l'OCDE pour ce qui est du taux de pauvreté (le rapport mesurant le nombre de personnes vivant sous le seuil de la pauvreté, défini par l'OCDE comme le revenu médian de la totalité des ménages). Le Canada se classait au 18e rang sur 29 pays de l'OCDE en 2017¹⁹¹. L'OCDE constate que ces dernières années, environ 12 % des Canadiens vivaient sous le seuil de pauvreté relative et 33 % risquaient de tomber dans la pauvreté s'ils étaient privés de revenu durant trois mois¹⁹². Parmi les pays de l'OCDE, c'est l'Islande qui affichait le plus faible taux de pauvreté en 2017.

Espérance de vie

Pour l'OCDE, l'espérance de vie est liée au niveau de vie, au mode de vie, et à la qualité des systèmes d'éducation et de santé. Le Canada voit son espérance de vie à la naissance augmenter depuis 20 ans (de 78,5 ans en 1998, elle est passée à 82 ans en 2018), et pourtant, il ne parvient pas à se classer parmi les 10 premiers pays de l'OCDE depuis 15 ans. C'est la Suisse qui enregistrait la meilleure espérance de vie en 2018, soit 83,8 ans¹⁹³.

L'espérance de vie n'est pas la même pour tous au Canada. En effet, selon Statistique Canada, les personnes ayant un niveau de scolarité et un revenu élevés ont plus de chance de vivre longtemps et en bonne santé que les personnes dont le niveau de scolarité et le revenu sont faibles¹⁹⁴. Les disparités relatives aux déterminants sociaux de la santé entre les Autochtones et les non-Autochtones entraînent aussi des écarts entre les deux groupes quant à l'espérance de vie¹⁹⁵. De même, les décès prématurés attribuables à la consommation d'opioïdes ont ralenti la progression de l'espérance

de vie, ce qui souligne l'urgence de résoudre cette crise nationale¹⁹⁶. La COVID-19, enfin, aura certainement un effet sur l'espérance de vie en 2020 et les années suivantes.

Selon une récente étude, le prolongement de l'espérance de vie va souvent de pair avec l'augmentation du nombre d'années de vie en mauvaise santé¹⁹⁷. Il est donc important de tenir compte du nombre d'années de vie en santé. Avec une espérance de vie en santé de 70,5 ans, le Canada occupait en 2019 le 13e rang sur 141 pays à l'indice mondial de compétitivité du Forum économique mondial pour ce pilier¹⁹⁸. La pandémie de COVID-19, qui a fait ressortir l'importance capitale pour les personnes âgées d'avoir un logement et des soins de qualité, pourrait miner les résultats du Canada. Le vieillissement de la population obligera le pays à trouver des solutions novatrices et moins coûteuses pour favoriser l'autonomie des personnes âgées et les maintenir en bonne santé.

Durabilité de l'environnement

En 2015, le Canada signait avec 194 autres pays l'Accord de Paris sur le climat, assorti de cibles de réduction des gaz à effet de serre (GES) en vue de combattre les changements climatiques et de soutenir la durabilité de l'environnement. Les changements climatiques pourraient compromettre la prospérité du Canada comme du monde entier. Parce qu'il figure parmi les pays les plus pollueurs, le Canada doit redoubler d'efforts dans la lutte contre les changements climatiques. L'OCDE signale que le Canada fait face à des défis liés à sa consommation élevée d'énergie et de ressources, ainsi qu'aux pressions exercées sur sa biodiversité et ses ressources hydriques.¹⁹⁹ Dans son édition

de 2021, le Climate Change Performance Index classe lui aussi le Canada parmi les cancrs, au 58e rang sur 61 pays, pour ses résultats « très faibles » relativement aux GES, aux énergies renouvelables et à la consommation d'énergie²⁰⁰.

De plus, la performance environnementale générale du Canada par rapport aux autres pays de l'OCDE laisse fort à désirer : dans l'indice de performance environnementale 2020, qui évalue la santé de l'environnement et la vitalité des écosystèmes, le Canada figure seulement au 20e rang sur 36, légèrement au-dessus de la moyenne²⁰¹.

Le pays est loin d'atteindre les cibles fixées par le gouvernement fédéral. Après une baisse en 2008 et en 2009, les émissions ont repris une tendance à la hausse. Ottawa a déposé un projet de loi en novembre 2020 fixant des cibles contraignantes pour atteindre la carboneutralité en 2050²⁰². Mais la route est encore longue. La lutte contre les changements climatiques est l'un des Objectifs de développement durable des Nations Unies.

Liberté

Un pays où la liberté est une valeur fondamentale, qui est fondé sur la démocratie, l'État de droit et le respect des droits de la personne, est un lieu où il fait bon vivre et travailler et une destination de choix pour les immigrants. Le respect des droits politiques et des libertés civiles est une tradition bien ancrée au Canada, qui se classe généralement dans le quantile supérieur de l'indice annuel de liberté dans le monde de Freedom House. Malgré la perte d'un point en 2020 pour les libertés civiles, il reste exemplaire : seuls 4 pays sur 210 le devancent dans le classement.



Il est crucial de protéger notre démocratie, nos libertés civiles et nos droits politiques. Dans le contexte mondial actuel, on ne peut tenir la stabilité pour acquise. Les États-Unis, par exemple, qui occupaient habituellement un rang élevé au classement, ont perdu des points ces dernières années. Le Canada doit préserver et même renforcer ses traditions et ses institutions démocratiques, notamment la liberté et l'indépendance des médias. Cela dit, comme le fait remarquer Freedom House, la liberté n'est pas tout à fait acquise pour les populations vulnérables, notamment les Autochtones; ceux-ci sont encore victimes de discrimination et d'inégalités, notamment de l'insécurité alimentaire et de l'accès difficile à l'éducation, aux soins de santé et à l'emploi²⁰³.

Progrès social

Le progrès social est révélateur du bien-être sociétal. L'indice de progrès social de Social Progress Imperative mesure la réussite sociétale qui, combinée à d'autres indicateurs comme le PIB, sert à évaluer la prospérité d'un pays. L'indice évalue la satisfaction des besoins fondamentaux (p. ex. les soins médicaux), les facteurs de bien-être (p. ex. la qualité de l'environnement) et l'égalité des chances (p. ex. l'accès aux études supérieures). Un niveau élevé de progrès social contribue au bien-être, à l'inclusion sociale et à la tolérance. Ces facteurs renforcent à leur tour la résilience du pays en temps de crise, pour assurer sa prospérité à long terme.

Le Canada se classe en général parmi les meilleurs pays en termes de progrès social. Il est passé du bas au milieu du niveau supérieur du classement ces dernières années. Il arrivait auparavant parmi les premiers (au 2e rang en 2016). Le pays obtient

de bons résultats en ce qui concerne les besoins fondamentaux (alimentation, soins médicaux de base, eau potable et hygiène, logement, sécurité personnelle) et l'égalité des chances (droits de la personne, liberté et libre arbitre, inclusion sociale, accès aux études supérieures). Pour ces deux catégories, il se classait au 6e rang de l'indice en 2020. En revanche, il occupait le 14e rang pour les facteurs de bien-être (accès aux connaissances élémentaires, accès à l'information et aux communications, santé et bien-être, qualité de l'environnement)²⁰⁴.

Malgré sa place enviable au classement, on observe toujours au Canada des inégalités quant aux déterminants essentiels de progrès social. L'eau potable, le logement adéquat et les soins médicaux demeurent des problèmes criants pour de nombreuses communautés des Premières Nations qui n'y ont pas accès. Les inégalités dont sont victimes ces populations sont des faits connus que de nombreuses études ont abondamment rapportés et commentés au fil des ans. L'amélioration de la situation socioéconomique et de la qualité de vie des Autochtones au Canada est l'un des fondements de la réconciliation. Il est plus qu'urgent de mettre la jeunesse autochtone sur la voie de la réussite et de l'accomplissement personnel.

La COVID-19 a creusé davantage la disparité sociale et mis en évidence les inégalités sur les plans de la santé et de l'économie. On sait par exemple que les Noirs ont subi plus durement les répercussions de la crise que les autres populations du Canada²⁰⁵.

Conclusion

L'accroissement stratégique et continu de la population du Canada durant ce siècle sera garant de sa prospérité. Au nombre des avantages, une hausse notable du PIB, une meilleure gestion du vieillissement de la population, une économie innovante et dynamique, et une société prospère et diversifiée rehaussant la notoriété internationale du pays.

Le Tableau de bord de l'Initiative du Siècle servira au suivi des progrès accomplis par rapport aux indicateurs socioéconomiques clés dans la poursuite de notre objectif, soit d'atteindre 100 millions d'habitants en 2100 par une croissance intelligente et responsable. D'après les résultats de cette première édition, on constate des progrès, mais aussi des retards importants qu'il faudra rattraper au cours des prochaines années. En effet, si de nombreux indicateurs liés à l'immigration

et à l'éducation affichent des résultats plus que satisfaisants, à l'inverse, la productivité et l'aide à l'enfance laissent à désirer. Dans ces domaines, nous devons redoubler d'efforts pour réaliser la vision de l'Initiative du Siècle à l'horizon 2100. Et dans les domaines où le pays excelle, il faudra maintenir le cap pour garantir à tous les Canadiens un avenir prospère.

Ensemble, nous pouvons faire du Canada un pays plus fort et prospère, résilient et influent sur la scène internationale. Cette première édition du Tableau de bord jette un éclairage sur les questions qui requièrent une attention particulière de la part des parties prenantes, des élus et des autres décideurs. Nous devons approfondir notre réflexion et investir massivement pour bâtir le pays que nous voulons, où 100 millions d'habitants vivront dans la prospérité et le respect de l'environnement en 2100.

Annexe A : Indicateurs et sources

Section	Indicateur	Description des sources
Population de 100 millions d'habitants	Croissance démographique	Statistique Canada – Le taux de croissance démographique correspond à la variation annuelle de la population en tenant compte des naissances, des décès et de l'immigration au cours d'une année. À l'aide des données de Statistique Canada, le Conference Board du Canada a établi à la demande de l'Initiative du Siècle une modélisation proposant des points de repère afin de déterminer le taux de croissance nécessaire pour atteindre 100 millions d'habitants en 2100, à partir d'hypothèses portant notamment sur l'indice de fécondité.
Population de 100 millions d'habitants	Admissions d'immigrants	Statistique Canada – Le nombre d'immigrants admis chaque année au Canada. À l'aide des données de Statistique Canada, le Conference Board du Canada a établi à la demande de l'Initiative du Siècle une modélisation estimant le taux d'immigration nécessaire pour atteindre 100 millions d'habitants en 2100, en tenant compte des cibles d'immigration annoncées par le gouvernement fédéral pour les prochaines années et à partir d'hypothèses portant sur l'indice de fécondité.
Population de 100 millions d'habitants	Indice de fécondité	Données de l'OCDE sur la fécondité – L'OCDE calcule l'indice de fécondité en fonction du nombre d'enfants que chaque femme pourrait mettre au monde si elle vivait jusqu'à la fin de sa période de fécondité et si elle donnait naissance au nombre d'enfants correspondant au taux de fécondité par âge de l'année considérée. Le Conference Board du Canada a établi à la demande de l'Initiative du Siècle une modélisation en vue de déterminer les moyens d'atteindre 100 millions d'habitants en 2100. Celle-ci suppose que l'indice de fécondité devrait augmenter à 1,6 en 2030.
Immigration	Écart de revenu	Statistique Canada – Selon les données de recensement, Statistique Canada suit l'évolution des revenus des immigrants et des non-immigrants en fonction de leur niveau de scolarité, entre autres indicateurs. Le calcul du revenu d'emploi médian englobe les immigrants et les non-immigrants titulaires d'un certificat ou d'un diplôme universitaires (baccalauréat ou grade supérieur).
Immigration	Rétention des immigrants par province	Statistique Canada – Le taux de rétention des immigrants 5 ans après leur arrivée au Canada, aux niveaux national et provincial. Le taux de rétention correspond au pourcentage des contribuables immigrants qui maintiennent leur résidence au Canada.
Immigration	Établissement permanent des étudiants étrangers	IRCC – Les données d'IRCC sur les admissions de résidents permanents qui détenaient auparavant un permis d'études par catégorie d'immigrant, de 2015 au 31 octobre 2020.
Immigration	Acceptation des immigrants	L'indice d'acceptation des migrants de Gallup évalue l'acceptation sociétale selon la perception positive ou négative qu'ont les gens de la présence d'immigrants dans leur pays, de la possibilité d'avoir des immigrants pour voisins ou de l'éventualité qu'un immigrant se marie avec un membre de leur famille.

Immigration	Satisfaction des immigrants	Analyse des données de l'OCDE sur la satisfaction déclarée des immigrants – Celle-ci est fondée sur la moyenne de satisfaction déclarée, sur une échelle de 0 à 10, chez les personnes de 16 ans et plus nées à l'étranger entre 2008 et 2015. L'OCDE tire ses données des indices Gallup pour cette même période.
Immigration	Réputation mondiale	Classement de la réputation des pays de RepTrak – Ce classement est publié chaque année dans le magazine Forbes. RepTrak évalue la réputation des pays du G8 à partir de sondages d'opinion publique et de son propre modèle d'analyse comparative.
Économie, emploi et entrepreneuriat	PIB par habitant	Données de l'OCDE sur le PIB par habitant – Le PIB mesure la valeur créée par la production de biens et services dans un pays durant une période définie. Il est exprimé en dollars américains par habitant (PPA courantes).
Économie, emploi et entrepreneuriat	Écosystème d'entrepreneuriat	Indice mondial de l'entrepreneuriat – Cet indice annuel publié par le Global Entrepreneurship and Development Institute évalue la santé des écosystèmes d'entrepreneuriat dans 137 pays. Il analyse les données sur les attitudes entrepreneuriales, les capacités et les aspirations de la population, qui sont ensuite pondérées en fonction des infrastructures sociales et économiques, comme la connectivité à large bande et les transports assurant la liaison avec les marchés extérieurs. L'indice comprend 14 indicateurs.
Économie, emploi et entrepreneuriat	Croissance des entreprises	Statistique Canada – Le nombre d'entreprises en forte croissance au Canada, en fonction de leurs revenus. Statistique Canada considère qu'une entreprise est en forte croissance lorsque sa croissance moyenne annualisée dépasse 20 % par an pendant trois ans.
Économie, emploi et entrepreneuriat	Productivité	Données de l'OCDE sur le PIB par heure travaillée – La mesure de la productivité s'exprime en PIB par heure travaillée. Elle évalue l'efficacité avec laquelle le facteur travail et d'autres facteurs de production sont utilisés dans le processus de production.
Économie, emploi et entrepreneuriat	Investissements des entreprises dans la recherche et le développement	Données de l'OCDE sur les DIRDE – Les dépenses des entreprises en recherche et développement exprimées en pourcentage du PIB.
Économie, emploi et entrepreneuriat	Taux d'activité	Données de l'OCDE sur le taux d'activité – Ce taux correspond au nombre d'actifs rapporté à l'ensemble de la population en âge de travailler (de 15 à 64 ans).
Économie, emploi et entrepreneuriat	Pourcentage de travailleurs participant à un régime de pension agréé	Statistique Canada – Données sur le nombre de participants à un régime de pension agréé en janvier 2019, selon le pourcentage de travailleurs rémunérés couverts par un tel régime entre 1998 et 2018.
Économie, emploi et entrepreneuriat	Dette des ménages	Données de l'OCDE sur la dette des ménages – La dette des ménages désigne tous les engagements des ménages nécessitant un ou plusieurs paiements d'intérêts ou de principal à des créanciers. Elle est calculée comme la somme des crédits (principalement des crédits hypothécaires et des crédits à la consommation) et des autres comptes à payer. Cet indicateur est mesuré en pourcentage du revenu disponible net des ménages.

Éducation et formation	Dépenses publiques en éducation	Données de l'OCDE sur les dépenses en éducation – Les dépenses publiques en éducation incluent les dépenses directes au titre des établissements d'enseignement et les subventions publiques versées aux ménages et gérées par les établissements d'enseignement. Cet indicateur est exprimé en pourcentage du PIB, ventilé par niveau (du primaire au postsecondaire non-tertiaire et supérieur).
Éducation et formation	Dépenses publiques en formation	Données de l'OCDE sur les dépenses publiques consacrées aux marchés du travail – Cet indicateur, exprimé en pourcentage du PIB, mesure les dépenses publiques en formation, recouvrant le financement des formations en établissement, sur le lieu de travail et en alternance/entreprise ainsi que le soutien spécial à l'apprentissage.
Éducation et formation	Proportion de diplômés de l'enseignement supérieur	Données de l'OCDE sur les diplômés de l'enseignement supérieur – Le pourcentage des diplômés du supérieur par rapport à la population du même groupe d'âge (25 à 34 ans).
Éducation et formation	Compétences des élèves de 15 ans à l'écrit, en sciences et en mathématiques	Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) de l'OCDE – Cet indicateur exprime la moyenne des résultats à l'écrit, en sciences et en mathématiques des élèves de 15 ans.
Éducation et formation	Jeunes qui ne sont ni en emploi, ni aux études, ni en formation	Données de l'OCDE sur les jeunes déscolarisés sans emploi (NEET) – Cet indicateur correspond au pourcentage de jeunes qui ne sont ni en emploi, ni aux études, ni en formation, par rapport à l'ensemble des jeunes du même groupe d'âge (de 20 à 24 ans).
Aide aux enfants et aux familles	Pauvreté infantile	Statistique Canada – La mesure du taux de pauvreté, selon l'indicateur officiel du seuil de pauvreté (mesure du panier de consommation) chez les moins de 18 ans.
Aide aux enfants et aux familles	Services de garde	Statistique Canada – Les données sur la fréquentation d'un service d'éducation préscolaire ou de garde chez les enfants de 0 à 5 ans, selon l'Enquête sur les modes d'apprentissage et de garde des jeunes enfants de Statistique Canada en 2019. Les modes d'apprentissage et de garde des jeunes enfants comprennent toutes les formes de services de garde d'enfants officiels et informels fournis par une personne autre que le parent ou le tuteur. Il peut s'agir par exemple de services en garderie, de services de garde à domicile par une personne apparentée ou non, ou encore de programmes de garde avant ou après l'école. Note : Les données de Statistique Canada sont comparées à celles de l'OCDE sur la fréquentation des services de garde et d'éducation préscolaire.
Aide aux enfants et aux familles	Congé parental	Données de l'OCDE sur les caractéristiques principales des systèmes de congé parental – Cet indicateur mesure la durée du congé parental disponible en nombre de semaines, selon le nombre de semaines de congé de maternité, de paternité et parental à l'équivalent du plein taux de rémunération.
Aide aux enfants et aux familles	Bien-être des enfants et des jeunes	Bilan Innocenti de l'UNICEF sur le bien-être des enfants et des jeunes – Le Bilan mesure le bien-être des enfants et des jeunes (moins de 18 ans) dans les pays riches, d'après un ensemble d'indicateurs. Ceux-ci diffèrent d'un Bilan à l'autre. Le Bilan 2020 comprend 22 indicateurs dans les catégories suivantes : environnement, compétences, économie, relations, société, éducation, santé, budget, bien-être mental et santé physique.

Aide aux enfants et aux familles	Dépenses publiques destinées aux enfants et aux familles	Données de l'OCDE sur les dépenses publiques en prestations familiales – Cet indicateur exprime les dépenses publiques destinées aux enfants et aux familles en pourcentage du PIB. Les dépenses publiques en prestations familiales correspondent à l'ensemble des aides financières versées par les pouvoirs publics au titre exclusif de la famille et des enfants. L'OCDE les classe en trois catégories : les transferts aux familles qui comptent des enfants, les dépenses publiques dans les services aux familles et l'aide fiscale aux parents.
Développement urbain et infrastructures	Investissements dans les infrastructures	Statistique Canada – Les données de Statistique Canada sur les investissements dans les infrastructures par rapport au PIB par habitant.
Développement urbain et infrastructures	État des infrastructures	Pilier Infrastructures de l'indice mondial de compétitivité du Forum Économique Mondial – Cet indice évalue deux types d'infrastructures : les réseaux de transport et les services publics. Le volet transports comprend la connectivité routière, la qualité des infrastructures routières, la densité du réseau ferroviaire, l'efficacité des services de transport ferroviaire, la connectivité aéroportuaire, l'efficacité des services de transport aérien, la connectivité du transport maritime de ligne et l'efficacité des services portuaires. Le volet services publics comprend l'accès à l'électricité, la qualité du réseau électrique, le risque d'insalubrité de l'eau potable et la fiabilité de l'approvisionnement en eau.
Développement urbain et infrastructures	Coût du logement	Statistique Canada – La mesure du coût du logement dans les centres urbains du Canada, selon la fréquence des besoins impérieux en la matière. Un ménage est considéré avoir un besoin impérieux en matière de logement lorsqu'il occupe un logement jugé inadéquat, malsain ou inabordable (dont le coût équivaut à au moins 30 % du revenu total du ménage avant impôt).
Développement urbain et infrastructures	Accès aux services Internet à large bande	Rapport de surveillance des communications du CRTC – La disponibilité du service Internet à large bande illimitée d'une vitesse de 50/10 Mbps dans l'ensemble des provinces et territoires.
Développement urbain et infrastructures	Qualité des services Internet à large bande	Statistiques du haut débit de l'OCDE – Le pourcentage des connexions par fibre optique par rapport à l'ensemble des connexions haut débit fixes. Les données sur les connexions par fibre comprennent la desserte par fibre de l'abonné (DFA) et la desserte par fibre de l'immeuble (DFI), mais excluent la fibre jusqu'au trottoir et la fibre jusqu'au nœud.
Développement urbain et infrastructures	Densité de la population dans les régions métropolitaines	Données de l'OCDE sur les aires métropolitaines – La densité de la population dans les centres urbains des zones métropolitaines, exprimée en nombre d'habitants par kilomètre carré. La base de données de l'OCDE comprend 16 villes canadiennes dont les centres urbains (zones à haute intensité de navettage) comptent plus de 200 000 habitants.
Développement urbain et infrastructures	Inégalité des revenus dans les régions métropolitaines	Données de l'OCDE sur les aires métropolitaines – La répartition des revenus est mesurée par le coefficient Gini. Les trois villes canadiennes les plus peuplées sont incluses dans cet indicateur.

Croissance responsable	Compétitivité mondiale	Forum économique mondial – Le Forum économique mondial publie chaque année l'indice mondial de compétitivité. La dernière édition de l'indice, en 2019, évalue les résultats de 141 pays selon 12 piliers : institutions, infrastructures, adoption des TIC, stabilité macroéconomique, santé, compétences, marché de produits, marché du travail, système financier, taille du marché, dynamisme des entreprises et capacité d'innovation.
Croissance responsable	Inégalité des revenus	Données de l'OCDE sur l'inégalité des revenus – L'indicateur utilisé est le coefficient de Gini, qui mesure la répartition des revenus et compare la proportion des revenus avec la proportion de la population. Le coefficient est exprimé sur une échelle de 0 à 1, où 0 représente l'égalité absolue et 1, l'inégalité absolue.
Croissance responsable	Espérance de vie	Données de l'OCDE sur l'espérance de vie à la naissance – Cet indicateur évalue la durée de vie probable d'un nouveau-né en supposant que le taux de mortalité reste stable.
Croissance responsable	Durabilité de l'environnement	Données de l'OCDE sur les émissions de gaz à effet de serre – Les données de l'OCDE dégagent les tendances relatives aux émissions d'origine humaine de gaz à effet de serre, ventilées par gaz. Les émissions, exprimées en millions de tonnes d'équivalent CO ₂ , sont communiquées dans les inventaires nationaux exigés par la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.
Croissance responsable	Liberté	Indice de liberté dans le monde – Cet indice annuel publié par Freedom House évalue l'état des droits politiques et des libertés civiles partout dans le monde. Le classement comprend 195 pays et 15 territoires. Il est établi en fonction des résultats d'études sur le terrain, de consultations auprès de contacts locaux, et d'informations recueillies dans la presse et auprès d'organisations non gouvernementales, de gouvernements et d'autres sources.
Croissance responsable	Progrès social	Indice de progrès social – Cet indice établi par l'organisme Social Progress Imperative évalue le progrès social et attribue une note à chaque pays dans trois grands domaines : satisfaction des besoins fondamentaux (alimentation, soins médicaux de base, eau potable et hygiène, logement, sécurité personnelle), facteurs de bien-être (accès aux connaissances élémentaires, accès à l'information et aux communications, santé et bien-être, qualité de l'environnement) et égalité des chances (droits de la personne, liberté et libre arbitre, inclusion sociale, accès aux études supérieures). La note globale, classée ensuite par niveau, est calculée à partir de 50 indicateurs sociaux et environnementaux sur la santé, la sécurité, l'éducation, les technologies et les droits, entre autres.

Notes

- 1 Fostik, A (2020). *Incertitude et report : Les conséquences de la pandémie sur la fécondité au Canada*. Institut Vanier. Consulté au <https://institutvanier.ca/incertitude-et-report-les-consequences-de-la-pandemie-sur-la-fecondite-au-canada/>
- 2 Statistique Canada (2020). *Estimations de la population du Canada, troisième trimestre de 2020*. Consulté au <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/201217/dq201217b-fra.htm?indid=4098-1&indgeo=0>
- 3 Statistique Canada (2020). *Tableau 17-10-0009-01 : Estimations de la population, trimestrielles*. Consulté au https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=1710000901&cubeTimeFrame.startMonth=10&cubeTimeFrame.startYear=2016&cubeTimeFrame.endMonth=10&cubeTimeFrame.endYear=2016&referencePeriods=20161001%2C20161001&request_locale=fr
- 4 Statistique Canada (2021). *Estimations de la population du Canada : régions infraprovinciales, 1^{er} juillet 2020*. Consulté au <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/210114/dq210114a-fra.htm>
- 5 Statistique Canada (2021). *Estimations de la population du Canada : âge et sexe, 1^{er} juillet 2020*. Consulté au <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/200929/dq200929b-fra.htm?indid=4236-3&indgeo=0>
- 6 Statistique Canada (2020). *Estimations de la population du Canada : régions infraprovinciales, 1^{er} juillet 2019*. Consulté au <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/200213/dq200213a-fra.htm>
- 7 Statistique Canada (2017). *Les peuples autochtones au Canada : faits saillants du Recensement de 2016*. Consulté au <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/171025/dq171025a-fra.htm>
- 8 Statistique Canada (2017). *Série « Perspective géographique », Recensement de 2016*. Produit n° 98-404-X2016001 au catalogue de Statistique Canada. Consulté au <https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/as-sa/fogs-spg/Facts-can-fra.cfm?LANG=Fra&GK=CAN&GC=01&TOPIC=9>
- 9 Statistique Canada (2017). *Série « Perspective géographique », Recensement de 2016*. Produit n° 98-404-X2016001 au catalogue de Statistique Canada. Consulté au <https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/as-sa/fogs-spg/Facts-can-fra.cfm?LANG=Fra&GK=CAN&GC=01&TOPIC=9>
- 10 Cette cible se fonde sur la modélisation démographique du Conference Board du Canada.
- 11 *Ibid.*
- 12 *Ibid.*
- 13 Ades, J., D. Fields, M. Macdonald et M. Steward (2016). *A Long-Term View of Canada's Changing Demographics: Are Higher Immigration Levels an Appropriate Response to Canada's Aging Population?* Conference Board du Canada. Consulté au <https://www.conferenceboard.ca/e-library/abstract.aspx?did=8282>
- 14 OCDE (2020). « Population » (indicateur), <https://doi.org/10.1787/f54a1275-fr>
- 15 Statistique Canada (2017). *Les peuples autochtones au Canada : faits saillants du Recensement de 2016*. Consulté au <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/171025/dq171025a-fra.htm>
- 16 Hagan, S. et K. Bolongaro (2021). *Immigration to Canada Falls by Half on Pandemic Disruptions*. Bloomberg. Consulté au <https://www.bloomberg.com/news/articles/2021-02-12/immigration-to-canada-falls-by-half-on-pandemic-disruptions>
- 17 Ministère des Finances Canada (2020). *Énoncé économique de l'automne de 2020 : Soutenir les Canadiens et lutter contre la COVID-19*. Consulté au <https://budget.gc.ca/fes-eea/2020/report-rapport/toc-tdm-fr.html>
- 18 IRCC (2020). *Avis – Renseignements supplémentaires sur le Plan des niveaux d'immigration 2021-2023*. Consulté au <https://www.canada.ca/fr/immigration-refugies-citoyennete/nouvelles/avis/renseignements-supplementaires-niveaux-immigration-2021-2023.html>
- 19 IRCC (2020). *Avis – Renseignements supplémentaires sur le Plan des niveaux d'immigration 2020-2022*. Consulté au <https://www.canada.ca/fr/immigration-refugies-citoyennete/nouvelles/avis/renseignements-supplementaires-niveaux-immigration-2020.html>
- 20 Services économiques RBC (2021). *Interruption de l'immigration au Canada : perspectives pour 2021*. Consulté au https://leadershipavise.rbc.com/interruption-de-limmigration-au-canada-perspectives-pour-2021/?_ga=2.240493643.954103104.1614851019-1565512937.1614851019
- 21 El-Assal, K. (2021). « Why Canada's 401,000 immigration target for 2021 is achievable », *CIC News*. Consulté au <https://www.cicnews.com/2021/02/why-canadas-401000-immigration-target-for-2021-is-achievable-0217170.html>
- 22 Les graphiques représentant la modélisation démographique réalisée par le Conference Board du Canada sont reproduits dans le site Web de l'Initiative du Siècle : <https://www.centuryinitiative.ca/why-100m>

- 23 IRCC (2020). *Le gouvernement du Canada annonce un plan pour favoriser la reprise économique à l'aide de l'immigration*. Consulté au <https://www.canada.ca/fr/immigration-refugies-citoyennete/nouvelles/2020/10/le-gouvernement-du-canada-annonce-un-plan-pour-favoriser-la-reprise-economique-a-laide-de-limmigration.html>
- 24 Statistique Canada (2020). *Le Quotidien – Naissances, 2019*. Consulté au <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/200929/dq200929e-fra.htm>
- 25 Statistique Canada (2016). *Les femmes des Premières Nations, les Métisses et les Inuites*. Consulté au <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/89-503-x/2015001/article/14313-fra.htm>
- 26 Sobotka, T., A. Matysiak, Z. Brzozowska (2019) *Policy responses to low fertility: How effective are they?* Consulté au https://www.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/Policy_responses_low_fertility_UNFPA_WP_Final_corrections_7Feb2020_CLEAN.pdf
- 27 Les graphiques représentant la modélisation démographique réalisée par le Conference Board du Canada sont reproduits dans le site Web de l'Initiative du Siècle : <https://www.centuryinitiative.ca/why-100m>
- 28 Stanford, J. (2020). *Le rôle des services éducatifs et de garde à l'enfance dans la relance de l'économie canadienne après la COVID-19*. Centre for Future Work. <https://centreforfuturework.ca/wp-content/uploads/2020/12/ELCC-The-Role-of-Early-Learning-and-Child-Care-French.pdf>
- 29 IRCC (2020). *Le gouvernement du Canada annonce un plan pour favoriser la reprise économique à l'aide de l'immigration*. Consulté au <https://www.canada.ca/fr/immigration-refugies-citoyennete/nouvelles/2020/10/le-gouvernement-du-canada-annonce-un-plan-pour-favoriser-la-reprise-economique-a-laide-de-limmigration.html>
- 30 Turcotte, M. et K. Savage (2020). *La contribution des immigrants et des groupes de population désignés comme minorités visibles aux professions d'aide-infirmier, d'aide-soignant et de préposé aux bénéficiaires*. Consulté au <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/45-28-0001/2020001/article/00036-fra.htm>
- 31 Hou, F., G. Picot et J. Zhang (2020). *Transitions entre périodes d'emploi et de chômage vécues par les immigrants pendant la période de confinement obligatoire en raison de la COVID-19 et la période de reprise des activités*. Consulté au <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/45-28-0001/2020001/article/00070-fra.htm>
- 32 Omidvar, R. (2020). *Canada must make it easier for essential workers to immigrate*. First Policy Response. Consulté au <https://policyresponse.ca/canada-must-make-it-easier-for-essential-workers-to-immigrate/>
- 33 Statistique Canada, Recensement de la population de 2016, produit n° 98-400-X2016200 au catalogue de Statistique Canada.
- 34 Statistique Canada, Recensement de la population de 2006, produit n° 97-563-XCB2006059 au catalogue de Statistique Canada.
- 35 Statistique Canada (2020). *Le Quotidien – Les immigrants sont près de trois fois plus susceptibles de connaître une surqualification persistante que les non-immigrants*. Consulté au <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/200902/dq200902a-fra.htm?CMP=mstatcan>
- 36 Statistique Canada (2020). *La persistance de la surqualification en emploi des immigrants et des non-immigrants*. Consulté au <https://www150.statcan.gc.ca/n1/fr/pub/75-006-x/2020001/article/00004-fra.pdf?st=e1dckcl0>
- 37 Statistique Canada. *Tableau 43-10-0010-01, Revenu des immigrants selon l'année d'admission et catégorie d'admission d'immigrant, Canada et provinces*; Statistique Canada. *Tableau 11-10-0239-01, Revenu des particuliers selon le groupe d'âge, le sexe et la source de revenu, Canada, provinces et certaines régions métropolitaines de recensement*.
- 38 Medow, J. et O. Sheldrick (2020). *Integrating Newcomers into Ontario's Economy: A Strategy for Professionally Skilled Immigrant Success*. Ontario 360. Consulté au <https://on360.ca/policy-papers/integrating-newcomers-into-ontarios-economy-a-strategy-for-professionally-skilled-immigrant-success/>
- 39 Block, S., G. Galabuzi et R. Tranjan (2019). *Canada's Colour Coded Income Inequality*. Centre canadien de politiques alternatives. Consulté au <https://www.policyalternatives.ca/sites/default/files/uploads/publications/National%20Office/2019/12/Canada%27s%20Colour%20Coded%20Income%20Inequality.pdf>
- 40 Statistique Canada (2018). *Revenu et mobilité des immigrants, 2016*. Consulté au <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/181210/dq181210a-fra.htm>
- 41 OCDE (2018). *Trouver ses marques 2018 : Les indicateurs de l'intégration des immigrés*. Consulté au https://www.oecd-ilibrary.org/fr/social-issues-migration-health/trouver-ses-marques-2018_9789264309234-fr
- 42 IRCC (2020). *Évaluation du système Entrée express : impacts préliminaires sur les résultats économiques et la gestion du système*. Consulté au <https://www.canada.ca/fr/immigration-refugies-citoyennete/organisation/rapports-statistiques/evaluations/eval-entree-express-resultats-economiques-gestion-du-systeme.html>
- 43 Initiative du Siècle (2019). *Achieving better integration outcomes*. Consulté au https://uploads-ssl.webflow.com/5f931bff6aee7ca287dbada2/5f9ad44af276dad854c49741_Ci-Mini-03-C.pdf
- 44 Statistique Canada (2018). *Taux de rétention cinq ans après l'admission chez les immigrants déclarants admis en 2011, selon la province d'admission*. Consulté au <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/181210/cg-a002-fra.htm>
- 45 Statistique Canada (2017). *Série « Perspective géographique », Recensement de 2016*. Produit n° 98-404-X2016001 au catalogue de Statistique Canada.

- Consulté au <https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/as-sa/fogs-spg/Facts-can-fra.cfm?LANG=Fra&GK=CAN&GC=01&TOPIC=7>
- 46 Hou, F. (2020). *Sélection des immigrants en deux étapes : analyse de son expansion au Canada*. Consulté au <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/11-626-x/11-626-x2020010-fra.htm>
 - 47 TD Economics (2019). *Canada's Population Boom: An international student story*. Consulté au <https://www.citynews1130.com/wp-content/blogs.dir/sites/9/2019/06/11/Canadas-Population-Boom-An-International-Student-Story.pdf>
 - 48 IRCC, Dirigeant principal des données (DPD), données sur les résidents permanents au 31 octobre 2020.
 - 49 Keung, N. (2020). « They've graduated in Canada but they need work experience to stay here. Thanks to COVID-19, 'no one is hiring' », *Toronto Star*. Consulté au <https://www.thestar.com/news/canada/2020/11/24/theyve-graduated-in-canada-but-they-need-work-experience-to-stay-here-thanks-to-covid-19-no-one-is-hiring.html>
 - 50 IRCC (2020). *Rapport annuel au Parlement sur l'immigration, 2020*. Consulté au <https://www.canada.ca/fr/immigration-refugies-citoyennete/organisation/publications-guides/rapport-annuel-parlement-immigration-2020.html>
 - 51 OCDE (2020). *Étudiants en mobilité internationale (indicateur)*. Consulté au <https://data.oecd.org/fr/students/etudiants-en-mobilite-internationale.htm>
 - 52 IRCC (2020). *2020 Annual Report to Parliament on Immigration*. Consulté au <https://www.canada.ca/en/immigration-refugees-citizenship/corporate/publications-manuals/annual-report-parliament-immigration-2020.html>
 - 53 Gallup (2018). *Migrants' Happiness Tied to Whether They Are Accepted*. Consulté au <https://news.gallup.com/poll/229589/migrants-happiness-tied-whether-accepted.aspx>
 - 54 Gallup (2020). *World Grows Less Accepting of Migrants*. Consulté au <https://news.gallup.com/poll/320678/world-grows-less-accepting-migrants.aspx>
 - 55 Gallup (2020). *Canada No. 1 for Migrants, U.S. in Sixth Place*. Consulté au <https://news.gallup.com/poll/320669/canada-migrants-sixth-place.aspx>
 - 56 Institut Environics pour la recherche (2020). *Canadian public opinion about immigration and refugee*. Consulté au https://www.environicsinstitute.org/docs/default-source/project-documents/fc-fall-2020---immigration/focus-canada-fall-2020---public-opinion-on-immigration-refugees---final-report.pdf?sfvrsn=bd51588f_2
 - 57 Flanagan, R. (2020). « StatCan survey shows new evidence of increase in anti-Asian sentiment, attacks », *CTV News*. Consulté au <https://www.ctvnews.ca/canada/statcan-survey-shows-new-evidence-of-increase-in-anti-asian-sentiment-attacks-1.5016027>
 - 58 OCDE (2018). *Trouver ses marques 2018 : Les indicateurs de l'intégration des immigrants*, satisfaction déclarée (indicateur). Consulté au <https://www.oecd.org/fr/els/mig/principaux-indicateurs-integration-des-immigres.pdf>
 - 59 Statistique Canada (2019). *Tendances du taux de citoyenneté chez les nouveaux immigrants au Canada*. Consulté au <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/11-626-x/11-626-x2019015-fra.htm>
 - 60 Migrant Integration Policy Index (2020). *Key Findings : Canada*. Consulté au <https://www.mipex.eu/canada>
 - 61 Argyle Public Relationships (2018). *Canada Drops From the Top in Country Reputation Survey*. Cision. Consulté au <https://www.newswire.ca/news-releases/canada-drops-from-the-top-in-country-reputation-survey-686154851.html>
 - 62 Lane, T. (2017). *Le mercure monte : les changements climatiques et l'avenir de l'économie canadienne*. Consulté au https://www.banqueducanada.ca/2017/03/mercure-monte-changements-climatiques-avenir-economie-canadienne/?_ga=2.214177879.1519974281.1614963451-1113826612.1614963451
 - 63 Grekou, D., J. Li et H. Liu (2018). *Entreprises appartenant à des femmes au Canada*. Consulté au <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/11-626-x/11-626-x2018083-fra.htm>
 - 64 L'Organisation internationale du travail définit le « travail décent » comme un travail productif et convenablement rémunéré, la sécurité sur le lieu de travail et la protection sociale pour les familles, de meilleures perspectives de développement personnel et d'insertion sociale, la liberté pour les individus d'exprimer leurs revendications et de participer aux décisions qui affectent leur vie, et l'égalité entre hommes et femmes. Source : <https://www.ilo.org/global/topics/decent-work/lang--fr/index.htm>
 - 65 Conseil national de développement économique des Autochtones (2020). *Rapport d'étape sur l'évolution de l'économie des Autochtones 2019*. Consulté au <http://www.naedb-cndea.com/french/reports/NIEDB-ECONOMIC%20PROGRESS%20REPORT-FRENCH%20VERSION%202019.pdf>
 - 66 Statistique Canada (2020). *Le Quotidien – Enquête sur la population active, août 2020*. Consulté au <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/200904/dq200904a-fra.htm>
 - 67 OCDE (2020) *Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2020: Crise du Covid-19 et sécurité des travailleurs*. Consulté au https://read.oecd-ilibrary.org/view/?ref=134_134959-09764iv1wk&title=Employment-Outlook-Canada-FR
 - 68 Conference Board du Canada (2021). *The Conference Board of Canada Forecasts Economic Growth in 2021 and 2022*. Consulté au <https://www.conferenceboard.ca/press/newsrelease/2021/01/12/the-conference-board-of-canada-forecasts-economic-growth-in-2021-and-2022>

- 69 Forum économique mondial (2020). *Discovering the real impact of COVID-19 on entrepreneurship*. Consulté au <https://www.weforum.org/agenda/2020/06/how-covid-19-will-change-entrepreneurial-business/>
- 70 Johal, S. (2020). *L'avenir vient d'arriver : pour un travail décent dans le monde post-pandémie*, Forum des politiques publiques. Consulté au <https://ppforum.ca/wp-content/uploads/2020/07/TravailD%C3%A9centDansLeMondePost-pand%C3%A9mie-FPP-Juin2020-FR.pdf>
- 71 OCDE (2020) *Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2020: Crise du Covid-19 et sécurité des travailleurs*. Consulté au https://read.oecd-ilibrary.org/view/?ref=134_134959-09764iv1wk&title=Employment-Outlook-Canada-FR
- 72 McKinsey (2020). *COVID-19 recovery in hardest-hit sectors could take more than 5 years*. Consulté au <https://www.mckinsey.com/featured-insights/coronavirus-leading-through-the-crisis/charting-the-path-to-the-next-normal/covid-19-recovery-in-hardest-hit-sectors-could-take-more-than-5-years#>
- 73 Ministère des Finances Canada (2018). *Mise à jour des projections économiques et budgétaires à long terme 2018*. Consulté au <https://www.canada.ca/fr/ministere-finances/services/publications/projections-economiques-budgetaires-long-terme/2018.html>
- 74 Clarke, S., C. McCormack et W. Asghar (2020). *Développements récents de l'économie canadienne 2020 : COVID-19, troisième édition*. Statistique Canada. Consulté au <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/11-626-x/11-626-x2020013-fra.htm>
- 75 Institut Environics pour la recherche (2020). *Canadian public opinion about immigration and refugee*. Consulté au https://www.environicsinstitute.org/docs/default-source/project-documents/fc-fall-2020---immigration/focus-canada-fall-2020---public-opinion-on-immigration-refugees---final-report.pdf?sfvrsn=bd51588f_2
- 76 Chambre de commerce noire du Canada (2021). *Building Black Businesses in Canada: Personas, perceptions and experiences*. Consulté au <https://www.blackchamber.ca/wp-content/uploads/2021/03/Building-Black-Businesses-in-Canada-Feb-27-2021.pdf>
- 77 OCDE (2020). *Linking Indigenous Communities with Regional Development in Canada*. Consulté au <http://www.oecd.org/publications/linking-indigenous-communities-with-regional-development-in-canada-fa0f60c6-en.htm>
- 78 Conseil canadien pour le commerce autochtone (2020). *Promise and Prosperity: The 2020 Ontario Aboriginal Business Survey*. Consulté au https://www.ccab.com/wp-content/uploads/2020/10/CCAB_PP_2020_Final.pdf
- 79 Conference Board du Canada (2013). *Ease of Entrepreneurship Index*. Consulté au <https://www.conferenceboard.ca/hcp/Details/Innovation/entrepreneurship.aspx>
- 80 Conference Board du Canada (2013). *Innovation Provincial and Territorial Ranking*. Consulté au <https://www.conferenceboard.ca/hcp/provincial/innovation.aspx>
- 81 Innovation, Sciences et Développement économique Canada (2019). *2019-2020 – Plan ministériel*. Consulté au [https://www.ic.gc.ca/eic/site/017.nsf/vwapj/2019-20-ISEDdp-f.pdf/\\$file/2019-20-ISEDdp-f.pdf](https://www.ic.gc.ca/eic/site/017.nsf/vwapj/2019-20-ISEDdp-f.pdf/$file/2019-20-ISEDdp-f.pdf)
- 82 OCDE (2017). *SME and Entrepreneurship Policy in Canada, OECD Studies on SMEs and Entrepreneurship*. Consulté au <https://www.oecd.org/publications/sme-and-entrepreneurship-policy-in-canada-9789264273467-en.htm>
- 83 Innovation, Sciences et Développement économique Canada (2019). *Indicateurs de performance et cibles : Aider les entreprises canadiennes à démarrer, prendre de l'expansion et se développer*. Consulté au <https://www.ic.gc.ca/eic/site/062.nsf/fra/00092.html>
- 84 OCDE (2017). *SME and Entrepreneurship Policy in Canada, OECD Studies on SMEs and Entrepreneurship*. Consulté au <https://www.oecd.org/publications/sme-and-entrepreneurship-policy-in-canada-9789264273467-en.htm>
- 85 Manufacturiers et Exportateurs du Canada (2019). *Low investments in new technology slowing down manufacturers' productivity*. Consulté au <https://cme-mec.ca/blog/low-investments-in-new-technology-slowing-down-manufacturers-productivity/>
- 86 Innovation, Sciences et Développement économique Canada (2019). *Indicateurs de performance et cibles : Accroître l'investissement dans la recherche et le développement*. Consulté au <https://www.ic.gc.ca/eic/site/062.nsf/fra/00088.html>
- 87 Innovation, Sciences et Développement économique Canada (2019). *Indicateurs de performance et cibles : Collaborations solides et productives en matière de recherche et développement*. Consulté au <https://www.ic.gc.ca/eic/site/062.nsf/fra/00089.html>
- 88 OCDE (2020). « Dépenses intérieures brutes de R-D » (indicateur), <https://doi.org/10.1787/49ef953e-fr>
- 89 Statistique Canada. Tableau 14-10-0365-01 : Caractéristiques de la population active selon la région et le groupe autochtone détaillé. Consulté au https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=1410036501&request_locale=fr
- 90 Statistique Canada. Tableau 41-10-0014-01 : Raisons pour lesquelles vous avez eu de la difficulté à trouver un emploi selon l'identité autochtone, en chômage. Consulté au https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=4110001401&request_locale=fr
- 91 Centre des compétences futures (2020). *Portrait de la situation : l'acquisition de nouvelles compétences et l'emploi chez les Autochtones du Canada*. Consulté au <https://fsc-ccf.ca/fr/research/portrait-de-la-situation-lacquisition-de-nouvelles-competences-et-lemploi-chez-les-autochtones-au-canada/>
- 92 Conseil national de développement économique des Autochtones (2016). *Réconciliation : stimuler l'économie canadienne de 27,7 milliards \$*. Consulté au http://www.naedb-cndea.com/french/reports/naedb_report_reconciliation_27_7_billion_fr.pdf

- 93 Statistique Canada (2018). Caractéristiques changeantes des emplois au Canada, 1981 à 2018. Consulté au <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/11-626-x/11-626-x2018086-fra.htm>
- 94 Statistique Canada (2020). Régimes de pension au Canada, au 1er janvier 2019. Consulté au <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/200813/dq200813b-fra.htm>
- 95 OCDE (2019). *Panorama des pensions 2019 : Les indicateurs de l'OCDE et du G20*, Éditions OCDE, Paris. Consulté au https://www.oecd-ilibrary.org/fr/social-issues-migration-health/panorama-des-pensions-2019_b88511bc-fr.
- 96 Statistique Canada (2020). L'évolution de la situation de l'emploi, 1981 à 2019. Consulté au <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/11-626-x/11-626-x2020005-fra.htm>
- 97 Statistique Canada (2019). Le Quotidien – Étude : Utiliser des données administratives pour mesurer l'économie à la demande du Canada. Consulté au <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/191216/dq191216d-fra.htm>
- 98 L'Initiative du vivre mieux de l'OCDE : Comment va la vie au Canada? (2020). Consulté au <https://www.oecd.org/fr/statistiques/Better-Life-Initiative-country-note-Canada-in-French.pdf>
- 99 Evans, P. (2017). « Canadian households lead the world in terms of debt: OECD », *CBC News*. Consulté au <https://www.cbc.ca/news/business/oecd-debt-1.4415860>
- 100 Statistique Canada (2020). *Indicateurs financiers, secteurs des ménages et institutions sans but lucratif au service des ménages, comptes du bilan national*. Consulté au https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=3810023501&request_locale=fr.
- 101 Hiilamo, Aapo (2020). « Debt matters? Mental wellbeing of older adults with household debt in England », *SSM – Population Health*. Consulté au <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S2352827320302950>
- 102 Bertrand, J., D. Cameron, A. Kidder, C. Schandl et R. Wray (2018). *Le facteur égalisateur : en quoi l'éducation crée-t-elle l'équité chez les enfants au Canada?*, UNICEF. Consulté au https://www.unicef.ca/sites/default/files/2019-03/UNICEF%20Report%20Card%2015_Canadian%20Companion%20%28FRENCH%29.pdf
- 103 Rogova, A. et coll. (2016). *Inequality Explained: The hidden gaps in Canada's education system*. Consulté au <https://opencanada.org/inequality-explained-hidden-gaps-canadas-education-system/>
- 104 Bogart, N. (2020). « More than 1 billion students face 'generational catastrophe' due to COVID-19, UN warns », *CTV News*. Consulté au <https://www.ctvnews.ca/health/coronavirus/more-than-1-billion-students-face-generational-catastrophe-due-to-covid-19-un-warns-1.5050481>
- 105 Alphonso, C. (2020). « School shutdowns have put children up to eight months behind in reading, research indicates », *The Globe and Mail*. Consulté au <https://www.theglobeandmail.com/canada/article-school-shutdowns-have-put-children-up-to-eight-months-behind-in/>
- 106 Institute for 21st Century Questions (2021). *Worldwide Commission to Educate All Kids Post-Pandemic*. Consulté au <https://www.i21cq.com/publications/worldwide-commission-to-educate-all-kids-post-pandemic/>
- 107 Greenlee, E. et A. Reid (2020). *Les parents soutenant l'apprentissage à la maison pendant la pandémie de COVID-19*, Statistique Canada. Consulté au <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/45-28-0001/2020001/article/00040-fra.htm>
- 108 Statistique Canada (2020). *Pandémie de COVID-19 : La fermeture des écoles et la préparation des enfants à l'apprentissage en ligne*. Consulté au <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/45-28-0001/2020001/article/00001-fra.htm>
- 109 Brunet, S. (2020). *Répercussions de la pandémie de COVID-19 sur l'indicateur NEET (ni en emploi, ni aux études, ni en formation), mars et avril 2020*. Statistique Canada. Consulté au <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/81-599-x/81-599-x2020001-fra.htm>
- 110 Statistique Canada (2020). *Informations financières des universités pour l'année scolaire 2018-2019 et projections des répercussions de la COVID-19 pour l'année scolaire 2020-2021*. Consulté au <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/201008/dq201008b-fra.htm>
- 111 Les données de l'OCDE portent sur l'enseignement du niveau primaire jusqu'au niveau postsecondaire non supérieur, qui chevauche le secondaire supérieur et le postsecondaire. Ce niveau d'enseignement est probablement plus courant dans d'autres pays de l'OCDE.
- 112 eCampusOntario (2020). *eCampusOntario collabore avec des partenaires sur la stratégie de l'Ontario en matière de micro-titres de compétences*. Consulté au <https://www.ecampusontario.ca/fr/ecampusontario-collabore-avec-des-partenaires-sur-la-strategie-de-lontario-en-matiere-de-micro-titres-de-competences/>
- 113 Dépenses publiques en éducation : OCDE (2020), « Dépenses publiques d'éducation » (indicateur), <https://doi.org/10.1787/89d5a431-fr>
- 114 World University Rankings (2020). Consulté au https://www.timeshighereducation.com/world-university-rankings/2020/world-ranking#/page/0/length/25/sort_by/rank/sort_order/asc/cols/stats
- 115 Dart, C. « First Nations Schools are Chronically Underfunded », *CBC News*. Consulté au <https://www.cbc.ca/cbcdocspov/features/first-nations-schools-are-chronically-underfunded>
- 116 IMD World Competitiveness Centre (2020). *IMD World Digital Competitiveness Ranking 2020*. Consulté au https://www.imd.org/globalassets/wcc/docs/release-2020/digital/digital_2020.pdf
- 117 Conference Board du Canada (2018). *Learning Cultures Lead the Way: Learning and Development Outlook – 14th Edition*. Consulté au <https://www.conferenceboard.ca/e-library/abstract.aspx?did=9398>

- 118 Forum économique mondial (2020). *The Future of Jobs Report 2020*. Consulté au http://www3.weforum.org/docs/WEF_Future_of_Jobs_2020.pdf
- 119 Conseil national de développement économique des Autochtones (2020). *Rapport d'étape sur l'évolution de l'économie des Autochtones 2019*. Consulté au <http://www.naedb-cndea.com/french/reports/NIEDB-ECONOMIC%20PROGRESS%20REPORT-FRENCH%20VERSION%202019.pdf>
- 120 OCDE (2020). *Equity in Education: Breaking down barriers to social mobility – Canada*. Consulté au <https://www.oecd.org/pisa/Equity-in-Education-country-note-Canada.pdf>
- 121 OCDE (2019). *Résultats du PISA 2018 (Volume I)*. Consulté au <https://www.oecd.org/fr/publications/resultats-du-pisa-2018-volume-i-ec30bc50-fr.htm>
- 122 OCDE (2020). *Equity in Education: Breaking down barriers to social mobility – Canada*. <https://www.oecd.org/pisa/Equity-in-Education-country-note-Canada.pdf>
- 123 PNUD. *Objectif 8 : Travail décent et croissance économique*. Consulté au <https://www.undp.org/content/undp/fr/home/sustainable-development-goals/goal-8-decent-work-and-economic-growth.html#targets>
- 124 Statistique Canada (2020). *Le nombre de jeunes Canadiens NEET a doublé ce printemps*. Consulté au <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/200924/dq200924c-fra.htm>
- 125 Davidson, J. et R. Arim (2019). *Un profil des jeunes qui ne sont ni étudiants, ni employés, ni stagiaires au Canada, de 2015 à 2017*. Statistique Canada. Consulté au <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/11f0019m/11f0019m2019020-fra.htm>
- 126 Brunet, S. (2020). *Répercussions de la pandémie de COVID-19 sur l'indicateur NEET (ni en emploi, ni aux études, ni en formation), mars et avril 2020*. Statistique Canada. Consulté au <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/81-599-x/81-599-x2020001-fra.htm>
- 127 Université de Calgary (2018). *Ignoring needs of Canadian kids costing the economy billions: Analysis*. Consulté au <https://ucalgary.ca/news/ignoring-needs-canadian-kids-costing-economy-billions-analysis>
- 128 RBC (2020). *La pandémie menace des décennies de progression des femmes au sein de la population active*. Consulté au https://leadershipavise.rbc.com/la-pandemie-menace-des-decennies-de-progression-des-femmes-au-sein-de-la-population-active/?_ga=2.84727705.1818355700.1615375984-1565512937.1614851019
- 129 Unicef Canada (2020). *Répercussions de la COVID-19 sur les enfants au Canada : Stratégies d'atténuation à court, moyen et long terme*. Consulté au <https://www.unicef.ca/fr/press-release/repercussions-de-la-covid-19-sur-les-enfants-au-canada-strategies-dattenuation-court>
- 130 Statistique Canada (2020). *Le Quotidien – Les répercussions de la COVID-19 sur les familles et les enfants canadiens*. Consulté au <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/200709/dq200709a-fra.htm>
- 131 Bezanson, K., A. Bevan et M. Lysack (2020). *National childcare system is crucial for recovery and rebuilding*. First Policy Response. Consulté au <https://policyresponse.ca/national-childcare-system-is-crucial-for-recovery-and-rebuilding/>
- 132 Friendly, M., M. Ballantyne et L. Anderson (2020). *Rebuilding childcare in Canada must include a national strategy*. Options politiques. Consulté au https://policyoptions.irpp.org/magazines/july-2020/rebuilding-childcare-in-canada-must-include-a-national-strategy/?mc_cid=e378bd2ed9&mc_eid=c5f8fa63c8
- 133 Lewis, J. (2019). *Canada's New Parental Sharing Benefit: How Does It Work?* Nelligan Law. Consulté au <https://nelliganlaw.ca/blog/employment-law/canadas-new-parental-sharing-benefit-how-does-it-work/>
- 134 Campagne 2000 (2020). *Setting the Stage for a Poverty-Free Canada – 2019 Report Card on Child & Family Poverty in Canada*. Consulté au <https://campaign2000.ca/wp-content/uploads/2020/01/campaign-2000-report-setting-the-stage-for-a-poverty-free-canada-updated-january-24-2020.pdf>
- 135 OCDE (2020). « Taux de pauvreté » (indicateur), <https://doi.org/10.1787/f5395f95-fr>
- 136 Statistique Canada (2020). *Rapport du deuxième examen approfondi de la mesure fondée sur un panier de consommation*. Consulté au <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/75f0002m/75f0002m2020002-fra.htm>
- 137 Canadian Centre for Economic Analysis (2019). *Economic contribution of the Canada Child Benefit: A Basic Income Guarantee for Canadian Families with Children*. Consulté au <https://www.cancea.ca/CCB>
- 138 Campagne 2000 (2020). *Setting the Stage for a Poverty-Free Canada – 2019 Report Card on Child & Family Poverty in Canada*. Consulté au <https://campaign2000.ca/wp-content/uploads/2020/01/campaign-2000-report-setting-the-stage-for-a-poverty-free-canada-updated-january-24-2020.pdf>
- 139 Statistique Canada. *Recensement de la population de 2016*, produit n° 98-400-X2016206 au catalogue de Statistique Canada.
- 140 OCDE (2017). *Petite enfance, grands défis 2017 : Les indicateurs clés de l'OCDE sur l'éducation et l'accueil des jeunes enfants*. Consulté au <https://www.oecd.org/education/starting-strong-2017-9789264276116-en.htm>
- 141 Emploi et Développement social Canada (2020). *Le gouvernement du Canada mettra sur pied un système pancanadien d'apprentissage et de garde des jeunes enfants*. Consulté au <https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/nouvelles/2020/09/communiquel-ministre-hussen-fera-une-annonce-a-markham-concernant-lapprentissage-et-la-garde-des-jeunes-enfants.html>
- 142 RBC (2020). *Les Canadiennes continuent de quitter la population active*. Consulté au https://leadershipavise.rbc.com/les-canadiennes-continuent-de-quitter-la-population-active/?_ga=2.92115610.1818355700.1615375984-1565512937.1614851019

- 143 Yalnizyan, A. (2020). *Recovery depends on childcare strategy to get women back to work*. First Policy Response. Consulté au <https://policyresponse.ca/recovery-depends-on-childcare-strategy-to-get-women-back-to-work/>
- 144 Ministère des Finances Canada (2020). *Énoncé économique de l'automne de 2020 : Soutenir les Canadiens et lutter contre la COVID-19*. Consulté au <https://budget.gc.ca/fes-eea/2020/report-rapport/toc-tdm-fr.html>
- 145 Enquête sur les modes d'apprentissage et de garde des jeunes enfants (2019). *Tableau 1. Recours aux services d'apprentissage et de garde des jeunes enfants, selon la province et le territoire, population à domicile âgée de 0 à 5 ans*. Statistique Canada. Consulté au <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/190410/t001a-fra.htm>
- 146 Enquête sur les modes d'apprentissage et de garde des jeunes enfants (2019). *Tableau 4. Difficultés des parents et des tuteurs à trouver un mode de garde, population à domicile âgée de 0 à 5 ans, Canada*. Statistique Canada. Consulté au <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/190410/t004a-fra.htm>
- 147 Friendly, M., L. E. Feltham, S. Mohamed, N. T. Nguyen, R. Vickerson et B. Forer (2020). *Early childhood education and care in Canada 2019*. Toronto: Childcare Resource and Research Unit.
- 148 Macdonald, D. et M. Friendly (2020). *In progress: childcare fees in Canada 2019*. Centre canadien de politiques alternatives. Consulté au https://www.policyalternatives.ca/sites/default/files/uploads/publications/National%20Office/2020/03/In%20progress_Child%20care%20fees%20in%20Canada%20in%202019_march12.pdf
- 149 OCDE (2020). *Is Childcare Affordable?* Consulté au <http://www.oecd.org/els/family/OECD-Is-Childcare-Affordable.pdf>
- 150 Friendly, M., L. E. Feltham, S. Mohamed, N. T. Nguyen, R. Vickerson et B. Forer (2020). *Early childhood education and care in Canada 2019*. Toronto: Childcare Resource and Research Unit.
- 151 Enquête sur la couverture de l'assurance-emploi, 2018. *Tableau 5. Les mères et les prestations de maternité/prestations parentales, Canada, 2018*. Statistique Canada. Consulté au <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/191114/t005a-fra.htm>
- 152 Mathier, S., A. Doucet et L. McKay (2020). « Parental Leave Benefits and Inter-Provincial Differences: The case of four Canadian provinces », *Canadian Journal of Sociology*.
- 153 Les indicateurs de l'UNICEF mesurant le bien-être des enfants varient d'un Bilan à l'autre, ce qui complique les comparaisons. L'organisme souligne toutefois que bon nombre des indicateurs demeurent les mêmes et qu'on peut en dégager les tendances générales. UNICEF Canada (2017). Bilan Innocenti 14 de l'UNICEF : document canadien d'accompagnement, *Ô Canada Nos enfants méritent mieux*. Consulté au <https://www.unicef.ca/fr/bilan-innocenti-14-de-lunicef-le-bien-etre-des-enfants-dans-un-monde-au-developpement-durable>
- 154 UNICEF (2020), *Aux antipodes : Document canadien d'accompagnement du Bilan Innocenti 16 de l'UNICEF*. Consulté au <https://www.unicef.ca/sites/default/files/2020-11/UNICEF%20RC16%20Canadian%20Companion%20FR%20-%20DIGITAL.pdf>
- 155 Les enfants d'abord Canada (2020). *Top 10 Threats to Childhood in Canada and the Impact of Covid-19*. Consulté au <https://childrenfirstcanada.org/raising-canada>
- 156 Cribb, R. et D. Keogh. « The kids are in crisis – and COVID-19 is making it worse. In Canada, deteriorating youth mental health is leaving a generation in distress », *Toronto Star*. Consulté au <https://www.thestar.com/news/investigations/2020/11/23/the-kids-are-in-crisis-and-covid-19-is-making-it-worse-in-canada-deteriorating-youth-mental-health-is-leaving-a-generation-in-distress.html>
- 157 La Société de soutien à l'enfance et à la famille des Premières Nations du Canada « s'emploie à assurer la sécurité et le bien-être des jeunes des Premières Nations et de leurs familles ». Voir <https://fncaringsociety.com/fr/%C3%A0-propos-de-nous> pour plus d'informations.
- 158 Nunavut Tunngavik Inc. (2020). *Nunavut's infrastructure Gap*. Consulté au https://www.tunngavik.com/files/2020/10/2020.10.20-Nunavuts_Infrastructure_Gap_Report_vf.pdf
- 159 Fédération canadienne des municipalités (2020). *COVID-19 et le logement : Urgence d'agir pour combler des besoins criants*. Consulté au <https://data.fcm.ca/documents/resources/covid-19-et-logement.pdf>
- 160 Ferreira, J. (2020). *The toll COVID-19 is taking on Canada's homeless*. CBC News. Consulté au <https://www.ctvnews.ca/health/coronavirus/the-toll-covid-19-is-taking-on-canada-s-homeless-1.4950722>
- 161 Deloitte. *COVID-19: S'attaquer au déficit de financement des transports en commun pendant la reprise*. Consulté au <https://www2.deloitte.com/content/dam/Deloitte/ca/Documents/public-sector/ca-tackling-public-transits-funding-gap-fr-aoda.pdf>
- 162 Stefanovich, O., (2020). *COVID-19 may delay Liberal pledge to end long-term boil water advisories on First Nations*. CBC News. Consulté au <https://www.cbc.ca/news/politics/stefanovich-reconciliation-throne-speech-2020-1.5738098>
- 163 Innovation, Sciences et Développement économique Canada (2019). *La haute vitesse pour tous : la stratégie canadienne pour la connectivité*. Consulté au https://www.ic.gc.ca/eic/site/139.nsf/fra/h_00002.html
- 164 Gouvernement du Canada (2021). *Nouveaux investissements dans le transport en commun pour bâtir des communautés fortes, lutter contre les changements climatiques et créer de nouveaux emplois à travers le Canada*. Consulté au <https://pm.gc.ca/fr/nouvelles/communiqués/2021/02/10/nouveaux-investissements-transport-commun-batir-des-communautes>

- 165 BCG Centre for Canada's Future (2020). *15 things to know about Canadian Infrastructure*, CanInfra Challenge. Consulté au https://static1.squarespace.com/static/59c96387268b96752ffd6100/t/59d3ee32d7bdcef89793aee4/1507061319999/15_things_to_know.pdf
- 166 McKinsey Global Institute (2016). *Bridging Global Infrastructure Gaps*. Consulté au <https://www.mckinsey.com/business-functions/operations/our-insights/bridging-global-infrastructure-gaps>
- 167 Canadian Centre for Economic Analysis (2020). *Navigating the COVID-19 Socio-economic shock: How infrastructure investments will facilitate future growth in Ontario*. Consulté au <https://www.rccao.com/research/files/How-Infrastructure-Investments-Will-Facilitate-Growth-June-2020.pdf>
- 168 Canadian Infrastructure (2019). *Bulletin de rendement des infrastructures canadiennes de 2019 : Suivi de l'état des infrastructures publiques essentielles du Canada*. Consulté au <http://www.canadianinfrastructure.ca/downloads/bulletin-rendement-infrastructures-canadiennes-2019.pdf>
- 169 OCDE (2018). *Études économiques de l'OCDE : Canada*. Consulté au https://www.oecd-ilibrary.org/fr/economics/etudes-economiques-de-l-ocde-canada-2018_eco_surveys-can-2018-fr
- 170 OCDE (2019). *Affordable Housing Database: HM1.2. House Prices*. Consulté au <https://www.oecd.org/els/family/HM1-2-Housing-prices.pdf>
- 171 Fédération canadienne des municipalités (2020). *COVID-19 et le logement : Urgence d'agir pour combler des besoins criants*. Consulté au <https://data.fcm.ca/documents/resources/covid-19-et-logement.pdf>
- 172 SCHL (2020). *Taux d'inoccupation en baisse et loyers en hausse au Canada*. Consulté au <https://www.cmhc-schl.gc.ca/fr/housing-observer-online/2020-housing-observer/canada-rental-vacancy-rates-down-while-rent-continues-increase>
- 173 SCHL, Initiative pour la création rapide de logements. Consulté au <https://www.cmhc-schl.gc.ca/fr/nhs/rapid-housing-initiative>
- 174 Statistics Canada. *Tableau 22-10-0113-01 Utilisation de services et de technologies liés à Internet, selon le groupe d'âge et le quartile de revenu du ménage*. Consulté au https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/cv.action?pid=2210011301&request_locale=fr
- 175 CBC News (2020). *Trudeau promises to connect 98% of Canadians to high-speed internet by 2026*. Consulté au <https://www.cbc.ca/news/politics/broadband-internet-1.5794901>
- 176 Innovation, Sciences et Développement économique Canada (2019). *La haute vitesse pour tous : la stratégie canadienne pour la connectivité*. Consulté au https://www.ic.gc.ca/eic/site/139.nsf/fra/h_00002.html
- 177 Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales (2018). *68% of the world population projected to live in urban areas by 2050, says UN*. Consulté au <https://www.un.org/development/desa/en/news/population/2018-revision-of-world-urbanization-prospects.html>
- 178 Statistique Canada (2021). *Estimations de la population du Canada :*
- régions infraprovinciales, 1^{er} juillet 2020*. Consulté au <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/210114/dq210114a-fra.htm>
- 179 OCDE (2020). *Aires métropolitaines, Densité de population du centre urbain*. Consulté au <https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=CITIES>
- 180 Johal, S., K. Alwani, J. Thirgood et P. Spiro (2019). *Rethinking Municipal Finance for the New Economy*. Mowat Centre. Consulté au https://www.peelregion.ca/finance/_media/rethinking-municipal-finance-new-economy.pdf
- 181 Fong, F. (2017). *Inégalité des revenus*. CPA Canada. Consulté au <https://www.cpacanada.ca/fr/la-profession-de-cpa/a-propos-de-cpa-canada/principales-activites/politiques-publiques-relations-gouvernements/recherche-economie-politiques/inegalite-revenus>
- 182 United Way Greater Toronto (2015). *The Opportunity Equation: Building opportunity in the face of growing income inequality*. Consulté au <https://www.unitedwaygt.org/document.doc?id=285>
- 183 D'Angelo, M. (2020). *Transit is in grave danger of falling into a death spiral*. Options politiques. Consulté au <https://policyoptions.irpp.org/magazines/september-2020/transit-is-in-grave-danger-of-falling-into-a-death-spiral/>
- 184 Forum économique mondial (2019). *Global Competitiveness Report*. Consulté au http://www3.weforum.org/docs/WEF_TheGlobalCompetitivenessReport2019.pdf
- 185 Deloitte (2019). *La réglementation en tant qu'avantage concurrentiel*. Consulté au <https://www2.deloitte.com/content/dam/Deloitte/ca/Documents/finance/ca-fr-making-regulation-comp-advantage-pov-aoda.pdf?location=top>
- 186 OCDE (2018). *Increasing inclusiveness and enhancing integration of immigrants*. Consulté au <http://www.oecd.org/economy/surveys/Increasing-inclusiveness-and-enhancing-integration-of-immigrants-Canada-OECD-economic-survey-July-2018.pdf>
- 187 OCDE (2020). *Inégalité de revenu (indicateur)*. Consulté au <https://data.oecd.org/fr/inequality/inegalite-de-revenu.htm>
- 188 Statistique Canada (2020). *Le Quotidien – Enquête canadienne sur le revenu, 2018*. Consulté au <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/200224/dq200224a-fra.htm>
- 189 Block, S. (2017). *Canada's population is changing but income inequality remains a problem*. The Monitor. Consulté au <https://monitormag.ca/articles/canadas-population-is-changing-but-income-inequality-remains-a-problem>
- 190 PNUD. *Objectif 10 : Inégalités réduites*. Consulté au <https://www.undp.org/content/undp/fr/home/sustainable-development-goals/goal-10-reduced-inequalities.html>
- 191 OCDE (2020). *Taux de pauvreté (indicateur)*. Consulté au <https://data.oecd.org/fr/inequality/taux-de-pauvrete.htm>

- 192 OCDE (2020). *L'Initiative du vivre mieux de l'OCDE : Comment va la vie au Canada?* Consulté au <https://www.oecd.org/fr/statistiques/Better-Life-Initiative-country-note-Canada-in-French.pdf>
- 193 OCDE (2020). « Espérance de vie à la naissance » (indicateur), <https://doi.org/10.1787/10e83f21-fr>
- 194 Statistique Canada (2020). *Rapports sur la santé : L'espérance de vie varie en fonction de la scolarité et du niveau du revenu*. Consulté au <https://www150.statcan.gc.ca/n1/fr/daily-quotidien/200115/dq200115c-fra.pdf?st=JsJyugBa>
- 195 Tjepkema, M., T. Bushnik et E. Bougie (2019). *Espérance de vie des populations des Premières Nations, des Métis et des Inuits à domicile au Canada*. Statistique Canada. Consulté au <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/82-003-x/2019012/article/00001-fra.htm>
- 196 Young, L. (2019). *Canadian life expectancy has stopped rising because of the opioid crisis: Statistics Canada*. Global News. Consulté au <https://globalnews.ca/news/5333946/life-expectancy-stall-opioid-crisis/>
- 197 Kumar, A. (2019). *Policy Implications of Changing Demographics and Increasing Longevity in UK and Canada*. Cambridge University. Consulté au <https://munkschool.utoronto.ca/publicpolicy/wp-content/uploads/2014/04/Ageing-report-for-print-final-15-June.pdf>
- 198 Forum économique mondial (2019). *Global Competitiveness Report*. Consulté au http://www3.weforum.org/docs/WEF_TheGlobalCompetitivenessReport2019.pdf
- 199 OCDE (2017). *Examens environnementaux de l'OCDE : Canada 2017*. Consulté au https://read.oecd-ilibrary.org/environment/examens-environnementaux-de-l-ocde-canada-2017_9789264283244-fr#page1
- 200 Climate Action Network International (2021). *The Climate Change Performance Index 2021*. Consulté au <https://ccpi.org/download/the-climate-change-performance-index-2021/>
- 201 Wendling, Z., J. Emerson, A. Sherbinin et D. Esty (2020). *Environmental Performance Index 2020*. Yale Center for Environmental law & Policy. Consulté au <https://epi.yale.edu/downloads/epi2020report20200911.pdf>
- 202 Tasker, J. (2020). *Trudeau unveils new net-zero emissions plan to meet climate change targets*. CBC News. Consulté au <https://www.cbc.ca/news/politics/net-zero-emissions-1.5807877>
- 203 Freedom House (2020). *Freedom in the World 2020: Canada*. Consulté au <https://freedomhouse.org/country/canada/freedom-world/2020>
- 204 2020 Social Progress Index: Canada (2020). Consulté au <https://www.socialprogress.org/>
- 205 Huncar, A. « Black Canadians hit hard by COVID-19, new national study shows ». *CBC News*. Consulté au <https://www.cbc.ca/news/canada/edmonton/black-canadians-covid-19-study-1.5708530>